

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**15 AVRIL 2014**

**N°137**

# SOMMAIRE

*Conseil du 15 avril 2014*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1 : DELIBERATIONS</u></b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2 : DECISIONS</u></b>	<b>43</b>
<b><u>PARTIE 3 : ARRETES</u></b>	<b>607</b>



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

### *Pages*

HORS COMMISSION	7
FINANCES	17
PERSONNEL	18
CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES	19
COPROPRIETES	20
SPORTS	21
CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES	22
ECOLOTHEQUE	23
COMMUNICATION	24
MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI	25
ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTERET NATIONAL	26
TOURISME	27
INNOVATION	28
ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE	29
INSERTION PAR L'ECONOMIQUE	30
SERVICES FUNERAIRES	31
PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE	32
EAU ET ASSAINISSEMENT	33
LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	34
ENVIRONNEMENT	35
DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS	36
POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT	37
URBANISME, POLITIQUE FONCIERE	38
SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE	39
VOIRIE, JALONNEMENT	40
TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS	41
RELATIONS INTERNATIONALES	42

<b>HORS COMMISSION</b>	<b>6</b>
Election du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Composition du Bureau de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Approbation du nombre de Vice-Présidents et autres membres Commissions de Délégation de Services Publics (CDSP) - Elections - Fixation des conditions de dépôt des listes Groupes d'élus - Reconnaissance de leur constitution - Approbation	
<b>FINANCES</b>	<b>17</b>
Néant	
<b>PERSONNEL</b>	<b>18</b>
Néant	
<b>CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES</b>	<b>19</b>
Néant	
<b>COPROPRIETES</b>	<b>20</b>
Néant	
<b>SPORTS</b>	<b>21</b>
Néant	
<b>CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES</b>	<b>22</b>
Néant	
<b>ECOLOTHEQUE</b>	<b>23</b>
Néant	
<b>COMMUNICATION</b>	<b>24</b>
Néant	
<b>MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI</b>	<b>25</b>
Néant	
<b>ARTISANAT, COMMERCE, MARCHE D'INTERET NATIONAL</b>	<b>26</b>
Néant	
<b>TOURISME</b>	<b>27</b>
Néant	
<b>INNOVATION</b>	<b>28</b>
Néant	
<b>ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE</b>	<b>29</b>
Néant	
<b>INSERTION PAR L'ECONOMIQUE</b>	<b>30</b>
Néant	

<b>SERVICES FUNERAIRES</b>	31
Néant	
<b>PROTECTION DES ANIMAUX, FOURRIERE ANIMALE</b>	32
Néant	
<b>EAU ET ASSAINISSEMENT</b>	33
Néant	
<b>LUTTE CONTRE LES INONDATIONS</b>	34
Néant	
<b>ENVIRONNEMENT</b>	35
Néant	
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS</b>	36
Néant	
<b>POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT</b>	37
Néant	
<b>URBANISME ET POLITIQUE FONCIERE</b>	38
Néant	
<b>SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE ET GERONTOPOLE</b>	39
Néant	
<b>VOIRIE, JALONNEMENT</b>	40
Néant	
<b>TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS</b>	41
Néant	
<b>RELATIONS INTERNATIONALES</b>	42
Néant	

## **HORS COMMISSION**



**SEANCE ORDINAIRE DU 15 AVRIL 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le quinze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sur convocation de Monsieur Jean-Pierre MOURE, Président et sous la présidence de Monsieur Max LEVITA, doyen d'âge.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVAPEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

## **HORS COMMISSION – ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

Le Conseil est appelé à élire le Président à la suite du renouvellement du Conseil de Communauté.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5211-9, à partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du Président, les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge.

En vertu des articles L.5211-2, L.2122-4 et L.2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lieu au scrutin secret, uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Après avoir effectué ce rappel, M. Max LEVITA procède au recensement des candidatures.

La candidature de Monsieur Philippe SAUREL est enregistrée.

Aucune autre candidature n'est proposée.

### **1<sup>er</sup> tour de scrutin :**

Présents ou représentés : 92  
(Émargements)

Votants : 92

Bulletins nuls : 0

(Bulletins litigieux à déduire :  
articles L. 65 et L. 66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 7

Suffrages exprimés : 85

Majorité absolue : 43

M. Philippe SAUREL a obtenu 85 voix.

A l'issue des votes, Monsieur Philippe SAUREL est élu Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'unanimité des suffrages exprimés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- proclamer Monsieur Philippe SAUREL Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le déclarer installé,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12196

Certifié Exécutoire

16 AVR. 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture

16 AVR. 2014

Le :

Numéro de l'acte : *Imc 180326-DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 15 AVRIL 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le quinze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sur convocation de Monsieur Jean-Pierre MOURE, Président et sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**



**HORS COMMISSION – COMPOSITION DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION DU NOMBRE DE VICE-PRÉSIDENTS ET AUTRES MEMBRES**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient de définir la composition du Bureau de la Communauté d'Agglomération et de fixer le nombre de vice-présidents et autres membres du bureau.

Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze Vice-Présidents.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre des membres du bureau à 17 soit le Président, 15 Vice-Présidents et 1 "autre membre",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 18 AVR. 2014

Numéro de l'acte : Imc 180 327-B-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 15 AVRIL 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le quinze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sur convocation de Monsieur Jean-Pierre MOURE, Président et sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

## **HORS COMMISSION – COMMISSIONS DE DÉLÉGATION DE SERVICES PUBLICS (CDSP) - ELECTIONS - FIXATION DES CONDITIONS DE DÉPÔT DES LISTES**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les membres des sept Commissions de Délégation de Service Public de la Communauté d'Agglomération, à savoir :

- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement.
- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces Commissions sont composées :

- du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant,
- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également aux Commissions avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque Commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, il est proposé, en application de l'article D1411-5 de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de chacune des Commission de délégations de service public précitées, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt est fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures**.
- chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public concernée.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants des Commissions de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      16 AVR. 2014  
Publié le :                16 AVR. 2014  
Déposé En Préfecture  
Le :  
Numéro de l'acte : *Tmc 180328 DE*

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 15 AVRIL 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le quinze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sur convocation de Monsieur Jean-Pierre MOURE, Président et sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

## HORS COMMISSION – GROUPES D'ÉLUS - RECONNAISSANCE DE LEUR CONSTITUTION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Les conseillers communautaires qui le souhaitent peuvent se grouper par affinités politiques.

A ce titre, il est proposé de définir les modalités de constitution de ces groupes :

- Un conseiller ne peut faire partie que d'un seul groupe. Pour être reconnu, un groupe doit être constitué d'au moins deux membres mais un seuil minimum supérieur peut être fixé par l'Assemblée délibérante.

- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5216-4-2, les groupes se constituent par la remise au Président d'une déclaration collective, signée de leurs membres, accompagnée de la liste des membres, des apparentés et du nom du Président du groupe.

Un conseiller qui n'appartient à aucun groupe ne peut s'apparenter à un groupe de son choix, qu'avec l'agrément du Président du groupe. Il compte pour la détermination de l'importance numérique du groupe.

Les modifications de la composition d'un groupe sont portées à la connaissance du Président, sous la signature du conseiller intéressé s'il s'agit d'une démission ; du Président du groupe s'il s'agit d'une radiation ; et sous la double signature du conseiller intéressé et du Président s'il s'agit d'une adhésion ou d'un apparentement. Le Président en donne connaissance au Conseil de Communauté au début de la plus proche séance.

Ces dispositions seront reprises dans le règlement intérieur, qui sera adopté dans les six mois suivant l'installation du Conseil, en application des articles L.2121-8 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le seuil à 2 pour la constitution d'un groupe d'élus ;
- adopter les modalités de constitution de ces groupes ;
- acter l'intégration ultérieure de cette disposition dans le règlement intérieur de l'assemblée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

18 AVR. 2014

Déposé En Préfecture

Le : 18 AVR. 2014

Numéro de l'acte : EMC 180385 - B - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.



## **FINANCES**

## **PERSONNEL**



**CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES,  
ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES**

## **COPROPRIETES**

## **SPORTS**

**CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES**

## ECOLOTHEQUE

## COMMUNICATION

**MONTPELLIER MEDITERRANEE TECHNOPOLE :  
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI**

**ARTISANAT, COMMERCE,  
MARCHÉ D'INTERET NATIONAL**



## **TOURISME**

## **INNOVATION**

**ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE,  
TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITE,  
RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PECHE**

## **INSERTION PAR L'ECONOMIQUE**

## **SERVICES FUNERAIRES**

**PROTECTION DES ANIMAUX,  
FOURRIERE ANIMALE**

## **EAU ET ASSAINISSEMENT**

## **LUTTE CONTRE LES INONDATIONS**



## **ENVIRONNEMENT**

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES  
NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS**

**POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT**

**URBANISME, POLITIQUE FONCIERE**

**SANTE, HANDICAP, ACCESSIBILITE  
ET GERONTOPOLE**

## **VOIRIE, JALONNEMENT**

**TRAMWAY, TRANSPORTS, DEPLACEMENTS**

## **RELATIONS INTERNATIONALES**



## **PARTIE 2**

## **DECISIONS**

*Pages*

CONSEIL DU 15 AVRIL 2014

43

<p><b>N°D2013-818 - 28/03/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3531 de prestations de service avec la société Prédic Services pour l'aide à la décision en vue de la gestion des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de prestations de service est passé avec la société PREDICT SERVICES, Parc Mermoz, 20 rue Didier Daurat, 34170 Castelnau le Lez, en vue de la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire. Ce marché concerne une assistance en temps réel 24h/24h et 7j/7 aux services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à ses communes membres pour aider à gérer les risques hydrométéorologiques à travers des informations expertisées permettant d'anticiper les phénomènes générateurs d'inondations fluviale et par ruissellement, mais aussi générateurs de tempête, de submersion marine ou de fortes chutes de neige et d'accompagner la mise en œuvre à bon escient des actions de sauvegarde face à ces phénomènes à risque. Le marché prend effet à compter de sa date de signature. Sa durée est de 1 an. Le montant du marché s'élève à 31 000 € H.T.</p>	91
<p><b>N°D2013-838 - 29/01/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public - Musée Fabre - Association Champ Libre</b></p> <p><b>Objet :</b> Dans le cadre de la 9ème édition du Festival des Architectures Vives organisée par l'Association Champ Libre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par l'Association Champ Libre afin d'occuper des locaux du musée Fabre de Montpellier Agglomération. L'occupation concerne la cour de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, Département des Arts décoratifs du musée Fabre de Montpellier Agglomération, situé 6 bis rue Montpelliéret à Montpellier. L'occupation est consentie à titre gratuit du 11 au 15 juin 2014.</p>	93
<p><b>N°D2013-854 - 29/01/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 13- films auprès de l'Association ATTITUDE.</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE. Le contrat de l'achat des droits auprès de L'Association ATTITUDE est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 4600 euros.</p>	95
<p><b>N°D2013-866 - 11/02/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p> <p><b>Décision relative à une mission de contrôle technique en vue de la conception et réalisation de l'Intercepteur Est. Tranche 5. Avenue de la Pompignane AVENANT N° 1</b></p> <p><b>Objet :</b> Le présent avenant vise à prendre en compte la modification du programme des travaux tel que défini par la délibération n° 11600 du 23 mai 2013. Ce programme de travaux comprend désormais en plus : la construction d'un siphon sous le lez par microtunnellier, la construction de 2 puits, l'équipement hydrauliques et l'aménagement des puits.</p>	97
<p><b>N°D2013-874 - 21/03/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de locaux situés 329 rue Léon Blum à Montpellier, au 4ième et 5ième étage de l'immeuble Coupole Sud et de 11 places de parking</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon de locaux situés au 329 rue Leon Blum, au 4ième étage et 5ième étage de l'immeuble Coupole Sud, ainsi que de 11 places de parking. Le montant H.T. de l'acquisition est de 1 172 000 euros, conformément à l'avis des domaines du 5 juin 2013.</p>	99
<p><b>N°D2013-875 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Adesso E Sempre - Théâtre du Hangar</b></p>	101

<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met à disposition gratuitement le théâtre du Hangar à disposition de la compagnie Adesso E Sempres du 26 décembre 2013 au 26 janvier 2014 et du 12 au 20 avril 2014.</p>	
<p><b>N°D2013-878 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Soliloque Théâtre - Théâtre du Hangar</b></p>	103
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met à disposition gratuitement le Théâtre du Hangar à la Compagnie Soliloque Théâtre pour y organiser des répétitions du 6 au 19 janvier 2014.</p>	105
<p><b>N°D2013-880 - 29/01/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative concernant la régie d'avances du Musée de l'Histoire de la France en Algérie</b></p>	107
<p><b>Objet :</b> Afin d'assurer de nouveaux besoins (veille de l'actualité, réunions scientifiques) le MHFA souhaite compléter la liste des dépenses autorisées en y ajoutant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat de magazines, revues, presse.</li> <li>- Achat de petite restauration, boissons et consommables. (prévus aussi pour les autres musées)</li> </ul>	109
<p><b>N°D2013-885.-01/04/14.</b>  <b>Décision relative à la conclusion d'un contrat pour l'action de formation CAP CROISSANCE 2014</b></p>	111
<p><b>Objet°:</b> Des contrats sont conclus pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation Cap Croissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lot n°1 «Web marketing» - avec la société MERKUTIO, 1 rue Monteil – 34090 Montpellier</li> <li>- Lot n°2 «Négociation–Vente Grands comptes» -avec la société EVCS, 4 rue Germain Nouveau13790 ROUSSET</li> <li>- Lot n°3 «Développement international - Export» - avec la société DYNEIS, 180 rue de Galata– 34000-Mtp</li> </ul>	113
<p><b>N°D2013-892 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative au marché de traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques</b></p>	115
<p><b>Objet :</b> Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades poursuit sa mission de préservation et de valorisation les objets archéologiques conservés par le musée Henri Prades issus des fouilles du site archéologique Lattara ainsi que des différents sites sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier. Pour ce faire, un marché de conservation-restauration est passé avec : pour le lot 1, la coopérative d'activités MINES DE TALENTS, 131, impasse des Palmiers, 30319 Arles cedex ; pour le lot 2, l'association MATERIA VIVA, 27, rue Bernard Délicieux, 31200 Toulouse. Ce marché consiste en des traitements de conservation-restauration d'objets archéologiques en céramique (lot 1) et en métal (lot 2). Ce marché à bons de commande prend effet à compter de sa notification et sa durée est de 4 ans. Le montant du marché à bons de commande est compris : entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 44 000 € H.T. pour le lot 1 ; entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 45 000 € H.T. pour le lot 2.</p>	117
<p><b>N°D2013-893 - 29/01/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>  <b>Décision relative à un contrat de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TEC4H concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.</b></p>	119
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclue avec la société TEC4H un contrat de location concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier. La durée du contrat est de 1 an à compter du 1er janvier 2014. Le présent contrat est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de 4379,08 euros HT (TVA au taux de 20% en vigueur en sus) soit un total de 5254,90 TTC par an, payable trimestriellement et d'avance.</p>	121
<p><b>N°D2013-894 - 04/04/14 -</b>  <b>Décision relative à une convention avec la MHSC concernant la vente de billet de football</b></p>	123
<p><b>Objet :</b> Une convention est conclue entre la SASP Montpellier Hérault Sport Club et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les ventes sont réalisées auprès des détenteurs de la carte</p>	125

<p>Pass'Agglo, au sein des onze Maisons de l'Agglomération, dans le cadre du partenariat Pass'Agglo passé avec le club. Elles ne concernent que les billets des matchs joués par le club au Stade de la Mosson et d'une valeur de 4 euros. La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans. Cette convention est conclue pour le montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 1000 euros.</p> <p><b>N°D2013-895 - 21/03/14 -</b></p> <p><b>Décision relative à une convention avec TaM/TRANSDEV</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention est conclue entre le Groupement Momentané d'Entreprise TaM/TRANSDEV Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p> <p>Les ventes de titres sont réalisées au sein des Maisons de l'Agglomération, par le biais de machines Terminal Point de Vente Simplifié. Elles concernent des titres magnétiques de transport, des abonnements : mensuels subventionnés, annuels ou commerciaux non subventionnés. A ces ventes s'ajoutent la réalisation de contrats de location Véloagg longue durée. La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans. Cette Convention est conclue pour un montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 3000 euros.</p> <p><b>N°D2013-896 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative au marché n° 3479 DC13 de restauration et conservation ponctuelles d'œuvres du musée Fabre de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3479DC13 de prestations de services à bon de commandes est passé :  Pour le lot 1 avec Madame Anne Baxter, pour le lot 2 avec Monsieur Eric Ouley, pour le lot 3 avec Monsieur Sébastien David.  Ce marché concerne :  Pour le lot 1, la restauration ponctuelle des œuvres peintes sur toile ou sur bois, pour le lot 2, la restauration ponctuelle des œuvres graphiques et pour le lot 3, la restauration ponctuelle de cadres. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an pour chaque lot.  Le montant du marché s'élève à  170 € H.T. par demi-journée pour le lot 1 avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T.  180 € H.T. par demi-journée pour le lot 2 avec un seuil minimum de 4 000 € H.T. et un seuil maximum de 12 000 € H.T.  235 € H.T. par demi-journée pour le lot 3 avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T. pour un total maximum de 54 000 € H.T. soit 64 584 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2013-906 - 11/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative à un marché n°2195 cartographie des relais informations services (RIS). Avenant de transfert n°2</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant de transfert n°2 au marché n°2195 TV 10 doit être passé en vue du transfert à la société Grontmij Parera des prestations exercées jusqu'alors par Ginger Parera.</p> <p><b>N°D2013-907 - 27/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant pour le marché n°3053 MG 13, fourniture et livraison sur les sites de fioul. Avenant n°1.</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3053MG13 est passé avec la société charvet La Mure Bianco à Villars, Cet avenant concerne la fourniture et livraison de Fioul.  Le présent avenant s'élève à 9 000 € H.T, Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 69 000 € H.T.</p> <p><b>N°D2013-909 - 19/12/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Convention de partenariats avec la CAF de l'Hérault</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention de partenariats est passée avec la CAF de l'Hérault en vue de l'envoi par cette dernières d'environ 9300 entrées gratuites dans les équipements de la CAM le 27 décembre 2013, aux familles défavorisées. La CAM remboursera cette prestation à la CAF qui est estimée à 3 000 €.</p>	<p>114</p> <p>116</p> <p>118</p> <p>120</p> <p>122</p>
---	--

<p><b>N°D2013-911 - 05/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SP 5-6-7 et 8 Rue Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de parcelles sises rue Fontaine de la Banquière à Montpellier (34000), cadastrées section SP 5-6-7 et 8. L'ancien propriétaire a libéré les lieux et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,</p>	124
<p><b>N°D2013-912 - 29/01/14 - Direction de la Communication</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3516CO13 - Référencement et suivi statistiques des sites Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</b></p> <p><b>Objet :</b> Pour la réalisation de la prestation relative au référencement et suivi statistiques des sites Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier., il est décidé de retenir l'entreprise OVEA, localisée 59 rue Nelson Mandela 34000 MONTPELLIER, pour un montant forfaitaire annuel de 6 870,00 € H.T.), soit 8 216,52 € T.T.C. Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'au 31/12/2014 et sera ensuite renouvelable trois fois.</p>	126
<p><b>N°D2013-913 - 29/01/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p> <p><b>Décision relative à la signature d'un marché n°2127513.01 de contrôle technique en phase de conception et de réalisation de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST.</b></p> <p><b>Objet :</b> Ce marché concerne les prestations de contrôleur technique en phases de conception et de réalisation pour les travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier ; Ce marché est passé avec la société QUALICONSLT, sise : Parc club du Millénaire – Bâtiment 18 – 1025 rue Henri Becquerel – 34000 MONTPELLIER. Délai d'exécution du marché : 13 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service précisant la date de démarrage de l'exécution de la prestation, hors période de garantie de parfait achèvement.</p>	128
<p><b>N°D2013-914.-30/01/14</b></p> <p><b>Décision relative au marché n° 3523 DC 13 d'aménagements scénographiques de l'exposition temporaire 'Les Iapodes'</b></p> <p><b>Objet :</b> Ce marché concerne les aménagements scénographiques de l'exposition temporaire passé avec la société ISF Méditerranée. Il consiste en la réalisation des aménagements scénographiques dans la salle d'exposition ainsi qu'en la réalisation de la signalétique.</p>	130
<p><b>N°D2013-920 - 21/03/14 -</b></p> <p><b>Décision relative à une convention avec la SAEM ENJOY aujourd'hui dénommée Montpellier Events</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention est conclue entre la SAEM Montpellier Events et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les ventes électroniques, via le site Internet Digitik, sont réalisées au sein des Maisons de l'Agglomération. Elles concernent des billets et Pass d'entrée aux tarifs en vigueur pour la Foire Internationale de Montpellier, les salons Equisud, Créativa, Habitat et l'Open Sud de France se déroulant au Parc des Expositions et à la Park&amp;Suites Aréna, situés à PEROLS (34470) Route de la Mer. La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans. Cette Convention est conclue pour un montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 3000 euros.</p>	132
<p><b>N°D2013-921 - 29/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section ZD n° 424 - Commune de Montaud</b></p> <p><b>Objet :</b> Acquisition à titre gratuit auprès de la commune de Montaud de la parcelle ZD 424 d'une contenance de 58m².</p> <p>Cette acquisition est nécessaire pour permettre la mise en sécurité du poste de relèvement des eaux usées qui y est implanté.</p>	134

<p><b>N°D2013-924 - 29/01/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Planétarium GALILEE</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de prestations services a été signé avec la société IREC, pour l'utilisation du portail de ventes en ligne. Il devenait donc obligatoire de compléter le mode de recouvrement de la régie en y incluant les droits d'entrées reversés par la société GETATICKET.</p>	136
<p><b>N°D2013-927 - 29/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative au marché n°3473 CO 13, adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</b>  <b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Mediammeeting sis à Toulouse. Ce marché concerne l'adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2014. Le marché pourra être reconduit pour une période de 1 an sans que le délai ne puisse excéder le 31/12/2015. Le montant minimum du marché s'élève à 30 000 € H.T et le montant maximum à 90 000 € H.T.</p>	138
<p><b>N°D2013-931 - 17/03/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché de service - Enlèvement des tags et graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels - n° 3520DC13</b>  <b>Objet :</b> Un marché de fournitures et services n°3520DC13 est conclu avec SAS CIEL VERT - Montpellier pour l'enlèvement des tags, graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels. Il prend effet à sa notification et dure 1 an reconductible deux fois. Son montant annuel est de 17448.00 € H.T.</p>	140
<p><b>N°D2013-934 - 17/03/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché d'assistance à Maitrise d'œuvre pour la maintenance des ascenseurs pour les établissements de la direction de la Culture - 3453DC13</b>  <b>Objet :</b> Un marché d'assistance à maîtrise d'œuvre est conclu avec A2S - MAUGUIO pour l'assistance à maîtrise d'œuvre pour la maintenance des ascenseurs des bâtiments culturels, il prend effet à sa notification pour une durée d'un an reconductible deux fois, son montant est de 13 586 € H.T. annuel.</p>	142
<p><b>N°D2013-936 - 27/02/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la compagnie Je Pars à Zart - Théâtre du Hangar</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met le Théâtre du Hangar gratuitement à disposition de la compagnie Je Pars à Zart du 27 janvier au 11 février 2014 inclus pour y organiser des répétitions.</p>	144
<p><b>N°D2013-939 - - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Las aurelhas del diable - Théâtre de la Vista</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Las aurelhas del diable diffusé au Théâtre de la Vista du 29 janvier au 2 février 2014.  Ce marché est conclu avec la Compagnie La Rampe TIO et le Théâtre de La Vista. Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C.</p>	145
<p><b>N°D2013-940 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Philippe - Théâtre Jacques Coeur - Commune de Lattes</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Philippe diffusé le 1er février 2014 au théâtre Jacques Coeur de la commune de Lattes. Le montant du marché s'élève à 2 200 € T.T.C.</p>	147
<p><b>N°D2013-941 - 11/02/14</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Baballe - Théâtre La Vista</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Baballe diffusé du 5 au 9 février 2014 au Théâtre La Vista. Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C</p>	149
<p><b>N°D2013-942 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Dans la gueule du gnou - Théâtre La Vista</b></p>	151

<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Dans la gueule du gnou diffusé du 6 au 16 mars 2014 au théâtre La Vista.</p> <p><b>N°D2013-944 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle La Boum - Théâtre La Vista</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle La Boum diffusé au Théâtre La Vista du 3 au 6 avril 2014. Le montant du marché s'élève à 2 800 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2013-945 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle Total local poétique club - La Chapelle</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Total local poétique club diffusé le 15 mars à La chapelle. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2013-946 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle "Louise, elle est folle" - Théâtre le Carré Rondelet</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Louise, elle est folle, diffusé du 20 au 23 mars 2014 au Théâtre Le Carré Rondelet. Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2013-947 - 11/02/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle Les Candidats - Théâtre du Chai du Terral de la Commune de Saint Jean de Védas.</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Les Candidats diffusé le 12 avril 2014 au Théâtre du Chai du Terral de la Commune de Saint Jean de Védas. Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2013-948 - 11/03/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle Le Cabaret de Sherlock Holmes - Murviel lès Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Le Cabaret de Sherlock Holmes diffusé le 21 février à Murviel lès Montpellier. Le montant du marché s'élève à 2 100 € T.T.C.</p> <p><b>N°D2013-950 - 30/01/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à un marché n°3553DS14 de prestations à la société MONTPELLIER EVENTS en vue du tournoi de tennis Open Sud de France à l'ARENA.</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitant être associée au tournoi de tennis Open Sud de France à l'ARENA du 1er au 9 février 2014, a conclu un partenariat avec la société MONTPELLIER EVENTS concernant les actions de communication et de promotion de ce tournoi. Pour ce faire, un marché de prestations est passé avec MONTPELLIER EVENTS.</p> <p><b>N°D2013-951 - 29/01/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 10 et 11 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier , la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision ALFANO, les parcelles situées Commune de Montpellier, cadastrées section SP n° 10 pour une contenance totale de 1 439 m<sup>2</sup>, supportant une maison d'habitation libre d'occupation, et SP n° 11 pour une contenance totale de 5 374 m<sup>2</sup> supportant un entrepôt à usage de local commercial loué. Le prix d'acquisition est de 1 840 200 € toutes indemnités confondues, dont 168 200 € d'indemnité de remploi.</p> <p><b>N°D2014-1 - 29/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'ester en justice "requête 1305995-3 TA"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1305995-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 décembre 2013 par un agent contractuel de la Communauté d'Agglomération contre : la décision de fixer un terme à son contrat de travail en date du 23 août 2013, ensemble le rejet du recours gracieux rejetant sa demande de contrat de travail à durée indéterminée prise par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et</p>	<p>153</p> <p>155</p> <p>157</p> <p>159</p> <p>161</p> <p>163</p> <p>165</p> <p>167</p>
---	---

demandant une requalification de son contrat en contrat à durée indéterminée.	
<b>N°D2014-2 - 29/01/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	168
<b>Décision d'ester en justice "Fathia Guemar TGI "</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation en référé devant le Président du Tribunal de Grande Instance déposée par Madame Fathia Guemar, reçue à l'Agglomération le 24 décembre 2013, tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la deuxième ligne de tramway.	
<b>N°D2014-5 - 07/02/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	169
<b>Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des ventes de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier procède à la réforme d'un véhicule immatriculé BR 407 FF qui est cédé à l'Hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier. Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.	
<b>N°D2014-6 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	170
<b>Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds et de surplomb - Parcelle SW 30 - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> La construction d'ouvrages d'art ASF et CNM impose la déviation provisoire de la RD 66 et par conséquence le déplacement de la ligne moyenne tension dans le secteur Méjanelle. La convention de servitude au profit de ERDF porte sur l'implantation d'un pylône, le passage en souterrain de conducteurs sur 8m linéaire environ et en aérien sur un linéaire de 43m environ sur la parcelle SW n° 30 - commune de Montpellier. La servitude est consentie moyennant une indemnité de 50€.	
<b>N°D2014-9 - 29/01/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>	172
<b>Décision relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.)</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) est conclu avec la société SOGETI sise à AIX-EN-PROVENCE.	
Le présent marché comprenant les domaines de prestations suivants :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• assister la Direction des Ressources Informatiques dans l'identification et l'analyse de ses enjeux sécurité,</li> <li>• donner à la Direction Générale et à la Direction des Ressources Informatiques une vision exhaustive de la sécurité sur le périmètre choisi en établissant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une analyse des enjeux et des risques encourus,</li> <li>- un classement des risques encourus en fonction de leur impact et de leur probabilité,</li> <li>- la mise en évidence des vulnérabilités et des lacunes organisationnelles et techniques de l'existant,</li> </ul> </li> <li>• prendre en compte les obligations légales en relation avec la sécurité des données et des systèmes et l'utilisation des ressources informatiques (confidentialité des données, traçabilité, authentification etc...),</li> <li>• proposer un document cadre définissant des objectifs organisationnels et techniques, cohérents avec les enjeux et le contexte de la Collectivité pour poser les bases d'un système de management de la sécurité,</li> <li>• proposer un plan d'actions sécurité sur trois ans pour la mise en place d'un système de management de la sécurité.</li> </ul>	
Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.	
Le montant du marché comprend :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- une partie forfaitaire d'un montant de trente-cinq mille sept cent cinquante euros et quatre-vingt-trois cents T.T.C. (35 870.40 € T.T.C.) - 29 892 € HT;</li> <li>- une partie à bons de commande d'un montant maximum de quarante-sept mille huit cent quarante euros T.T.C. (48 000 € T.T.C.) - 40 000 € HT</li> </ul>	
<b>N°D2014-11 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	174
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARPM dans le VEAS Hannibal à</b>	



<b>Cournonsec</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la société ARPM FRANCE est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est la fabrication de caissons réfrigérés ou isothermes. Elle est candidate à la location du lot A04 de 145.07 m <sup>2</sup> pour une période de 5 mois.	
<b>N°D2014-12 - 27/01/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	176
<b>Décision relative au marché n° 3468DS13 de nettoyage des locaux et tribunes du stade de la Mosson à Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n° 3468DS13 est passé avec l'entreprise SUD SERVICE SAS sise à Castelnau-le-lez. Il concerne le nettoyage des tribunes et surfaces annexes du stade de la Mosson à Montpellier. La durée du marché part du 17 janvier 2014 (ou de sa notification si la date est postérieure) jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant estimatif du marché est de 76 632 € H.T. soit 91 958, 40 € T.T.C.	178
<b>N°D2014-13 - 07/02/14</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi	
<b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006 est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter de fin janvier 2014 soit jusqu'au 22 juillet 2014. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 188,30 m <sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 268,44 € euros H.T.	180
<b>N°D2014-14 - 27/01/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	
<b>Décision relative à un marché n°3348 MG 13, achat et livraison de fournitures d'imprimerie.</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Imprimerie Bonniol sis Montpellier. Ce marché concerne l'achat et la livraison de fournitures d'imprimerie. Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. Le marché pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de 2 reconductions. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 20 000 € H.T et pour un montant maximum annuel de 60 000 € H.T.	182
<b>N°D2014-15 - 29/01/14</b> - Direction de la Culture	
<b>Décision relative à un marché de travaux pour la réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de travaux pour la réalisation d'une couverture métallique sur les machines climatiques de secours de l'aquarium Mare Nostrum à Montpellier est conclu avec l'entreprise ATOLE. Ce marché concerne la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odyseum à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai de réalisation des travaux est fixé à 1,5 mois. Le montant du marché s'élève à 55 860,00 € H.T.	184
<b>N°D2014-16 - 20/02/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	
<b>Décision relative au marché 3328EA13 de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de maîtrise d'œuvre à bons de commande multi-attributaire est passé avec trois cabinets :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- cabinet René Gaxieu sis à ALES</li> <li>- cabinet d'études Marc MERLIN sis à MONTPELLIER</li> <li>- Bureau d'études LS INGENIERIE/ INFRAMED INGENIEURS sis à CARCASSONNE</li> </ul> qui se verront attribuer par alternance les bons de commande suivant l'ordre de classement des offres établi lors de l'attribution.	
Ce marché consiste à répondre à 5 types d'opération pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- détail quantitatif n°1 : Rénovation d'un réseau d'eaux usées de diamètre 200mm en PVC, qui est à remplacer en lieu et place</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- détail quantitatif n°2 : déserte des rues en réseaux d'alimentation d'eau potable et de collecte des eaux usées. Un maillage entre les réseaux d'eau potable existants est à prévoir.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- détail quantitatif n°3 : desserte en eau potable et eaux usées d'un quartier, comprenant la pose d'un</li> </ul>	

poteau incendie et le remplacement d'un réseau d'eaux usées de diamètre 160, par une nouvelle canalisation de diamètre 200mm.

- détail quantitatif n°4 : en vue d'améliorer le fonctionnement d'un bassin de collecte d'eaux usées, il convient d'analyser les données disponibles, proposer des investigations complémentaires, afin de formuler des propositions chiffrées pour la suppression des eaux claires parasites. Il sera proposé un programme de réhabilitation des collecteurs EU et/ou l'adaptation d'un poste de refoulement.

- détail quantitatif n°5 : proposer un schéma directeur communal d'extension et d'amélioration des modalités de collecte et de transfert des eaux usées d'une commune.

Le marché est conclu pour une période d'un an avec montant maximum de commande de 95 000.00 euros HT/an, pour les trois prestataires confondus. Il pourra être reconduit une fois pour une période d'un an.

N°D2014-17 - 07/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

186

**Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°3262AJ13 concernant la Mission de conseil dans le cadre de la relance des marchés d'assurance permanente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Les assurances permanentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont arrivées à échéance le 31 décembre 2013. Le Cabinet Julien a assisté la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de la relance de ses marchés d'assurance. Tous les lots ont été attribués sauf le lot 2 "Dommages aux biens" déclaré infructueux à deux reprises par la Commission d'Appels d'Offres. Il a été décidé de relancer ce marché au regard de l'article 35-I-2 du code des Marchés Publics. La tranche conditionnelle 1 du marché a été menée à bien par le Cabinet Julien sauf pour le lot 2 susvisé.

Le présent avenant n°1 dont le montant s'élève à 600€ HT a pour objet la prise en charge par le Cabinet Julien du suivi de cette nouvelle procédure, l'analyse des offres des candidats, la présentation et la remise du rapport d'analyse.

N°D2014-18 - 05/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

188

**Décision relative à un marché n° 3406 MG 13, acquisition, installation et maintenance de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.**

**Objet :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Canon sis Montpellier. Ce marché concerne l'acquisition, installation de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que la maintenance de ces copieurs pour les 5 années suivant leur installation et mise en ordre de marche. Le montant estimatif du marché s'élève ainsi à 170 600 € H.T.

N°D2014-19 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

190

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB 6 - Commune de Lattes**

**Objet :** Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SCI A.E.P.B., la parcelle située Commune de Lattes, cadastrée section CB n° 6 pour une contenance totale de 10 211 m<sup>2</sup>, à usage de terrain nu, libre d'occupation. Le prix d'acquisition est de 337 963 € toutes indemnités confondues, dont 31 633 € d'indemnité de remploi.

N°D2014-20 - 27/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

192

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société NET WIND dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

**Objet :** La candidature de la société NET WIND est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec. Son activité est la construction de réseaux électriques et de télécommunications – maintenance industrielle. Elle est candidate à la location du lot A07 de 122.74 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois.

N°D2014-21 - 03/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

**Décision relative à l'avenant de transfert n°2 du marché 2281GD10 d'assistance au maître d'ouvrage relatif à l'étude de définition et de programmation de l'aménagement de la nouvelle installation de stockage des déchets non dangereux de la CAM.**

194

**Objet :** Un avenant de transfert doit être signé avec la société GRONTMIJ SA en vu du transfert à cette société des prestations effectuées jusqu'alors par la société GRONTMIJ Environnement et infrastructures suite au transfert universelle de son patrimoine à GRONTMIJ SA.

N°D2014-22 - 31/03/14 - Direction des Transports et de la Voirie

196

**Décision relative à la convention de coopération avec GrDF dans le domaine de la Sécurité Industrielle pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier**

**Objet :** Une convention, sans impact financier, a pour objectif, en partenariat avec GRDF, de renforcer la sécurité des installations gaz pendant les travaux de la 5ème ligne de tramway, de partager des informations fiables et de former aux bases de la sécurité tous les acteurs et opérateurs du chantier tramway. Elle est établie pour la durée du chantier de réalisation de la ligne 5 de tramway à compter de la signature des parties.

N°D2014-23 - 11/03/14 - Direction de la Culture

198

**Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec l'association Les Amis du Latinus Brass Band**

**Objet :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association Les Amis du Latinus Brass Band, 27 rues Hautes, 30310 VERGEZE. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation du concert du Latinus Brass Band, prévu le 1er février 2014, à 19h, à la Salle Molière de l'Opéra Comédie de Montpellier, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 1er février 2014 et se terminera à l'issue de la représentation. Le montant du marché s'élève à 2000,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

N°D2014-25 - 29/01/14 - Direction des Ressources Informatiques

200

**Décision relative au marché n°3511RI13 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion de la facturation des déchets**

**Objet :** Un marché n°3511RI13 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de facturation des déchets est conclu avec la société TRADIM sise à PARIS

Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :

- la fourniture d'un logiciel de gestion du parc de récipients et de facturation de la redevance spéciale,
- les licences d'utilisation pour plusieurs utilisateurs,
- les prestations de livraison, d'installation et de mise en œuvre du logiciel sur le serveur,
- des jours de prestations de conseil nécessaires,
- l'assistance au démarrage et au paramétrage sur site,
- la formation des agents sur site,
- l'assistance utilisateur,
- la maintenance curative, préventive et évolutive du logiciel :
- la mise à jour du produit,
- les demandes d'évolutions et/ou d'adaptation,
- les compléments et modifications de paramétrages,
- l'assistance technique sur site,
- l'acquisition de modules complémentaires,
- l'acquisition de licences supplémentaires ou d'une licence site.

Ce marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant de 26 640,00 € T.T.C.,
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de 54 000,00 € T.T.C.

<p><b>N°D2014-27 - 07/02/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Le chien, la nuit et le couteau</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Le chien, la nuit et le couteau diffusé les 23 et 24 janvier 2014 au Chai du Terral pour un montant de 3 000 €</p>	202
<p><b>N°D2014-28 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société SC THOLIL dans la ZAC Eurêka à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société SC THOLIL est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Eurêka. Elle est candidate à l'acquisition du lot B12 de 2 805 m². L'utilisateur final sera la société MED'TECH qui prévoit 45 emplois à 3 ans.</p>	204
<p><b>N°D2014-29 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1er février 2014, soit jusqu'au 31 juillet 2014. A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.</p>	206
<p><b>N°D2014-30 - 07/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de 12 mois à compter du 1er février 2014, soit jusqu'au 31 janvier 2015. A compter du 1er février 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 43,84 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 634,36 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.</p>	208
<p><b>N°D2014-31 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec le Syndicat de chasse "La Méjanelle" en vue de l'exercice du droit de chasse sur les parcelles sises communes de Montpellier et Lattes - Secteur future Gare TGV.</b>  <b>Objet :</b> Mise à disposition de l'association de chasse "la Méjanelle" des terrains acquis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le secteur de la future gare TGV sur les communes de Montpellier et Lattes. La mise à disposition pour une durée de 3 ans, consentie contre prestation de gardiennage.</p>	210
<p><b>N°D2014-32 - 03/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à l'avenant n°2 au marché 2840GD11 concernant l'analyse technique et financière du contrat de délégation de service public de l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST</b>  <b>Objet :</b> Un avenant au marché n°2840GD11 doit être passé en vue de prendre en compte la réalisation de l'état des lieux de l'usine et le descriptif des travaux à réaliser dans le cadre de la fin du contrat de DSP au 31/12/2014. Le montant de cet avenant est de 19 660,00 € HT. Ce qui donne un montant total des prestations après les avenants 1 et 2 de 103 960,00 € H.T, soit une augmentation du marché de 16,8%.</p>	212
<p><b>N°D2014-33 - 07/02/14 - Direction de la Communication</b>  <b>Décision relative au marché n°3477RI13 concernant la fourniture d'un logiciel de feuilletage pour fichier au format .pdf, de clés USB et de prestations associées.</b></p>	214

<p><b>Objet :</b> Pour la fourniture d'un logiciel de feuilletage pour fichier au format .pdf, de clés USB et de prestations associées, il a été décidé de conclure un marché avec la société 43 degrés domiciliée 356 avenue de Fès à MONTPELLIER(34080). Le marché est conclu à compter de sa notification pour une durée de trois ans pour un montant minimum de 1 000 € H.T. et un montant maximum de 40 000 € pour la totalité du marché.</p>	
<p><b>N°D2014-34 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 20 mètres ainsi que ses accessoires - Parcelle BW 160 - Commune de Lattes</b></p>	216
<p><b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage en tréfonds est passée afin de finaliser son projet d'alimentation HTA/S 240 (ligne ERDF 20000 volts) ERDF a besoin d'une servitude de tréfonds pour 2 canalisations et leurs accessoires sur la parcelle BW n° 160 à Lattes (site Maéra). Cette servitude est consentie à titre gratuit.</p>	
<p><b>N°D2014-35 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RB 7 - 2884 Avenue Albert Einstein - Commune de Montpellier</b></p>	218
<p><b>Objet :</b> Le terrain RB 7 a été acheté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il supporte un hangar libéré de toute occupation et actuellement dans un état de délabrement important suite notamment à une occupation illicite. La démolition de ce hangar est nécessaire afin d'éviter une nouvelle occupation sans titre.</p>	
<p><b>N°D2014-36 - 11/03/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie L' Astrolabe - Théâtre du Hangar</b></p>	220
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie L' Astrolabe du 3 au 23 février 2014 inclus pour y organiser des répétitions.</p>	
<p><b>N°D2014-37 - 28/03/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>  <b>Décision relative au marché n°3232 EA 13 - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)</b></p>	221
<p><b>Objet :</b> Un marché n° 3232 EA 13 portant sur la réalisation d'une mission de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (CSPS) pour les phases de conception et de réalisation des aménagements de protection contre les inondations la basse vallée de la Mosson sur les communes de Lattes et de Villeneuve lès Maguelone est passé avec la société DEKRA, sise à Montpellier.</p>	
<p>Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois. Le montant du marché s'élève à 5 800 € H.T.</p>	223
<p><b>N°D2014-38 - 28/03/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>  <b>Décision relative au marché n° 3369 EA 13 - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson - Diagnostic de la digue rive gauche de la Mosson</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Le présent marché concerne les prestations d'études de diagnostic des digues de la basse vallée de la Mosson sur la commune de Lattes. Cette étude de diagnostic concerne la digue rive gauche de la Mosson sur un linéaire d'environ 2500 m. Une procédure adaptée a été lancée suivant les dispositions des articles 27 III et 28 I du Code des marchés publics et à l'issue de cette consultation, il ressort que l'offre de l'entreprise ISL Ingénierie, sise à Castelnau-le-Lez est la mieux disante. Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de un mois. Le montant du marché s'élève à 6 182,50 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-39 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au transfert de domanialité publique entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles cadastrées section AB n° 12 et 23, constituant une partie d'impasse - Commune de Grabels</b></p>	225

<p><b>Objet :</b> Partie d'impasse ouverte à la circulation publique, relevant du domaine public de la Ville de Montpellier, située sur la commune de Grabels, zone d'activités Euromédecine. Transfert de domanialité publique entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire de l'autre partie de cette impasse. Acquisition à l'Euro symbolique.</p>	
<p><b>N°D2014-40 - 07/02/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p>	227
<p><b>Décision relative à un marché n°3437 DE 13, Rédaction, reportages photographiques, impression et routage pour le magazine économique et l'e-letter Montpellier Unlimited.</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société JAM à Montpellier pour le lot 1, avec la société Maraval à Saint Pons de Thomières pour le lot 2, avec la société Routage Services à Millau pour le lot 3. Ce marché concerne la rédaction, reportages photographiques, impression et routage pour le magazine économique et la e-letter Montpellier Unlimited. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois.</p>	
<p>Le montant maximum du marché s'élève à 75 000 € H.T pour le lot 1, à 50 000 € H.T pour le lot 2, à 50 000 € H.T pour le lot 3.</p>	
<p><b>N°D2014-41 - 07/02/14</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p>	229
<p><b>Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Parcelle AX 59 à Saint-Jean-de-Védas</b></p>	
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption au prix indiqué dans la DIA auprès de Monsieur JOSEPH René de la parcelle cadastrée AX 59, d'une surface totale déclarée de 11 568 m², située au lieudit Lous Coutaux à Saint-Jean-de-Védas. Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 231 360 euros au vu de l'avis de France Domaines.</p>	
<p><b>N°D2014-42 - 07/02/14</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</p>	231
<p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Parcelles AM n° 74 - 75 et 76 - Commune de Saint Génies des Mourgues</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement des travaux de requalibrage et d'aménagement paysagé du fossé dans lequel se déverseront les effluents traités de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues.</p>	
<p>Convention consentie moyennant une indemnité de 300€.</p>	233
<p><b>N°D2014-43 - 07/02/14</b> - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</p>	
<p><b>Décision relative à la signature d'un marché n°3519GD13 de mission de contrôle extérieur de conformité des installations de stockage des déchets non dangereux.</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché n°3519GD13 doit être signé avec la société APAVE Sud Europe sise 10 rue François PERROUX 34670 BAILLARGUES en vu de réaliser une mission de contrôle extérieur de conformité des installations de stockage des déchets non dangereux.de CASTRIES. Le montant de ce marché est de 29 750,00 €HT. La durée prévisionnelle du marché est estimée à 66 mois (janvier 2014 à juin 2019) comprenant des périodes d'interruption liées aux phases d'aménagement du casier n°2 à compter de sa notification.</p>	
<p><b>N°D2014-44 - 04/04/14</b> - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</p>	235
<p><b>Décision relative à la signature d'un marché n°3425GD13 relatif à la mise en œuvre d'animations publiques pour la sensibilisation au tri-recyclage et à la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Le marché n°3425GD13 est composé de 4 lots. Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé et sera signé avec le groupement constitué de l'APIEU Territoire de Montpellier, mandataire (sise à Montpellier), de la CLCV (sise à Montpellier) et d'ERCA (sise à Montpellier). Les montants maximum des lots sont de 9000,00€ pour le lot 1, 5 000,00 € pour le lot 2, 5 000,00 € pour le lot 3 et 5 000,00 € pour le lot 4. Les membres de ce groupement ne sont pas assujettis à la TVA. La durée des contrats est de 1 an renouvelable deux fois pour une durée identique, soit 3 ans maximum.</p>	
<p><b>N°D2014-45 - 28/02/14</b> - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</p>	237
<p><b>Décision relative à l'avenant n°1 du marché 2830bisEA12 - Travaux de protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols</b></p>	

<p><b>Objet :</b> Un avenant n° 1 au marché n°2830bisEA12 est passé avec la société BUEZA Frères SAS, Z.I. 6 rue René GOMEZ, CS20684, 34500 BEZIERS.</p> <p>Cet avenant a pour objet de créer des prix nouveaux adaptés aux nouvelles conditions d'exécution du marché pour répondre aux sujétions techniques imprévues survenues au cours de la réalisation des travaux du fait de la découverte de nouveaux réseaux électriques dans l'emprise des travaux et d'actualiser les quantités prévisionnelles du marché. Le présent avenant s'élève à 289 262,25 € H.T. L'ajustement des quantités réellement exécutées</p>	
<p><b>N°D2014-46 - 20/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision relative à la modification de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional</b></p> <p><b>Objet :</b> Lors du contrôle de la régie par le comptable, celui-ci a souligné que l'activité de la régie est réduite. Le montant des avances devant correspondre au quart des dépenses annuelles de la régie, selon l'instruction codificatrice, il a préconisé la diminution du montant des avances. Il est proposé de diminuer le montant de l'avance de 500€ à 250€.</p>	239
<p><b>N°D2014-47 - 20/02/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société MEDICA SERVICES dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société MEDICA SERVICES est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la maintenance, la réparation et la mise à disposition de pompes à perfusions et autre matériel médical ou para médical, dans le cadre de l'hospitalisation à domicile. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A01 de 111.30 m² pour une période de 12 mois.</p>	241
<p><b>N°D2014-48 - 11/03/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Théâtrale Francophone - théâtre du Hangar.</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à la Compagnie Théâtrale Francophone pour y organiser des répétitions du 12 au 28 février et du 11 au 31 mai (sauf les 17, 18, 24 et 25) 2014.</p>	243
<p><b>N°D2014-49 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p> <p><b>Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2942 EA 12 Ecocité - Ville en alerte - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°2942EA12 est passé avec la société Hydropraxis, sise à Montpellier, pour tenir compte des prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Le présent avenant s'élève à 3 500 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 33 000 € H.T. en augmentation de + 11,9 %.</p>	245
<p><b>N°D2014-50 - 20/02/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol à l'association Montpellier GRS</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Montpellier GRS pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol. La convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement les jours de la manifestation. La convention précise également que l'association Montpellier GRS assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement. La mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol aura lieu les 22 et 23 mars 2014. Cette convention stipule que la mise à disposition sera à titre gratuit.</p>	247
<p><b>N°D2014-51 - 14/02/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol au Montpellier Agglomération Tae Kwon do</b></p>	249



<p><b>Objet :</b> Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol. La convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement les jours de la manifestation. La convention précise également que l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement. La mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol aura lieu le 16 février 2014. La mise à disposition sera à titre gratuit.</p>	251
<p><b>N°D2014-52 - 07/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Section SK n° 27, 43 et 44 - Commune de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption en révision de prix auprès de l'indivision PARE des parcelles cadastrées SK 43, 44 et 27, d'une surface totale de 5 211 m<sup>2</sup>, terrains en nature de friche arborée avec des dépendances, la parcelle SK 43 supporte une maison à usage d'habitation, libre d'occupation, situées au lieudit 138 rue de la Cavallade à Montpellier. Le prix d'acquisition des biens libres est fixé à 330 000 euros au vu de l'avis de France Domaine. L'acquisition de ces biens dans le cadre de la ZAD de compétence communautaire est nécessaire pour constituer des réserves foncières.</p>	253
<p><b>N°D2014-53 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à un avenant de transfert du marché n°1586GD07 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de la carrière GSM.</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un avenant de transfert au marché n°1586GD07 doit être conclu suite au changement de raison sociale de la société GINGER Environnement et infrastructure au profit de GRONTMIJ Environnement et infrastructure puis au transfert universel de patrimoine vers GRONTMIJ SA.</p>	255
<p><b>N°D2014-54 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec le Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone en vue de l'exercice du droit de chasse et autorisant la création d'une réserve de chasse sur certaines parcelles appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis, domicilié 61 Rue du Martinet à Villeneuve lès Maguelone (34750) le droit de chasse sur les parcelles lui appartenant, sises commune de Villeneuve les Maguelone, cadastrées section AS n° 11 – 12 – 439 – 466 lieu dit « Larzat Nord » et AR n° 106 – 107 – 108 – 257 – 307 lieu dit « Pont de Villeneuve » pour une contenance de 9ha13a89 ca et autorisant la création d'une réserve de chasse sur les parcelles cadastrées section BM 15-16p-57-62 et 63, lieu dit « le Thot » pour une contenance de 6ha00a17ca, soit une contenance totale de 15ha14a06ca. La convention est consentie à titre gratuit, pour une durée de trois ans, jusqu'au 30 mai 2017.</p>	
<p><b>N°D2014-55 - - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage - parcelle CW 58 - Commune de Lattes</b></p>	257
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier vend à Mme Marchal la parcelle CW n° 59 à Lattes. Afin de permettre un accès à la parcelle qui est enclavée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier consent une servitude de passage sur la parcelle CW 58 lui appartenant. Cette servitude est consentie à titre gratuit, car permettant le désenclavement. Elle porte sur une bande de terrain de 6m de large et 33m environ de long à partir de la voie.</p>	
<p><b>N°D2014-56 - 11/03/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un marché n°3467RI14 d'utilisation, maintenance et évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL</b></p>	259



**Objet :** Un marché n°3467RI14 d'utilisation, maintenance et évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL est conclu avec la société GFI PROGICIELS sise à SAINT-OUEN. Ces prestations concernent le logiciel ASCOL utilisé par la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 1 500 € H.T. et un maximum de 60 000 € H.T.

**N°D2014-57 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux de GrDF, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway**

**Objet :** La convention avec GRDF relative au déplacement des réseaux a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de déviation ou protection des réseaux de GrDF, nécessités par la construction de la ligne 5 du tramway.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge les études et les travaux de déplacements et de modifications de réseaux ou d'ouvrages dans l'actuel domaine privé, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage GrDF.

Le montant prévisionnel à la charge de la CAM est de :

- 30 000 € HT pour les dévoiements liés à la pose des containers enterrés ;
- 200 000 € HT pour les reprises de branchements liés aux déplacements de limites de propriétés

La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à achèvement des travaux du tramway.

**N°D2014-58 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux d'Orange, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway**

**Objet :** La convention proposée a pour objet de définir les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation des travaux de dévoiement des ouvrages exploités par Orange, dans le cadre de la construction de la ligne 5 du tramway.

Elle concerne en outre les travaux de protection mécanique et contre les courants vagabonds.

Elle est conclue entre TaM, la Communauté d'agglomération de Montpellier et Orange.

Le coût prévisionnel des travaux à charge de Montpellier Agglomération s'élèvent à :

- Containers enterrés : 30 000 € HT
- Enfouissement des branchements dans le cadre des reconstitutions riveraines (génie civil) : 100 000 € HT

La convention proposée prend effet à compter de sa date de signature par les parties. Elle prendra fin à la date du paiement intégral des sommes dues par TaM à ORANGE et lorsque l'ensemble des travaux du tramway sera terminé.

**N°D2014-59 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux de ErDF rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway**

**Objet :** Cette convention a pour objectif, en partenariat avec ERDF, de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de déviations et de protections des réseaux de distribution d'électricité nécessités par la construction de la ligne 5 de tramway. Elle prend effet à sa signature par les représentants des parties jusqu'à achèvement complet des travaux de construction de la ligne 5. L'enveloppe des coûts estimative à la charge de Montpellier Agglomération est de 150 000 € HT.

**N°D2014-60 - 20/02/14 - Direction des Transports et de la Voirie**

**Décision relative à une convention concernant les travaux de branchements électriques des installations créées ou modifiées pour la cinquième ligne de tramway**

**Objet :** Une convention concernant les travaux de branchements électriques des installations créées ou modifiées est passée avec ErDF pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier. L'objectif de la convention est la prise en charge financière de

261

263

266

269

l'ensemble des raccordements au réseau ERDF et comptages nécessaires aux installations fixes le long de la 5ème ligne de tramway, à travers une procédure simplifiée. La convention concerne les installations suivantes : branchements basse tension pour les stations ou parc relais, branchements basse tension pour les armoires de carrefours, branchements pour les armoires d'éclairage public, autres branchements (panneaux publicitaires, pompes, ...). La convention explicite la procédure d'échange d'informations entre le maître de l'ouvrage et ERDF et détaille le montant prévisionnel, forfaitaire et fixe sur la durée de la

Convention, de chaque type de branchement. Le coût prévisionnel des réalisations de branchements s'élève à 260 000 € HT. La convention entre en vigueur à la signature des parties et prend fin à la mise en service de la ligne 5.

**N°D2014-61 - 20/02/14** - Direction des Transports et de la Voirie

271

**Décision relative à une convention concernant les travaux de protection des réseaux de GrDF contre les courants vagabonds générés par la circulation du tramway**

**Objet :** La convention avec GRDF relative aux travaux de protection des réseaux de GrDF contre les courants vagabonds générés par la circulation du tramway a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des études et des travaux de mise en place de la protection active contre les courants vagabonds des réseaux GrDF, nécessités par la construction de la 5ème ligne de tramway.

Le montant global des protections mises en place par GrDF et financées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est estimé à 233 000 € H.T. pour la période allant de 2014 à L'achèvement des travaux de la ligne 5.

**N°D2014-62 - 21/03/14** - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

273

**Décision relative à un marché n°3540GD13 d'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte des déchets ménagers - autorisation de signature**

**Objet :** Un marché n° 3540GD13 est passé avec la société ELIS Provence sise à Nîmes. Le marché concerne l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable une fois. Il prendra effet à compter de sa notification. Le montant annuel du marché est estimé à 21 242,40 € HT.

**N°D2014-63 - 20/02/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

275

**Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à la SAAM portant sur l'aménagement du secteur de la Cavallade / Hippocrate**

**Objet :** Cette convention de mandat d'études préalables à la SAAM porte sur le secteur de la Cavallade à Montpellier, afin de déterminer la faisabilité d'une extension de la ZAC Hippocrate sur un secteur environ 8 ha, le long de l'A9, en lien avec sa future transformation en boulevard urbain. La mission inclut en tranche conditionnelle la préparation du dossier de création de ZAC et dossiers associés (DUP, PLU). Le montant du mandat est de 225 000 € HT, réparti entre 165 000 € d'études et 60 000 € de rémunération, sur une durée de 24 mois.

**N°D2014-64 - 09/04/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

277

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas : étude hydraulique**

**Objet :** Un marché n° S 14.03 est passé avec la société EGIS Eau. Ce marché concerne la réalisation d'une étude hydraulique. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché s'élève à 15 600,00 € H.T.

**N°D2014-65 - 09/04/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

279

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas : étude VRD**

**Objet :** Un marché n° S 14.02 est passé avec la société Sitétudes. Ce marché concerne l'étude VRD. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché

s'élève à 9 987,50 € H.T. <b>N°D2014-67 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 140 - Commune de Castelnau le Lez</b> <b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau ». La convention est consentie moyennant la somme de 452 €.	281
<b>N°D2014-68 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 140</b> <b>Objet :</b> Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau. Une convention consentie moyennant la somme de 2 080 €.	283
<b>N°D2014-69 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 108</b> <b>Objet :</b> Une convention d'autorisation d'occupation temporaire des terrains nécessaires à la réalisation des travaux d'assainissement : création de l'intercepteur Est et traversée du Lez au Nord de la Commune de Castelnau le Lez – Secteur du Moulin de Navitau. La convention est consentie sans indemnité, moyennant réalisation de travaux de raccordement EU.	285
<b>N°D2014-70 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 108 - Commune de Castelnau le Lez</b> <b>Objet :</b> Une convention de servitude nécessaire au passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau ». Une convention est consentie moyennant la somme de 1 680 €.	287
<b>N°D2014-71 - 17/03/14 - Direction de la Culture</b> <b>Décision relative à un marché de maîtrise d'oeuvre pour le remplacement des CTA à l'Aquarium MARE NOSTRUM - Montpellier</b> <b>Objet :</b> Un marché n°3450bisDC13 de maîtrise d'œuvre est passé avec BET KAPLANSKY – 849 rue Favre de Saint Castor – 34080 MONTPELLIER. ARTICLE 2 : Ce marché concerne la maîtrise d'oeuvre pour le remplacement des CTA (aquariologie, OPC, SSI, travaux TCE). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 32 200 € H.T.	289
<b>N°D2014-72 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b> <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AM 111 - Commune de Cournonterral</b> <b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toute canalisation d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 Lotissement le Viaduc à Cournonterral (34660), propriétaire de la parcelle située commune Cournonterral, section AM n° 111, d'une contenance de 1 003m <sup>2</sup> et une superficie de 3m <sup>2</sup> concernée par la servitude. La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.	291
<b>N°D2014-73 - 11/03/14 - Direction de la Culture</b> <b>Décision relative à l'achat du spectacle Cubana Soy - Commune de Jacou</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Cubana Soy diffusé le 28 février et le 1er mars 2014 à Jacou pour un montant de 2 000 €.	293

<p><b>N°D2014-74 - 20/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section AM n° 111 - Commune de Cournonterral</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de DEUX mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 lotissement « le Viaduc » Cournonterral (34660), sur une emprise totale de 7m2 sur la parcelle cadastrée AM n° 111 d'une contenance totale de 1 003m². Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de 300 €.</p>	295
<p><b>N°D2014-75 - 20/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'estimer en justice "SNC L et F" requête n°13MA05025</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13MA05025 près la Cour d'Appel de Montpellier par la "SNC L &amp; F" contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1202223 du 22 novembre 2013 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.</p>	297
<p><b>N°D2014-76 - 27/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A 778 - Commune de Sussargues</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Monsieur JENAJEAN Norbert domicilié 2600 route de Saint Jean de Védas à Saint Victor de Malcap (30500) ; Madame JEANJEAN Christine épouse RIGAL, et Madame BERNIOLLE Eliane épouse JEANJEAN, demeurant ensemble 10B Grand Rue Louis Bouis à Sussargues (34160), ont accepté de céder à l'amiable la parcelle sise commune de Sussargues, cadastrée section A n° 778, d'une contenance de 400m2. Le prix d'acquisition est de CINQ CENTS EUROS (500€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	298
<p><b>N°D2014-78 - 27/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Commune de Lavérune</b></p> <p><b>Objet :</b> Une servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées est nécessaire au raccordement de la ZAC du Pouget au réseau public d'assainissement. Travaux réalisés dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier. Cette servitude consentie et acceptée à titre gratuit.</p>	300
<p><b>N°D2014-79 - 27/02/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BL n° 62p - Commune de Lavérune</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la Commune de Lavérune une parcelle de 25m² à détacher de la parcelle sise commune de Lavérune, rue des Abimes, section BL n° 62, d'une contenance totale de 38 879m². L'acquisition est consentie à titre gratuit, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	302
<p><b>N°D2014-80 - 11/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SE 72 - 390 Rue de la Cavallade - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le hangar situé sur la parcelle cadastrée section SE n° 72, sise 390 rue de la Cavallade à Montpellier (34000).</p>	304
<p><b>N°D2014-81 - 20/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Albert Camus</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à être détenu par la régie) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées</p>	305

<p>mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Albert Camus de Clapiers, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 3 500 € (3 000€ actuellement).</p> <p><b>N°D2014-82 - 20/03/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3518 DC 13 - prises de vue d'oeuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 22 000 € H.T. /an est passé avec Monsieur Frédéric JAULMES – 53 boulevard Rabelais – 34000 MONTPELLIER. Ce marché concerne des prises de vue d'œuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Il est renouvelable 3 fois pour une durée de 1 an, par reconduction expresse. Le marché s'élève à un montant annuel estimatif de 17 630 € H.T.</p>	307
<p><b>N°D2014-83 - 20/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Aimé Césaire</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à être détenu par la régie) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau le Lez, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (3 000€ actuellement)</p>	309
<p><b>N°D2014-84 - 20/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix, parcelle cadastrée n° BX 28, commune de Clapiers"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés en vue de la saisine du juge de l'expropriation pour la fixation judiciaire du prix de la parcelle BX 28 sise sur la commune de Clapiers, nécessaire à la réalisation de l'intercepteur est.</p>	311
<p><b>N°D2014-86 - 31/03/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p> <p><b>Décision relative à une convention de prêt à usage entre la communauté d'Agglomération de Montpellier et monsieur Mohamed Touzani</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire du Domaine de Viviers, sis sur les communes de Jacou, Assas, Clapiers et Teyran, conclut une convention de prêt à usage avec monsieur Mohamed Touzani, en charge de la conservation et de l'entretien du Domaine, afin qu'il bénéficie d'une dépendance destinée à son habitation personnelle.</p>	312
<p><b>N°D2014-87 - 13/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative au marché n° 3475DS13 de maintenance et entretien des ascenseurs des stades et gymnases de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n° 3475DS13 de prestations de services est passé, pour le lot n° 1 (Stade Yves du Manoir) et pour le lot n° 2 (autres infrastructures), avec la société PACA ASCENSEURS SERVICES sise à LES PENNES MIRABEAU (13). Ce marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 48 mois pour chaque lot. Le marché relatif au lot n°1 (Stade Yves du Manoir) est conclu pour un montant de 23 920 € H.T. (correspondant aux prestations forfaitisées) et 32 000 € H.T. (seuil maxi des prestations sur bordereau de prix unitaires) soit un montant total de 55 920 € H.T. Le marché relatif au lot n° 2 (autres infrastructures) s'élève à 24 320 € (correspondant aux prestations forfaitisées) et 32 000 € H.T. (seuil maxi des prestations sur bordereau de prix unitaires) soit un montant total de 56 320 € H.T.</p>	314
<p><b>N°D2014-88 - 24/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3545DF13 portant sur les garanties financières du Centre de Stockage des Déchets Ultimes de la carrière GSM sur la commune de Castries</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets non dangereux -, est passé avec ACE European Group Limited. Cet acte de cautionnement solidaire constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément aux arrêtés préfectoraux n°2012-I-1548 du 11</p>	316

juillet 2012 et n° 2013-I-2234 B du 25 novembre 2013 du Préfet de l'Hérault, le paiement, en cas de défaillance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des dépenses liées à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution, et à la remise en état du site après exploitation, par une entreprise extérieure.	
N°D2014-89 - 27/02/14 - Direction des Finances	318
<b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque George Sand</b>	
<b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque George Sand de Villeneuve lès Maguelone, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (3 000 €) actuellement.	
N°D2014-90 - 27/02/14 - Direction des Finances	320
<b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Françoise Giroud</b>	
<b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Françoise Giroud de Castries, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 000 € (1 500 € actuellement).	
N°D2014-91 - 27/02/14 - Direction des Finances	322
<b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola</b>	
<b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies est déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la Médiathèque Centrale Emile Zola, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 12 000 € (15 000 € actuellement).	
N°D2014-92 - 27/02/14 - Direction des Finances	324
<b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Jean Giono</b>	
<b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Jean Giono de Pérols, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 000 € (1 500 € actuellement).	
N°D2014-93 - 27/02/14 - Direction des Ressources Informatiques	326
<b>Décision relative à un contrat n°2014-01-30/1 d'assistance / formation à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat d'assistance et formation à la prestation n° 2014-01-30/1 est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à PEROLS. Ce contrat concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant de ce contrat est compris entre un minimum de 9 550,00 € H.T. et un maximum de 38 200,00 € H.T.	
N°D2014-94 - 03/04/14 - Direction de la Culture	328
<b>Décision relative à la gratuité de la manifestation "La grande soirée de l'exploration"</b>	
<b>Objet :</b> La manifestation « La grande soirée de l'exploration » du jeudi 20 février 2014 fera l'objet d'une gratuité. Les places pourront être obtenues sur demande au service « réservations » du planétarium Galilée.	
N°D2014-96 - 25/02/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics	329
<b>Décision relative à un marché n°3464UA13, réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société Crealead à Montpellier. Le marché concerne la réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et	

<p>élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois. Le montant du marché s'élève à 69 900 € H.T.</p> <p><b>N°D2014-97 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'opération "Chéquier printemps Odysseum" octroyant des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée</b></p> <p><b>Objet :</b> Le planétarium Galilée a participé depuis plusieurs années aux opérations commerciales appelées "chéquier printemps " et "anniversaires" (à la rentrée de septembre) organisées par le Centre Commercial Odysseum. Pour 2014 il est proposé de s'inscrire dans le "Chéquier printemps" en proposant une réduction de 20 % en boutique (hors livres).</p>	331
<p><b>N°D2014-98 - 27/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Federico Fellini</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Federico Fellini de Montpellier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 500 € (2 000 € actuellement).</p>	332
<p><b>N°D2014-99 - 27/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Jean de la Fontaine</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Jean de la Fontaine de Laverune, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (3 000 € actuellement).</p>	334
<p><b>N°D2014-100 - 27/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Federico Garcia Lorca</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Federico Garcia Lorca de Montpellier, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (2 000 € actuellement).</p>	336
<p><b>N°D2014-101 - 27/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Victor Hugo</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque Victor Hugo de Montpellier, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 2 000 € (1 000 € actuellement).</p>	338
<p><b>N°D2014-102 - 27/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque La Gare</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque La Gare de Pignan, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 2 000 € (3 000 € actuellement).</p>	340
<p><b>N°D2014-103 - 27/02/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque William Shakespeare</b></p> <p><b>Objet :</b> Le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois à la médiathèque William Shakespeare de Montpellier, il est nécessaire de diminuer le montant de l'encaisse à 1 000 € (4 500 € actuellement).</p>	342
<p><b>N°D2014-104 - 04/03/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à la passation d'un marché de fournitures et de prestations de services pour la signalétique des équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée</p>	344



<p>pour la fourniture de signalétique et de prestations de services pour les équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier le marché est passé avec la société DEO ADER sise à St Jean de Védas pour une durée de 3 ans et un montant maximum de 89 990 € H.T.</p> <p><b>N°D2014-105 - 20/03/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services concernant la maintenance et assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson "Mondial 98" (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson "Mondial 98" et Yves du Manoir (lot 3).</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché à bons de commandes n°3558DS14 de prestations de services est passé d'une part, avec la société Sud Médias System (S.M.S) sise à Baillargues (34670) – ZI de la Biste II- 103 rue Jean-Baptiste Calvignac – pour la maintenance et assistance du système de sonorisation du stade de la Mosson (lot 1) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3), d'autre part avec la société I.E.C. à Saint-Aunès (34130)- 305 avenue de la Marjolaine pour la maintenance et assistance du système de sonorisation du stade Yves du Manoir (lot 2). Ce marché concerne la maintenance et l'assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire. Le présent marché à bons de commande comporte un maximum annuel de 15 000,00 € HT pour le lot 1, de 5 000,00 € HT annuel pour le lot 2 et de 5 000,00 € HT pour le lot 3.</p>	346
<p><b>N°D2014-106 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle SOS Premiers Secours</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat de cession de spectacle est conclu avec la compagnie Minibus, pour l'achat de quatre représentations du spectacle SOS Premiers Secours pour un montant total de 3 600 €.</p>	348
<p><b>N°D2014-108 - 21/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la SPA fourrière animale Noé</b></p> <p><b>Objet :</b> L'activité de la fourrière animale Noé connaît des pics d'activité saisonniers ; aussi pour permettre à la régie de s'adapter à cette situation, le montant de l'encaisse autorisé est porté à 9 000 € (actuellement 7 600 €).</p>	350
<p><b>N°D2014-109 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la cession à la Société Océanis des parcelles cadastrées section BK 413p et 426a - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de vendre deux parcelles situées avenue de la Justice de Castelnaud, Commune de Montpellier et cadastrées section BK n° 413p et 426a. Ces parcelles constituent des délaissés de l'opération ligne 2 du tramway situés au-delà du mur de soutènement et au même niveau que le projet immobilier de la Société Océanis situé sur la parcelle BK 412. Elles ne présentent pas d'utilité pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La cession est consentie et acceptée au prix de 18 000€.</p>	352
<p><b>N°D2014-110 - 11/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCIAF FUTURA dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société SCIAF FUTURA est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot E6 d'une surface de 2355 m². Les utilisateurs finaux seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la société KIT AERO (activités de négoce aéronautique)</li> <li>- la société SCP MEISSONNIER GARNIER (étude d'huissiers de justice)</li> <li>- la société MT COULEURS (activités de presse, imprimerie)</li> <li>- la société MOBIOS (activités d'ingénierie et de conseil)</li> <li>- la société CONSULTING &amp; DEVELOPPEMENT (cabinet de conseil en stratégie)</li> <li>- la société PIERRE HERAIL SAS (administrateur de biens immobiliers)</li> </ul>	354



<p><b>N°D2014-111 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCA ALABISO CARTON dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société SCA ALABISO CARTON est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier. Elle est candidate à l'acquisition du lot F4 d'une surface de 1 032 m². Les utilisateurs finaux sont les sociétés LES CLES DU MIDI (création de site internet spécialisés dans l'immobilier), ALD INGENIERIE (bureau d'études) et ALABISO INGENIERIE (BET ingénierie du bâtiment).</p>	356
<p><b>N°D2014-112 - 21/03/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Olympique d'Antigone</b>  <b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la Piscine Olympique d'Antigone de Montpellier, doit être complétée par la vente de bonnets de bains, et la possibilité de nouvelles créations de cartes d'abonnements perdues par l'utilisateur.</p>	358
<p><b>N°D2014-113 - 21/03/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Amphitrite</b>  <b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la Piscine Amphitrite de Saint-Jean-de-Védas, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes perdues par l'utilisateur.</p>	360
<p><b>N°D2014-114 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles RN n°20 - 21 - 7 - 10 - 25 et 35 - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire des parcelles cadastrées section RN n° 20 – 21 – 6 – 7 – 10 – 25 et 35 , lieu-dit « Valedéau » Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 ha 90 a 02 ca.  Ces parcelles, qui constituent des réserves foncières, sont mises à disposition de la SAFER LR pour une durée d'une année, moyennant un loyer annuel de 4 950€, ce qui permet de les entretenir.</p>	362
<p><b>N°D2014-115 - 21/03/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Suzanne Berlioux</b>  <b>Objet :</b> Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la Piscine Suzanne Berlioux de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine.  La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 4 000 € (1 800 € actuellement).  Avis favorable du trésorier.</p>	364
<p><b>N°D2014-116 - 20/03/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation de spectacles avec l'association Continuum</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association Continuum, 34 rue de la Méditerranée, 34000 Montpellier. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des classes de maître "Jaco Pastorius - grooves et tourbillons", par Frédéric Monino et François Laizeau, et "Histoire des éléments de la batterie", par François Laizeau, prévues le 29 mars 2014 de 9h30 à 16h45, sur le Site de Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 29 mars 2014 et se terminera à l'issue des représentations. Le montant du marché s'élève à 1200,00 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.</p>	366
<p><b>N°D2014-117 - 21/03/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un contrat de services pour le logiciel de gestion de centre de loisirs</b></p>	368

<p><b>"e.enfance"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat de services de la solution « e.enfance » est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT sise à LABEGE. Ce contrat concerne l'hébergement du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance installé à l'Ecolothèque, ainsi qu'une assistance téléphonique aux utilisateurs. Ce logiciel est composé de la gestion de la scolarité, des inscriptions à la restauration, des services périscolaires, des activités culturelles et sportives ainsi que de la facturation en ligne des familles. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois. Le montant de ce contrat s'élève à 4 023,94 € T.T.C.</p>	
<p><b>N°D2014-118 - 20/03/14 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat</b></p> <p><b>Décision relative à l'avenant n°1 au marché 3419UH13 sur l'occupation du sol 2012</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3419UH13 de prestations intellectuelles est passé avec la société SIRS. Cet avenant concerne une prestation intellectuelle.</p>	370
<p>Le présent avenant s'élève à 700 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 21 630 € H.T.</p> <p><b>N°D2014-119 - 21/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à un marché 3542de14 d'étude de préfiguration d'un plan de gestion des espaces naturels et agricoles (GENA) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et sa déclinaison sur trois secteurs pilotes</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de prestation d'études est passé avec le groupement Tercia – Terraterre – Ecologistes de l'Euzière, 371 av Louis Ravas, 34080 Montpellier.</p> <p>Ce marché concerne une étude de préfiguration pour la gestion des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sa déclinaison sur 3 secteurs pilotes (secteurs de Grabels, de Lavérune, de la Haute Vallée du Lez (Prades le Lez / Montferrier-sur-Lez / Clapiers). Une synthèse territoriale doit être réalisée, visant l'élaboration d'une boîte à outils pédagogique permettant d'envisager la mise en place d'un plan de gestion à l'échelle communautaire. Le marché prend effet à compter du 20 mars 2014. Sa durée est de 10 mois hors délais de validation du mandataire. Le montant du marché s'élève à 57 225 € H.T.</p>	372
<p><b>N°D2014-120 - 11/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon en date du 10 avril 2012</b></p> <p><b>Suppression des parcelles BB n°61P et BC n°1- Commune de Clapiers</b></p> <p><b>Objet :</b> La parcelle sise commune de Clapiers et cadastrée section BB n° 61 pour partie n'a pu être confiée en vue d'une exploitation agricole en raison de sa topographie et du boisement important. La parcelle sise commune de Clapiers et cadastrée section BC n° 1 fait l'objet d'un bail à ferme avec un exploitant, bail dont la signature doit intervenir dans le courant du premier trimestre 2014. Il convient donc de modifier la CMD SAFER n°11 0023 pour exclure ces deux parcelles. La redevance annuelle est ramenée à 2 695€</p>	374
<p><b>N°D2014-121 - 10/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à un avantage tarifaire à l'occasion du Printemps des planétariums</b></p> <p><b>Objet :</b> Pour toute place achetée au Planétarium Galilée pour les séances de 17h, 18h30 ou 20 h de mars 2014, aux tarifs « Adulte – Normal », « Adulte – Pass'Agglo », « Enfant – Normal » et « Enfant – Pass'Agglo », une contremarque sera délivrée à la caisse du planétarium Galilée. Toute contremarque délivrée dans les conditions visées à l'article 1 donnera droit à une entrée gratuite à une séance publique du Planétarium Galilée, après échange en caisse du Planétarium. La durée de validité des contremarques sera limitée au 2 juillet 2014 inclus.</p>	376
<p><b>N°D2014-122 - 19/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant pour le marché n°3285MG13, exploitation et maintenance en Génie Climatique des bâtiments de l'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°3285 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique de l'Agglomération de Montpellier est passé avec Cofely/Axima à Lattes. Cet avenant concerne l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance. Le présent avenant s'élève à 369.75 € H.T. Le nouveau montant forfaitaire annuel du</p>	377

marché s'élève à 27 869.75 € H.T., le montant des travaux ponctuels demeure limité par un seuil maximum annuel de 25 000 € HT.

**N°D2014-123 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

379

**Décision relative à un marché n°3435EA13 de travaux intercommunaux avec création de 6 postes de refoulement des eaux usées**

**Objet :** Un marché de travaux intercommunaux avec création de 6 postes de refoulement des eaux usées est conclu avec la société STPB mandataire du groupement STPB/AQUA SUD. Ce marché concerne la création de 6 postes de refoulement des eaux usées :

- poste A : commune de Saint Georges d'Orques - Poste de refoulement du Chemin des Pilettes
- poste B : commune de Lattes - poste de refoulement de Pont de Guerre
- poste C : commune de Villeneuve les Maguelone - poste de refoulement du Chemin de la Mort aux Anes

- poste D : commune de Lattes - poste de refoulement de saint Hubert

- poste E : commune de Restinclières - poste de refoulement du chemin des Pins

- poste F : commune de Lavérune - poste de refoulement de la desserte de la ZAC du Pouget

Le délai d'exécution des travaux part à compter de la date de notification du marché.

Le prix global et forfaitaire des travaux s'élève à 274 834.00 euros HT soit 328 701.46 euros TTC.

**N°D2014-124 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

381

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la SARL ALCEDIAG pour un bail commercial dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels**

**Objet :** Dans le cadre de la commercialisation de l'immeuble Cap Delta situé à Grabels, la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) nous propose d'agréer la candidature de la SARL ALCEDIAG pour la location d'un local de 795 m<sup>2</sup> (lot 2.1) situés dans l'opération.

L'activité de la société est le développement de solutions innovantes pour le diagnostic médical.

La location prendra effet à compter de novembre 2014, pour une période de 12 ans.

**N°D2014-125 - 21/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics**

383

**Décision relative à un marché n°3436EA13 concernant l'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC Descartes sur la RD5E2 - Commune de Lavérune**

**Objet :** Un marché de travaux est passé avec la société BRAULT MTP sise à VENDARGUES. Ce marché concerne l'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC DESCARTES RD5E2 sur la commune de LAVERUNE. Le début d'exécution du marché part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux dont le délai est de 4 mois. Le montant estimatif des travaux est de 234 003.38 euros TTC.

**N°D2014-126 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi**

385

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de douze mois à compter de sa signature.

La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 29,44 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 425,99 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-127 - 11/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel**

387

**Décision relative à la vente à la Société Synérail d'une partie de la parcelle cadastrée section OH n° 81 - Commune de Montpellier**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à la Société SYNERAIL, dont le siège social est 2 rue Benoît Malon à SURESNES (92150), une partie, soit 280m<sup>2</sup>, de la parcelle sise Commune de Montpellier et cadastrée section OH n° 81P. S'agissant d'un délaissé de parcelle et au vu de l'avis de France Domaine en date du 12 août 2013, la vente est consentie à titre gratuit, les frais annexes restant à la charge de l'acquéreur,

<p><b>N°D2014-128 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TWIN SOLUTIONS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TWIN SOLUTIONS pour une période de douze mois à compter de sa signature.  La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TWIN SOLUTIONS pour la surface de 30,21 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élèvera à 437,13 euros conformément au tarif applicable.</p>	389
<p><b>N°D2014-129 - 21/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de douze mois, à compter de sa signature.  La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 29,44 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élèvera à 425,99 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.</p>	391
<p><b>N°D2014-130 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché pour un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle en France avec la Compagnie Art Mixte - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association « Compagnie Art Mixte », sise à Murviel-lès-Montpellier. Ce marché concerne 6 (six) représentations du spectacle intitulé « Les visites théâtralisées de Lattes » et « Archéologues pour de faux, comédiens pour de vrai » sur le site archéologique Lattara-musée Henri Prades, les 14 et 15 juin 2014, dans le cadre de la 5e édition de la Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se terminera le 15 juin 2014, à la fin de la dernière représentation. Le montant du marché s'élève à 15 350,64 € HT soit 16 194,93 € TTC.</p>	393
<p><b>N°D2014-131 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché de prestation de services pour la production d'œuvres dans le cadre d'une exposition d'art contemporain intitulé "Julien Gardair-Camera locus" au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestation de services pour la production d'œuvres visuelles et sonores est passé avec Julien Gardair. Ce marché concerne la réalisation d'œuvres projetées spécialement conçues à l'occasion de l'exposition temporaire d'art contemporain présentée au musée Henri Prades du 24 mai au 21 octobre 2014. Ces œuvres restent l'entière propriété de l'artiste. Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin le 30 octobre 2014. Le montant du marché s'élève à 7 600 € TTC.</p>	395
<p><b>N°D2014-132 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Les Murs d'Aurelle - Théâtre du Hangar</b>  <b>Objet :</b> Le Théâtre du Hangar est mis à disposition de la Cie Les Murs d'Aurelle pour y organiser des répétitions les 22 et 23 mars et 12 et 13 avril 2014 inclus.</p>	397
<p><b>N°D2014-133 - 21/03/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à la passation d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol à l'association "stage international de Judo de Montpellier"</b>  <b>Objet :</b> L'organisation d'un stage international de judo au palais des Sports René Bougnol du 14 au 18 juillet 2014 contribue à promouvoir les actions et le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	398

<p><b>N°D2014-134 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au marché n°3492DC13 pour l'entretien des espaces intérieurs et des mobiliers des sites Lisbonne et Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un marché de nettoyage est passé avec la Société ESPACE PROPRETE sise à LANSARGUES - 34130, pour l'entretien des espaces intérieurs et des mobiliers des sites Lisbonne et Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR). Le montant du marché en € H.T. pour les deux sites est de 69 476,17 € soit 83 371,40 € T.T.C. Le marché est conclu pour une durée d'un an.</p>	400
<p><b>N°D2014-135 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association des chœurs de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Une convention de mise à disposition est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association des chœurs de Montpellier (ACM). La convention concerne la mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier, sise Place Albert 1er, à Montpellier. La convention prendra effet le samedi 31 mai 2014 de 10h à 20h. Les frais de mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier s'élèvent à 200,00 € TTC (deux cents euros). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.</p>	402
<p><b>N°D2014-136 - 20/03/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services n°3560DS14 concernant la maintenance préventive et corrective du système de vidéo-surveillance des stades de la Mosson et Yves du Manoir</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel aux compétences de sociétés spécialisées pour la maintenance préventive et corrective du système de vidéo-surveillance. Un marché à bons de commande n°3560DS14 est passé pour un montant annuel maximum HT de 25 000,00 € dont :  - un montant maxi de 12 500 € HT avec la société AB RADIOCOMMUNICATION, sise à Montpellier, pour le lot 1 (stade de la Mosson);  - un montant maxi de 12 500 € HT avec la société IPERION, sise à Saint Jean de Védas, pour le lot 2 (stade Yves du Manoir).  Ce marché à bons de commande prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire.</p>	404
<p><b>N°D2014-137 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une prise de possession anticipée section ST n° 66 - 68 et 72 - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'autoroute A9, travaux déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007, il est nécessaire pour la S.A. Autoroutes du Sud de la France de pouvoir utiliser, préalablement à leur acquisition, les parcelles sises commune de Montpellier et cadastrées section ST n° 66-68-72.  La prise de possession anticipée est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à titre gratuit.</p>	406
<p><b>N°D2014-138 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'acte de consentement à vente dans le cadre d'une procédure d'expropriation - Parcelles SM 25p et SM 14-24-29 et 51 - Rue du Mas des Brousses - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert les parcelles cadastrées section SM n°25p et section SM n°14-24-29 et 51 – Rue du Mas des Brousses – Commune de Montpellier. Ces parcelles constituent des réserves foncières et sont nécessaires à la réalisation des aménagements dans le secteur de Méjanelle-Pont Trinquat-Quatier gare TGV.  Cette acquisition est consentie moyennant la somme de 1 475 000€.</p>	408

<p><b>N°D2014-139 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ 113 - Commune de Montferrier sur Lez</b></p> <p><b>Objet :</b> Servitude pour canalisation eaux usées nécessaire dans le cadre du projet d'extension du réseau d'eaux usées sous RD 112 – Montferrier</p> <p>Convention consentie moyennant la somme de 1 630 €</p>	410
<p><b>N°D2014-140 - 21/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision relative à des avenants de prolongation des dates de mobilisation des contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et FI81.286/FR auprès de la Banque Européenne d'Investissement</b></p> <p><b>Objet :</b> Des avenants aux contrats n°FI26.200/FR et FI81.286/FR sont passés avec la Banque Européenne d'Investissement. Ces avenants prolongent la date limite de mobilisation des fonds disponibles sur ces deux contrats (respectivement 5M€ et 40M€) jusqu'au 30 décembre 2014. Les autres stipulations des contrats demeurent inchangées.</p>	412
<p><b>N°D2014-141 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative au marché n°3213DC13 de "Mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage : Programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée et assistance jusqu'en fin de mission APD"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3213DC13 est passé avec la société AUBRY &amp; GUIGUET sise à Paris (75). Il concerne la mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi que la programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée et l'assistance jusqu'en fin de mission APD du Musée Archéologique Henri Prades. La durée totale du marché est de 21,5 mois. Le marché s'élève à 66 640 € H.T. (34 900 € H.T. correspondant à la tranche ferme et 31 740 € H.T. correspondant à la tranche conditionnelle).</p>	414
<p><b>N°D2014-142 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AE 142 - Commune de Villeneuve lès Maguelone</b></p> <p><b>Objet :</b> Acquisition de la parcelle cadastrée section AE n° 142 d'une contenance de 4m². Parcelle nécessaire à l'implantation, sur la même emprise, d'un nouveau poste de relèvement des eaux usées en remplacement du précédent devenu obsolète. Cession consentie et acceptée à titre gratuit.</p>	416
<p><b>N°D2014-143 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative au marché n° 3522DS14 de "Maintenance préventive et corrective des machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et Mosson"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n° 3522DS14 est passé avec la société Galloy 34 Motoculture Vert sise à Montpellier (34). Il concerne la maintenance préventive et corrective des machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et Mosson de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.</p>	418
<p><b>N°D2014-144 - 21/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Section SI 21 et SI 87p - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'A9, travaux déclarés d'utilité publique et urgents, ASF souhaite utiliser les parcelles cadastrées SI 21 et 87p situées sur la Commune de Montpellier pour permettre la réalisation d'un bassin de rétention. Ces parcelles feront l'objet d'une cession ultérieurement à ASF.</p>	420
<p><b>N°D2014-145 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2811DC11 de maintenance des vidéoprojecteurs BARCO 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée de Montpellier Agglomération</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant de transfert au marché n°2811-DC11 de maintenance des vidéoprojecteurs BARCO 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée de Montpellier Agglomération est</p>	421

<p>passé avec la société VIDELIO IEC.</p> <p><b>N°D2014-146 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant n°1 au marché à bons de commande n°2460EA10 de prestations topographiques</b></p> <p><b>Objet :</b> Le marché est dans sa dernière année d'exécution depuis le 2 mai 2013 jusqu'au 2 mai 2014. Le montant maximal annuel des prestations tel que figuré dans le marché initial est de 120 000 € H.T. annuel. Le volume des besoins en matière d'investigations topographiques a augmenté sur cette dernière année, ce en lien avec l'augmentation du budget 2014 et des besoins plus conséquents en études et travaux. Il est proposé d'augmenter le seuil pour cette dernière année de 21 600,00 € T.T.C. soit 15% du montant initial du marché et de prolonger de 2 mois sa durée, soit jusqu'au 2 juillet 2014.</p>	422
<p><b>N°D2014-147 - 03/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant n°1 du marché 2798 d'études de jalonnement sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n° 2798 est passé avec la société ASCODE. Cet avenant concerne l'augmentation du seuil maximum du marché n°2798 pour ses deuxième et troisième années d'exécution ainsi que la non reconduction du contrat pour sa dernière année d'exécution. Le présent avenant porte le montant maximum du marché à 48 000 € HT, pour chacune des deux années de reconduction à suivre (et au global, en cas de reconduction jusqu'au terme de la durée du marché, le montant maximum à 168 000 € HT au lieu de 192 000 € HT).</p>	424
<p><b>N°D2014-148 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision modificative à la décision n° D2013-951 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 10 et 11 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Le prix d'acquisition de un million huit cent quarante mille deux cents euros (1 840 200 €) toutes indemnités confondues, dont cent soixante-huit mille deux cents euros (168 200 €) d'indemnité de remploi, conforme à la décision initiale, sera payé en deux fois, 920 100 euros en 2014 à la signature de l'acte et 920 100 euros au plus tard le 31 mars 2015, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	426
<p><b>N°D2014-150 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SP 9 - Commune de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la SCI Familiale Alberto ALFANO, la parcelle située Commune de Montpellier, cadastrée section SP n° 9 pour une contenance totale de 4 216 m2, à usage de terrain nu. Le prix d'acquisition est de 140 130 € toutes indemnités confondues, dont 13 648 € d'indemnité de remploi.</p>	428
<p><b>N°D2014-152 - 31/03/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'avenant n°5 de transfert au marché n°2223DC10 de la société Isopro Sécurité Privée à la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest pour le gardiennage du musée Fabre de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°5 au marché n°2223DC10 doit être passé suite à une modification de la structure juridique du titulaire. Cet avenant a pour objet de constater le transfert du marché 2223DC10 relatif au gardiennage du Musée Fabre à la société Isopro Privée Sud Ouest. Cette modification n'entraîne aucun changement dans les relations contractuelles.</p>	430
<p><b>N°D2014-153 - 21/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Christine CARON</b></p> <p><b>Objet :</b> Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Christine Caron de Castelnau-le Lez et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine.</p> <p>La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'usager.</p> <p>Par ailleurs le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées</p>	431



<p>mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 20 000 € (11 000 € actuellement).</p> <p>Avis favorable du trésorier.</p> <p><b>N°D2014-154 - 21/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes du Centre Nautique Neptune</b></p> <p><b>Objet :</b> Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes du Centre Nautique Neptune de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement du centre.</p> <p>La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 20 000 € (11 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.</p>	433
<p><b>N°D2014-156 - 21/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Alex Jany</b></p> <p><b>Objet :</b> Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Alex Jany de Jacou et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine. La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 15 000 € (10 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.</p>	435
<p><b>N°D2014-157 - 28/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Alfred Nakache</b></p> <p><b>Objet :</b> Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Alfred Nakache de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine. La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 7 000 € (2 000 € actuellement).</p> <p>Avis favorable du trésorier.</p>	437
<p><b>N°D2014-158 - 21/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Pitot</b></p> <p><b>Objet :</b> Il convient de compléter la liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Pitot de Montpellier et de modifier le montant maximum de l'encaisse pour assurer le bon fonctionnement de la piscine. La liste des encaissements de la régie doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur.</p> <p>Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 13 000 € (6 000 € actuellement).</p> <p>Avis favorable du trésorier.</p>	439
<p><b>N°D2014-159 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau public d'eau potable - Parcelle AL 127 - Commune de Lattes</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'eau potable sur la parcelle sise commune de Lattes et cadastrée section AL n° 127 est nécessaire au passage d'une</p>	441



canalisation d'alimentation en eau potable de desserte du Mas de Manier, qui doit être dévoyée dans le cadre du contournement ferroviaire Nîmes et Montpellier. Cette servitude est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 356€.

**N°D2014-160 - 28/03/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

443

**Décision relative à l'acquisition des parcelles AL 50 et 66 - Commune de Lattes**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès des conjoints MANIER – DULAC les parcelles sises commune de Lattes, lieu dit « le Bois », cadastrées section AL n° 50 et 66, d'une contenance respective de 2 226 m<sup>2</sup> et 1 186 m<sup>2</sup>. Le prix d'acquisition est de onze mille deux cent soixante-seize euros (11 276€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette acquisition permettra le déplacement d'une canalisation d'eau potable rendue nécessaire dans le cadre du contournement ferroviaire Nîmes Montpellier, notamment le raccordement de la nouvelle voie avec le réseau ferré national.

**N°D2014-161 - 20/03/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

445

**Décision relative à une convention de prise de possession anticipée - Commune de Lattes - Terrain cadastré section AL n° 50**

**Objet :** Une convention de prise de possession anticipée de la parcelle sise commune de Lattes et cadastrée section AL n° 50, parcelle nécessaire à la réalisation des travaux de dévoiement d'une conduite d'alimentation en eau potable qui sont induits par le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier. Prise de possession anticipée avant réitération de l'acte de vente consentie moyennant une indemnité de 890€.

**N°D2014-162 - 01/04/14** - Direction des Transports et de la Voirie

447

**Décision relative au marché portant sur la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) dans le cadre de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France »**

**Objet :** Le marché est attribué à la société VERITAS sise à Paris-La Défense (92), pour assurer la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) relative à l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France » dans les domaines suivants : Insertion urbaine, Systèmes et Infrastructures .

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle globale de 48 mois à compter de sa notification. Il est décomposé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle. Le marché est passé à prix global et forfaitaire révisable pour un montant total de 65 040 € HT (Tranche ferme : 12 985 € HT - Tranche conditionnelle : 52 055 € H.T).

**N°D2014-163 - 20/03/14** - Direction des Ressources Informatiques

449

**Décision relative à un contrat d'hébergement du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE**

**Objet :** Un contrat d'hébergement informatique de logiciel est conclu avec la société EVER TEAM sise à LYON. Ce contrat concerne le progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE utilisé par le musée archéologique Lattara. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 6 600 € HT, soit 7 920,00 € T.T.C.

**N°D2014-164 - 28/03/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

451

**Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Jacou**

**Objet :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un foncier important sur la commune de Jacou, Domaine de Viviers.

Afin de préserver et entretenir ces terrains, une convention de mise à disposition pour l'exercice du droit de chasse est consentie à l'association des chasseurs défenseurs de l'environnement de Jacou. Cette mise à disposition est consentie pour une durée de 3 ans, à titre gratuit, moyennant entretien et gardiennage.

<p><b>N°D2014-165 - 20/03/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2650T12 concernant l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°2 au marché n°2650T12 concernant la campagne d'analyses obligatoires et la mise en place de contrôles supplémentaires liés à la légionellose est conclu avec la société POLE AIR, titulaire du marché. Le montant de cet avenant s'élève à 3 822 € H.T. et le nouveau montant du marché est porté à 25 481,33 € HT.</p>	452
<p><b>N°D2014-166 - - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant au marché n°3360GD13 lot n°3 relatif à l'entretien et à la réparation des conteneurs enterrés, ajoutant un prix au bordereau des prix unitaires</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché 3360GD13, lot 3 est nécessaire pour prendre en compte un prix à ajouter au bordereau des prix unitaires pour l'utilisation d'un produit bactéricide afin de supprimer les nuisances olfactives lors des interventions de réparation. Le prix suivant sera rajouté pour le produit bio-destructeur : 17,80 euros HT/litre.</p>	454
<p><b>N°D2014-167 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association de chasse « la Saint Hubert » de Clapiers en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Clapiers</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire d'un foncier important sur la commune de Clapiers, Domaine de Viviers. Afin de préserver et entretenir ces terrains, une convention de mise à disposition pour l'exercice du droit de chasse est consentie à l'association de Chasse la Saint Hubert de Clapiers. Cette mise à disposition est consentie pour une durée de 3 ans, à titre gratuit, moyennant entretien et gardiennage</p>	455
<p><b>N°D2014-168 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section AM n° 74p - 75p - 76p - Commune de Saint Génies des Mourgues</b></p> <p><b>Objet :</b> Acquisition d'une partie des parcelles sises commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrées section AM n° 74 - 75 - 76, pour une contenance totale de 1 691 m<sup>2</sup>, nécessaires à l'aménagement du fossé-émissaire de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues, réalisée dans le cadre de l'opération « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier ». Acquisition au prix de 4 250 € toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.</p>	457
<p><b>N°D2014-169 - 09/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p> <p><b>Décision relative à la réforme de photocopieurs vétustes</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à titre gratuit des photocopieurs pour réforme à la société Canon, sise 550 rue Alfred Nobel à Montpellier afin qu'ils intègrent la filière de recyclage.</p>	459
<p><b>N°D2014-170 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées CB n° 8, 10 et 11 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Lattes</b></p> <p><b>Objet :</b> Les parcelles cadastrées section CB n° 8, 10 et 11, situées lieudit Font de la Banquière à Lattes sont comprises dans le périmètre de la DUP (déclaration d'utilité publique) portant création d'une réserve foncière, DUP au bénéfice de la CAM. La convention cadre entre la CAM et l'EPF portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF. De part ses statuts, l'établissement public foncier de Languedoc-Roussillon (EPF LR) ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de remploi qui reste à la charge de la CAM. La CAM doit procéder au paiement d'une somme de 87 700 € au titre de l'indemnité de remploi.</p>	460

<p><b>N°D2014-171 - 28/03/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p> <p><b>Décision relative à la vente d'un matériel agricole vétuste situé sur le domaine de Viviers, commune de Jacou</b></p> <p><b>Objet :</b> la Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à monsieur Sabatier Christophe un semoir vétuste pour pièces, situé sur le Domaine de Viviers, commune de Jacou. Le prix est de 40 euros HT, soit 48 euros TTC.</p>	462
<p><b>N°D2014-172 - 28/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Marcel Spilliaert</b></p> <p><b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Marcel Spilliaert à Montpellier, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 5 000 € (4 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.</p>	463
<p><b>N°D2014-173 - 28/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Jean Taris</b></p> <p><b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Jean Taris à Montpellier, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de carte d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 7 000 € (4 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.</p>	465
<p><b>N°D2014-174 - 28/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Jean Vivès</b></p> <p><b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Jean Vivès à Montpellier, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 8 000 € (2 500 € actuellement). Avis favorable du trésorier.</p>	467
<p><b>N°D2014-175 - 28/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Poséïdon</b></p> <p><b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Poséïdon de Cournonterral, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Par ailleurs, le montant de l'encaisse (montant maximum autorisé à détenir avant reversement) est recalculé chaque année pour l'ensemble des régies et déterminé en fonction des recettes encaissées mensuellement. Compte tenu des recettes encaissées chaque mois, il est nécessaire d'augmenter le montant de l'encaisse à 15 000 € (14 000 € actuellement). Avis favorable du trésorier.</p>	469
<p><b>N°D2014-176 - 28/03/14 - Direction des Finances</b></p> <p><b>Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Les Néréïdes</b></p> <p><b>Objet :</b> La liste des encaissements de la régie de recettes de la piscine Les Néréïdes à Lattes, doit être complétée par la possibilité d'effectuer de nouvelles créations de cartes d'abonnement perdues par l'utilisateur. Le montant de l'encaisse n'est quant à lui pas modifié.</p>	471
<p><b>N°D2014-177 - 14/03/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant n°2 de prolongation de la durée du marché n°3060GD12</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant n°2 au marché n°3060GD12 d'étude d'optimisation de l'organisation du service de collecte à l'utilisateur sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit être passé avec la société VERDICITE, sise à Montreuil (93) titulaire du contrat afin de prolonger la durée des prestations de 9 mois, afin de permettre une meilleure exécution des prestations. Aucune autre disposition du marché n'est modifiée par le présent avenant. Le montant de la prestation est inchangé.</p>	473

<p><b>N°D2014-178 - 20/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AB n° 27p - Commune de Grabels</b></p>	475
<p><b>Objet :</b> Acquisition d'une partie de la parcelle AB 27 - Commune de Grabels, pour une contenance d'environ 591m<sup>2</sup> appartenant à la Ville de Montpellier.  Parcette sise dans le périmètre de la zone d'activités Euromédecine, constituant une partie de la voirie qui débouche sur la rue du Caducée et relève du domaine public communal « ville de Montpellier », l'autre partie de la voie étant propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient d'avoir une unité de gestionnaire. Acquisition pour 1€ symbolique.</p>	
<p><b>N°D2014-179 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix, parcelles cadastrées section SK n°27, 43 et 44 sises à Montpellier"</b></p>	477
<p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées section SK n°27, 43 et 44, appartenant aux conjoints PARE, sises sur la commune de Montpellier.</p>	
<p><b>N°D2014-180 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative au marché n°3497DS13 de "Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"</b></p>	478
<p><b>Objet :</b> Un marché n° 3497DS13 est passé avec la société SOMEDI sise à Montpellier. Il consiste en la fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il est conclu à compter de sa notification pour une période initiale de un an. Il peut être reconduit pour une période de un an pour une durée maximale de deux ans. Le montant annuel minimum du marché s'élève à 25 000 € H.T. et le montant maximum à 90 000 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-181 - 04/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>  <b>Décision relative à un avenant N°1 au marché n° 2721EA12 relatif à l'audit et programme d'optimisation du système MAERA</b></p>	480
<p><b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°2721 d'étude d'audit et de programme d'optimisation du système MAERA sur la commune de Lattes est passé avec le groupement IRH (mandataire) / EGIS EAU, sis à Chaponney (69). Cet avenant concerne la prise en compte de prestations complémentaires d'études en lien avec la nécessité de mener des investigations topographiques complémentaires sur les réseaux primaires de MAERA assortie d'une prolongation du délai des études. L'avenant concerne également l'ajout d'une mission complémentaire à l'audit fonctionnel en lien avec les besoins d'inventaires des ouvrages de ce système. Le présent avenant s'élève à 18 910,00 € H.T. et le délai d'études est prolongé de 8 mois. Le nouveau montant du marché s'élève à 151 735,00 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-182 - 10/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b>  <b>Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2159EA09 de maîtrise d'œuvre des travaux de protection de Port de Carême à Pérols</b></p>	482
<p><b>Objet :</b> Avenant au marché de maîtrise d'œuvre des travaux de protection contre les inondations de Port de Carême avec l'entreprise SAFEGE Ingénieurs Conseils, sise à Montpellier pour la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché pour la conception d'un réseau pluvial et le contrôle de l'exécution des travaux, prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Il s'élève à 3 400 € H.T. Le nouveau montant du marché est porté à 41 500 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-183 - 20/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la société BAILLON Julien Artisan Coutelier d'Art dans le VEAS Hannibal à Cournonsec</b></p>	484
<p><b>Objet :</b> La candidature de la société BAILLON Julien Artisan Coutelier d'Art est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec. Son activité est la coutellerie d'art. Elle est candidate à la location du lot A02 de 145,10 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois, pour un loyer HT à sa prise d'effet de 55 € par m<sup>2</sup>.</p>	

<p><b>N°D2014-184 - 28/03/14</b> - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</p> <p><b>Décision relative à la candidature de la société NEOTIC dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société NEOTIC est agréée en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire. Son activité est la réalisation de logiciels. Elle est candidate au lot B10A de 169,30 m² pour une période de 24 mois.</p>	486
<p><b>N°D2014-185 - 28/03/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL - Référé suspension"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête en référé n°1400774 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2014 par la SCI CHAPTAL contre la décision de préemption arrêtée par le Président de l'Agglomération le 6 février 2014 en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.</p>	487
<p><b>N°D2014-186 - 09/04/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision relative au marché n° 3493DS13 d'"Acquisition d'auto-laveuses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n° 3493DS13 est passé avec la société IGUAL SAS sise à Villeneuve les Maguelone (34). Il concerne l'acquisition d'auto-laveuses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale d'un an. Il peut être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans. Le montant minimum annuel du marché est de 5 000 euros H.T. et le montant maximum annuel de 50 000 euros H.T.</p>	488
<p><b>N°D2014-187 - 28/03/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL, requête n°1400772-1 TA"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1400772-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2014 par la SCI Chaptal contre la décision de préemption arrêtée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 6 février 2014 en vue d'acquérir la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.</p>	490
<p><b>N°D2014-188 - 28/03/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice "Brunel André"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP D'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1400896-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 février 2014 par Monsieur André Brunel tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.</p>	491
<p><b>N°D2014-189 - 09/04/14</b> - Direction de la Culture</p> <p><b>Décision relative à un accord-cadre n° 3371 DC 14 d'emballage, manutention et transports d'œuvres d'art du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie</b></p> <p><b>Objet :</b> Un accord-cadre n°3371 DC 14 d'emballage, manutention et transports d'œuvres d'art est passé avec les entreprises LP Art, 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil, Léon Agat, 13-15 boulevard de Briançon, 13003 Marseille et Bovis, 1 bis rue Edouard Aubert, ZI des Ciroliers, 91712 Fleury Mérogis.</p>	492
<p><b>N°D2014-190 - 28/03/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</p> <p><b>Décision d'ester en justice "SCI BEAGUYTOU"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la SCI BEAGUYTOU tendant à indemnisation pour défaut de travaux consécutivement à l'acquisition à titre gratuit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la parcelle cadastrée AW n°466 sise à Pérols et ce, dans le cadre du chantier de protection contre les inondations du quartier de Port Carême à Pérols.</p>	494

<p><b>N°D2014-191 - 28/03/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à la reconduction de la convention d'occupation temporaire du domaine public du chenal de la Lironde - Commune de Lattes</b></p> <p><b>Objet :</b> Par convention en date du 29 mars 2011 et son avenant n° 1, la communauté d'Agglomération de Montpellier a consenti, à titre gratuit, une convention d'occupation temporaire des terrains lui appartenant, et constituant le chenal de la Lironde à Lattes à Monsieur ARGUEL Jean Louis pour une durée de 3 années. Il convient de reconduire cette convention, dans les mêmes conditions, pour une durée de 2 ans.</p>	495
<p><b>N°D2014-192 - 09/04/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p> <p><b>Décision relative à un marché complémentaire n°3590EA14 de maîtrise d'œuvre portant sur la desserte en eau potable du parc Caubel sur la commune de Montferrier - Étude d'avant projet</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché complémentaire n°3590EA14 de maîtrise d'œuvre est passé avec le bureau d'études INFRAMED, sis à Baillargues. Sa durée est de un mois</p> <p>Le marché de maîtrise d'œuvre initial N°2462EA11 prévoyait une mission complète à partir de la mission PRO (études de projet) afin de desservir en eau potable le parc Caubel. La réalisation du schéma directeur d'eau potable sur le territoire de l'agglomération a conduit à repenser l'organisation des réseaux de desserte sur la commune qui pouvait avoir un impact sur le projet tel que prévu par le maître d'œuvre. De ce fait, il a été demandé à la maîtrise d'œuvre de bien vouloir mener une mission d'avant-projet non comprise à sa mission initiale mais indispensable à la réalisation de sa mission pour affiner et conforter le programme de travaux avant lancement des études de projet.</p>	497
<p><b>N°D2014-193 - 20/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Lyon Caen et Thiriez suite au pourvoi déposé près le Conseil d'Etat par la société ARCADES.</p>	499
<p><b>N°D2014-194 - 11/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p> <p><b>Décision relative au marché à bons de commande n°3488MG13 d'études géotechniques pour le domaine de la Pompignane à Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3488MG13 en procédure adaptée est passé avec l'entreprise EGSA BTP, sise au Parc d'activité Clément Ader, 19 rue Louis Bréguet, 34830 JACOU. Il concerne les études géotechniques afin de réaliser éventuellement des opérations de diagnostics complémentaires à ceux existant ainsi que l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi du projet et la supervision de l'exécution dans le respect des normes en vigueur. Le montant du marché s'élève à 36 006,00 € H.T. Le marché est conclu pour une période de 12 mois renouvelables 2 fois.</p>	500
<p><b>N°D2014-195 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative à une constitution de partie civile</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue « partie civile » dans l'affaire n°13093000256 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour recel de biens provenant de vol entre le 14 septembre 2013 et le 3 novembre 2013. Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 4006.60€ T.T.C. (quatre mille six euros et soixante centimes). La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.</p>	503
<p><b>N°D2014-196 - 07/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative au prêt à titre payant de l'exposition « Polar à la loupe » de la ville de Montigny -lès-Cormeilles du 09 mai au 27 mai 2014</b></p> <p><b>Objet :</b> Un contrat de prêt de l'exposition «Polar à la loupe » est conclu au bénéfice de la ville de Montigny -lès-Cormeilles. Le prêt de l'exposition «Polar à la loupe » prendra effet à compter du 9 mai au 27 mai 2014 à la médiathèque Shakespeare</p>	504
<p><b>N°D2014-197 - 28/03/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI LOGISTRI AGRITECH dans le Parc 2000 extension à Montpellier</b></p>	506

<p><b>Objet :</b> La candidature de la société SCI LOGISTRI AGRITECH est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension. Les utilisateurs finaux seront les sociétés LOGISTRI Méditerranée (Triage et conditionnement de fruits &amp; légumes), AGRITECH Europe (Fabrication d'automates tri &amp; conception de systèmes de contrôle) et le Cabinet d'Avocats S. FERNANDEZ (Profession libérale). La société est candidate à l'acquisition du lot F3 d'une surface de 1 259 m².</p>	
<p><b>N°D2014-198 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "Manens Isabelle"</b></p>	508
<p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1401065-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05/03/2014 par Madame Isabelle Manens tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.</p>	
<p><b>N°D2014-199 - 28/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "SARL OZONE COIFFURE MIXTE BG"</b></p>	509
<p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1401067-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 mars 2014 par la SARL OZONE COIFFURE MIXTE tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway de Montpellier.</p>	
<p><b>N°D2014-200 - 11/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b></p>	510
<p><b>Décision relative à un marché n°3578MG14 des missions de CTC SPS BET STRUCTURE pour les travaux de structures au Domaine de la Pompignane</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché de missions composé de trois lots pour les travaux de structures au Domaine de la Pompignane, est passé avec différentes entreprises:</p>	
<p>Le lot n° 1 mission CTC est passé avec l'entreprise DEKRA sise à Montpellier, pour un montant de 5 460,00€ HT.</p>	
<p>Le lot n°2 mission SPS est passé avec l'entreprise JMATEC sise à Baillargues pour un montant de 1 152,00€ HT.</p>	
<p>Le lot n°3 mission BET STRUCUTURE est passé avec l'entreprise EGE sise à Montpellier pour un montant de 21 000,00€ HT.</p>	
<p>Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée prévisionnelle est de 6 mois.</p>	
<p><b>N°D2014-201 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p>	512
<p><b>Décision relative à un marché n°3565GD14 pour la réalisation de la mission de coordination sécurité et protection de la santé de l'extension et réaménagement du point propreté de CASTELNAU LE LEZ</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché n°3565GD14 de prestations intellectuelles doit être signé avec la société ELYFEC SPS sise 29 rue Condorcet 38090 VAULX MILIEU, pour effectuer une mission de coordination SPS pendant les travaux d'extension et de réaménagement du point propreté de CASTELNAU LE LEZ. Ce marché est conclu à compter de sa notification pour une durée prévisionnelle de 6 mois. Le montant de ce marché est de 1267,50 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-202 - 07/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p>	514
<p><b>Décision relative à un marché n°3490 MG 13, fourniture et livraison sur site de Fioul</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Ramond et Cie. Ce marché concerne la fourniture et livraison de fioul sur sites. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 1 an. Le montant minimum du marché s'élève à 20 000€ H.T et le montant maximum du marché s'élève à 160 000€ H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-203 - 04/04/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p>	516
<p><b>Décision relative à un marché n°2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Décision relative à la signature du marché de travaux n°2127T14. Ce marché est constitué de trois lots dont deux lots attribués respectivement à la société AXIMA CONCEPT (dénomination</p>	



<p>commerciale COFELY AXIMA) sise à TOULOUSE pour le lot 1 et à la société CFM sise à CASTELNAU LE LEZ pour le lot 3, le lot 2 étant déclaré infructueux. Le montant du lot 1 est de 1 054 200,00 € HT. Le montant du lot 3 étant de 34 045,00 € HT. La durée des marchés est de 7 mois à compter de leur notification et hors période de garantie de parfait achèvement.</p> <p><b>N°D2014-204 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à l'achat du spectacle Oui...</b></p> <p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 1 000 € à l'achat du spectacle Oui... diffusé du 23 avril au 4 mai 2014 au Théâtre Pierre Tabard</p>	518
<p><b>N°D2014-205 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 122,74 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 776,05 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2013.</p>	520
<p><b>N°D2014-206 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI ABR INVEST dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas</b></p> <p><b>Objet :</b> La candidature de la société SCI ABR INVEST est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans le lotissement Marcel Dassault. Elle est candidate à l'acquisition du lot n°19-20 d'une surface de 3 795 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final est la société TTPM - Transport et Travaux Publics du Midi (Société de travaux publics - Location camions et engins - Terrassements).</p>	522
<p><b>N°D2014-207 - 03/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b></p> <p><b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega</b></p> <p><b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, soit jusqu'au 31 mars 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 220,64 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 3 192,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2013.</p>	524
<p><b>N°D2014-209 - 04/04/14 - Direction des Ressources Informatiques</b></p> <p><b>Décision relative à un marché n°3508RI14 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3508RI14 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue est conclu avec la société BULL sise à MONTPELLIER. Le présent marché concerne les prestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- assistance technique pour des développements informatiques et de l'intégration continue,</li> <li>- assistance technique pour la spécification et la réalisation de développements spécifiques en langages JAVA et PHP5,</li> <li>- participation aux travaux d'intégration continue du Système d'Information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.##13;</li> </ul> <p>Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification. Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de 22 000,00 € H.T. et un maximum de 89 000,00 € H.T.</p>	526
<p><b>N°D2014-210 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b></p> <p><b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB 9 - Commune de Lattes</b></p> <p><b>Objet :</b> Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle - Pont Trinquat - Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier</p>	528



acquiert auprès de l'Indivision NAZON, la parcelle située Commune de Lattes, cadastrée section CB n° 9 pour une contenance totale de 1 024 m<sup>2</sup>, supportant un bâti, libre d'occupation. Le prix d'acquisition est de 410 200 € toutes indemnités confondues, dont 38 200 € d'indemnité de remploi.

**N°D2014-211 - 09/04/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

530

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI PRO IMMOBILIER dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

**Objet :** La candidature de la SCI PRO IMMOBILIER est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot N°G1 de 822 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront la société H2T CONCEPT (maçonnerie générale) et la SCI BARCELONE (gestion – acquisition – location d'immeuble).

**N°D2014-212 - 03/04/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

532

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 1er mai 2009 est conclu avec la société ERNEO pour une période de douze mois à compter du 1er mai 2014 soit jusqu'au 30 avril 2015. La redevance à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m<sup>2</sup> qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 797,25 € euros H.T.

**N°D2014-213 - 10/04/14** - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

534

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2685 EA 11 - Etude hydraulique du bassin versant de la Lironde**

**Objet :** Un avenant n°1 au marché n°2685EA11 est passé avec l'entreprise CEREG Ingénierie domiciliée 589, rue Favre de Saint Castor - 34080 Montpellier. Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché et le délai contractuel pour répondre aux demandes du maître d'ouvrage d'exécuter des prestations supplémentaires non prévues au marché initial. Le présent avenant s'élève à 8 000 € H.T.

**N°D2014-214 - 10/04/14** - Direction de la Culture

536

**Décision relative au marché n°3593DC14 de fourniture et fabrication de repas « BIO » en liaison froide pour l'écolothèque**

**Objet :** Un marché à bon de commande n°3593DC14 de fourniture et fabrication de repas « BIO » en liaison froide pour l'écolothèque, sans mini et avec un maxi de 89 000 € H.T., est passé avec la société ELIOR, domiciliée Immeuble le nobel -770 Avenue Alfred Nobel 34000 Montpellier, pour une durée de 1 an à compter du 17 avril 2014.

**N°D2014-217 - 03/04/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

538

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SILKAN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SILKAN pour une période de 6 mois à compter du 1er avril 2014, soit jusqu'au 30 septembre 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 114,98 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 663,76 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**N°D2014-218 - 03/04/14** - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

540

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEMLEADS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

**Objet :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SEMLEADS pour une période de 12 mois à compter du 1er avril 2014, soit jusqu'au 31 mars 2015. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface 14,48 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 194,62 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013

<p><b>N°D2014-219 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à la mise à disposition du parking de la médiathèque Shakespeare le 14 avril 2014 pour la matinée</b></p> <p><b>Objet :</b> Une convention de mise à disposition du parking de la médiathèque William SHAKESPEARE est conclue avec la Ville de MONTPELLIER. La démolition de la tour H au Petit Bard prévue le 14 avril prochain constitue une étape importante du processus de rénovation urbaine du quartier. Cette opération exceptionnelle s'effectuera par implosion du bâtiment. Le parking de la médiathèque Shakespeare est nécessaire pour accueillir les habitants évacués du quartier du Petit Bard le 14 Avril 2014 dans la matinée à l'occasion de la démolition de la tour H.</p>	542
<p><b>N°D2014-220 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec l'association Amcel Agora Diffusion</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association Amcel Agora Diffusion, 5 Avenue des Ribas, 13770 Venelles. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des concert et classe de maître de saxophone de Jean-Pierre Caens, prévus le 29 mars 2014 de 9h à 16h30, sur le Site de Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 29 mars 2014 et se terminera à l'issue de la représentation. Le montant du marché s'élève à 1 606,00 € T.T.C.</p>	544
<p><b>N°D2014-221 - 09/04/14 - Direction des Sports</b></p> <p><b>Décision relative à la passation d'un marché n°3598DS14 concernant l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération de Montpellier</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n°3598DS14 de prestations de services est passé avec la société POLE AIR, Agence Sud, à Prades-le-Lez.</p> <p>Ce marché concerne l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an Reconductible deux fois. Le montant du marché est assorti d'un minimum de 5 000 € H.T. et d'un maximum de 15 000 € HT.</p>	546
<p><b>N°D2014-225 - 04/04/14 - Direction des Ressources Informatiques</b></p> <p><b>Décision relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.)</b></p> <p><b>Objet :</b> La décision n°D2014-9 est abrogée suite à une erreur au niveau du montant de la partie forfaitaire du marché n°3500RI13.</p> <p>Un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) est conclu avec la société SOGETI sise à AIX-EN-PROVENCE.</p> <p>Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• assister la Direction des Ressources Informatiques dans l'identification et l'analyse de ses enjeux sécurité,</li> <li>• donner à la Direction Générale et à la Direction des Ressources Informatiques une vision exhaustive de la sécurité sur le périmètre choisi en établissant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une analyse des enjeux et des risques encourus,</li> <li>- un classement des risques encourus en fonction de leur impact et de leur probabilité,</li> <li>- la mise en évidence des vulnérabilités et des lacunes organisationnelles et techniques de l'existant,</li> </ul> </li> <li>• prendre en compte les obligations légales en relation avec la sécurité des données et des systèmes et l'utilisation des ressources informatiques (confidentialité des données, traçabilité, authentification etc...),</li> <li>• proposer un document cadre définissant des objectifs organisationnels et techniques, cohérents avec les enjeux et le contexte de la Collectivité pour poser les bases d'un système de management de la sécurité,</li> <li>• proposer un plan d'actions sécurité sur trois ans pour la mise en place d'un système de management de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.</p>	548

<p>Le montant du marché comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une partie forfaitaire d'un montant de 25 000,00 € H.T., soit 30 000,00 € T.T.C. – TVA à 20%,</li> <li>- une partie à bons de commande d'un montant maximum de 40 000,00 € H.T., soit 48 000,00 € T.T.C. – TVA à 20%.</li> </ul>	
<p><b>N°D2014-226 - 03/04/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision d'ester en justice "Guy COHEN, SARL ALEF"</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite à l'assignation déposée près le Tribunal de Grande Instance de Marseille par Monsieur Guy Cohen et la SARL ALEF tendant à indemnisation pour préjudice subi et ce, consécutivement à la diffusion de spots vidéo publicitaires dans le cadre de la campagne publicitaire de Montpellier Unlimited.</p>	550
<p><b>N°D2014-227 - 03/04/14</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de réseaux publics - Parcelle BD n° 75 - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage perpétuel en en tréfonds de d'un réseau de refoulement des eaux usées, consenti par Monsieur Raymond GROUSSET, domicilié 2126, rue de l'Aiguelongue à Montpellier (34090), sur la parcelle sise Commune de Montpellier, cadastrée section BD n° 75. La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de deux mille quatre cent soixante-deux euros (2 462€),</p>	551
<p><b>N°D2014-228 - 07/04/14</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'un Plat ovale datant du XVIII<sup>e</sup> siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier.</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'un Plat ovale datant du XVIII<sup>e</sup> siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier. Cette faïence sera conservée au sein des collections du musée Fabre.</p>	553
<p><b>N°D2014-229 - 03/04/14</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrain cadastré BD n° 75 - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La réalisation des travaux de l'intercepteur Est, dont la finalité est de permettre le raccordement à la station d'épuration de Maera des communes de Montferrier sur Lez, Clapiers, Prades le Lez, Saint Clément de Rivière ainsi que les secteurs Nord de Montpellier, nécessite d'occuper temporairement une emprise de 7 206m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BD n° 75, d'une contenance totale de 18 545m<sup>2</sup>, sise Rue de Ferran, commune de Montpellier. La COTT est consentie moyennant une indemnité forfaitaire globale de 10 688€.</p>	554
<p><b>N°D2014-230 - 04/04/14</b> - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets  <b>Décision relative à un avenant n°2 au marché 3074GD12 d'étude sur la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°2 au marché n°3074GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec le groupement conjoint solidaire : ABBD- 21 rue Bergère- 75 009 PARIS- CITEXIA- 21 rue Bergère- 75 009 PARIS-. Cabinet LANDOT et associés- 137 rue de l'Université- 75007 PARIS. Cet avenant concerne la prolongation de 5 mois de la durée de la tranche conditionnelle n°1 et l'ajout de nouvelles prestations de prospective relative à la redevance spéciale. Le présent avenant s'élève à 5 545,00 € H.T et représente une évolution de 14,7% du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché s'élève à 43 270,00 € H.T.</p>	555
<p><b>N°D2014-232 - 07/04/14</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à une donation des Amis du Musée Fabre de quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don des Amis du Musée Fabre, de quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche : La lumière de l'atelier, Ferme n°1, Les grands arbres, Les abords. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.</p>	557

<p><b>N°D2014-233 - 07/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une donation de Jean-Pierre Blanche d'une de ses œuvres : Les grandes Salines.</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Monsieur Jean-Pierre Blanche d'une de ses œuvres : Les grandes Salines. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.</p>	558
<p><b>N°D2014-234 - 31/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "MOUSSA Ismael requête 1303929-5 TA"</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303929-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 août 2013 par Monsieur Ismail MOUSSA sollicitant une concertation amiable et logique consécutivement à la notification de l'arrêté préfectoral n°2013-659 du 3 avril 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Lavérune.</p>	559
<p><b>N°D2014-235 - 31/03/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative à l'avenant de transfert du marché n° 3131DC13 de "travaux de construction pour le Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Lot 1 : gros œuvre façades réseaux"</b>  <b>Objet :</b> Un avenant de transfert du marché n° 3131DC13 est passé pour acter l'absorption-fusion de la société L.C.R.I. sise à Nîmes par la société A. GIRARD sise à Nîmes. La réalisation de la fusion a été approuvée par décisions de l'associé unique de l'entreprise A. Girard en date du 16 décembre 2013 et publiée le 07 janvier 2014 ainsi que l'avis de dissolution de la société LCRI. L'entreprise A. Girard (société absorbante) a fusionné avec la société LCRI (société absorbée), la date d'effet juridique de la fusion est fixée au 31/12/2013. La société LCRI est dissoute et radiée du RSC à la même date.</p>	560
<p><b>N°D2014-236 - 07/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une donation d'André Castagné de quatre de ses œuvres d'Art graphiques : Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier, accepte le don de Monsieur André Castagné de quatre de ses œuvres d'Art graphique : Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon. Ces œuvres d'Art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre</p>	561
<p><b>N°D2014-237 - 11/04/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>  <b>Décision relative à un marché n°3530MG14 de rénovation des joints d'étanchéité du pavillon Junon de l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Un marché passé avec l'entreprise SUD VERTICAL, sise 117 place de Thessalie, 34000 MONTPELLIER. Les travaux consistent à retirer le joint existant, préparer le support, placer un fond de joint et réaliser l'étanchéité avec un mastic adapté. Deux tranches (une ferme et une conditionnelle) sont prévues. Le montant toutes tranches confondues est estimé à 83 102,88€ HT. La tranche ferme est conclue pour une période allant de sa notification au 31 décembre 2014. La tranche conditionnelle pourra être affermie au plus tard le 31 décembre 2014 et conclue pour une période initiale allant de sa notification au 31 décembre 2015.</p>	562
<p><b>N°D2014-238 - 04/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché pour un contrat de prestation de service avec l'association Allons'z'Enfants - Compagnie Didier Théron</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association Allons'z'Enfants - Compagnie Didier Théron, sise 155 Rue de Bologne, 34080 Montpellier. Ce marché concerne l'intervention du chorégraphe Didier Théron auprès des élèves des classes des cycles I et II de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, pour la création d'une performance chorégraphique prévue le 24 mai 2014 à 19h à l'Opéra Comédie de Montpellier. Le marché prend effet à la signature du présent contrat et se terminera à l'issue de la représentation du 24 mai 2014. Le montant du marché s'élève à 2300,00 € HT, soit 2760,00 € T.T.C.</p>	564

<p><b>N°D2014-239 - 07/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une donation de Madame Sue Hood d'ouvrages illustrés de Jean Hugo.</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Madame Sue Hood d'ouvrages illustrés par Jean Hugo (liste jointe en annexe). Ces ouvrages illustrés seront conservés au sein des collections du musée Fabre</p>	566
<p><b>N°D2014-240 - 02/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à l'attribution de la mission « Prestations topographiques » pour l'extension de la ligne 1 du tramway dans le cadre de l'opération OZ Nature urbaine</b>  <b>Objet :</b> Ce marché a pour objet l'exécution d'une mission de prestations topographiques, pour les études et la réalisation de la prolongation de la 1ère ligne de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France ». Il s'agit d'un marché à bons de commande (mini 50 k€ - maxi 200 k€) ; il est attribué pour une durée de 48 mois au groupement SIRAGUSA / BILICKI (Cabinet SIRAGUSA SELARL mandataire ; SCP BILICKI DHOMBRES OSMO co-traitant).</p>	567
<p><b>N°D2014-241 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 39, 45, 48 et 49, SV 9 et 10 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre du projet de création d'une réserve foncière dans le secteur Méjanelle - Pont trinquat - Quartier Gare TGV, la CAM achète les parcelles cadastrées section SP n°39p, 48p, SV 9 et 10p d'une superficie totale 13 293 m², situées à Montpellier et comprises dans le périmètre de la DUP (déclaration d'utilité publique) portant création d'une réserve foncière. La Cam achète les parcelles cadastrées section SP n°39p, 45, 48p, ST 49 et SV 10p d'une superficie totale de 22 496 m², situées à Montpellier se situent également dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat à Montpellier mais hors dup réserve foncière. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal est de 1 073 670 euros et les indemnités de remploi sont de 40 879 euros soit un total TIC de 1 114 549 euros.</p>	569
<p><b>N°D2014-242 - 11/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle avec le United Strings of Europe Orchestra</b>  <b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec le United Strings of Europe Orchestra, sis 11B Exeter Mansions, Exeter Road, NW2 3UG, London, Royaume-Uni. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des concerts et classes de maître de direction d'orchestre, prévus du 19 au 22 avril 2014 dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 19 avril 2014 et se terminera à l'issue des représentations du 22 avril 2014. Le montant du marché s'élève à 5 000 € T.T.C.</p>	571
<p><b>N°D2014-243 - 03/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une prise de possession anticipée - Parcelles n° SP 39p, 45, 48p, 49 et SV 10p - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier signe une prise de possession anticipée avec l'Indivision DE SAPORTA sur les parcelles cadastrées SP 39p, 45, 48p, 49 situées lieudit Font de la Banquière à Montpellier et SV 10p située lieudit La Mogère à Montpellier. Le montant de la PPA s'élève à 68 488 euros.</p>	573
<p><b>N°D2014-244 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation du domaine public avec l'association Champ libre</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention ci-jointe, l'occupation temporaire par l'Association Champ Libre de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles. Les locaux dont l'occupation est autorisée sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, Hôtel d'Aurès, 14, rue Eugène Lisbonne, 34000 Montpellier. L'occupation est autorisée du 5 au 16 juin 2014. Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.</p>	574

<p><b>N°D2014-245 - 09/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude trafic</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°S 14.04 est passé avec la société EGIS France. Ce marché concerne la réalisation des études de trafic. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois. Le montant du marché s'élève à 9 500,00 € H.T.</p>	576
<p><b>N°D2014-246 - 09/04/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de védas: étude géomètre</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre des études préalables à l'aménagement du secteur de la Lauze Est, la SAAM en tant que mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a procédé à une consultation de bureaux d'études pour la réalisation des études géomètre. Après analyse des offres il est proposé de passer un marché à bon de commande avec la société SIRAGUSA pour réaliser cette étude pour un montant de 30 000 € maximum.</p>	578
<p><b>N°D2014-247 - 07/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au legs de Mme Alicot d'une armoire datant du XVIIème siècle du Bas Languedoc. Succession gérée par Madame Béatrice Netter-Leval.</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le legs d'une Armoire datant du XVIIème siècle du Bas-Languedoc, de Madame Béatrice Netter-Leval, représentante de la succession Alicot. Cette Armoire sera conservée au sein des collections du musée Fabre.</p>	580
<p><b>N°D2014-248 - 07/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à la donation de Monsieur Alexandre Hollan d'une série de ses douze fusains datant de 2012 et d'un fusain de 2013.</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de monsieur Hollan d'une série de ses douze fusains datant de 2012 et un fusain de 2013. Ces fusains seront conservés au sein des collections du musée Fabre.</p>	581
<p><b>N°D2014-250 - 03/04/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à la passation d'une convention de mise à disposition du Stade Jules Rimet de Sussargues à l'association "les Barbarians du Bérange"</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de l'organisation d'une manifestation sportive de touch rugby par l'association "Les Barbarians du Bérange", la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de la promotion des actions sportives et de son territoire, souhaite mettre à disposition à titre gratuit le stade Jules Rimet de Sussargues le 10 mai 2014.</p>	582
<p><b>N°D2014-251 - 03/04/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à la passation d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol au Montpellier Agglomération Tae Kwon Do</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de l'organisation d'une manifestation de Tae Kwon Do par l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do le 25 mai 2014, il y a lieu de mettre à disposition le Palais des Sports René Bougnol. Cette mise à disposition se fera à titre gratuit.</p>	584
<p><b>N°D2014-252 - 10/04/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à l'agrément de candidature de la SCIA SJF dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La candidature de la société SCIA SJF est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain dans la ZAC Parc 2000 extension. Les utilisateurs finaux sont la société ACT (cabinet d'architectes), la société JFP Constructions (entreprise de gros œuvre) et la société SCP PERROT AUDRIN POUJOL DUNIE-MERIGOT (clinique vétérinaire généraliste). Elle est candidate à l'acquisition du lot n°F1 d'une surface de 1 414 m².</p>	586

<p><b>N°D2014-253 - 11/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à un contrat de prestation de service avec l'association Collectif Koa</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association Collectif Koa, sise à Montpellier. Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation de la classe de maître de soundpainting de Walter Thompson, prévue le 25 avril 2014 de 9h30 à 20h30, en Salle Molière à Montpellier, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. Le marché prend effet le 25 avril 2014 et se terminera à l'issue de la représentation: Le montant du marché s'élève à 1202,02 € T.T.C.</p>	588
<p><b>N°D2014-254 - 03/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL - Pourvoi en cassation"</b></p> <p><b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'agglomération est confiée à la SCP Lyon-Caen et Thiriez près le Conseil d'Etat contre l'ordonnance de référé du Tribunal Administratif de Montpellier n°1400774 du 25 mars 2014 suspendant l'exécution de la décision du 6 février 2014 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de préempter la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.</p>	590
<p><b>N°D2014-256 - 11/04/14 - Direction de la Culture</b></p> <p><b>Décision relative à un accord-cadre n°3561DC14 pour le transport des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération</b></p> <p><b>Objet :</b> Un accord-cadre n°3561DC14 pour le transport des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est passé avec les sociétés OMC Déménagements domiciliée à COURNONTERRAL et RIVES DI COSTANZO domiciliée à TOULOUSE. Cet accord-cadre, sans minimum et avec un maximum de 14 000 € H.T./an est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification, renouvelable 2 fois par période de 1 an.</p>	591
<p><b>N°D2014-257 - 08/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative à un marché n°3465 RI 13, accès Internet du siège, hébergement et maintenance des sites et applications Internet</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société OVEA sis 34070 Montpellier. Ce marché concerne l'accès internet, hébergement et maintenance des sites et applications internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de la notification pour une période initiale de 1 an. Le marché peut être reconduit pour 1 an. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 50 000 € H.T et le montant maximum annuel à 99 999 € H.T.</p>	593
<p><b>N°D2014-258 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative au marché n° 3132bisDC13 de "Travaux de scénographie et muséographie du Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Relance du lot n° 16 : médiations et soclage"</b></p> <p><b>Objet :</b> Un marché n° 3132bisDC13 est passé avec la société AE3 sise à Nîmes (30). Il concerne les travaux de scénographie et muséographie du Musée de l'Histoire de la France en Algérie avec la relance du lot n° 16 : médiations et soclage. Le délai d'exécution du marché s'intègre dans un délai global pour tous les lots de 13 mois, avec démarrage de la période de préparation et des travaux par ordre de service. Le montant du lot n° 16 s'élève à 110 650 € H.T. soit 132 780 € T.T.C.</p>	595
<p><b>N°D2014-259 - 08/04/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b></p> <p><b>Décision relative à l'attribution de la mission « Reconnaissances géotechniques » pour l'extension de la ligne 1 du tramway dans le cadre de l'opération OZ Nature urbaine</b></p> <p><b>Objet :</b> Le marché a pour objet l'exécution d'une mission de "Reconnaissances géotechniques", pour les études et la réalisation de la prolongation de la 1ère ligne de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France ». Il s'agit d'un marché à bons de commande (mini 30 k€ - maxi 180 k€). Il est attribué pour une durée de 48 mois à la Société HYDROGEOTECHNIQUE.</p>	597
<p><b>N°D2014-260 - 09/04/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p> <p><b>Décision relative au marché n° 3478DC13 de "Travaux pour l'approvisionnement en eau de mer de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot 1: voirie et réseau humides avec option et lot 2 : réseaux secs"</b></p>	599

<p><b>Objet :</b> Un marché n° 3478DC13 est passé, pour le lot n° 1 "voirie et réseaux humides", avec la société BRAULT M.T.P. sise à Vendargues et pour le lot 2 "réseaux secs" avec la société Allez et Cie sise à Lunel. Il a pour objet les travaux d'approvisionnement en eau de mer de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot 1: voirie et réseau humides avec option et lot 2 : réseaux secs. Il prendra effet à compter de la date fixée par ordre de service et durera, pour chaque lot, un mois et deux semaines. Le montant global du lot n° 1 est de 75 720,30 € H.T. soit 90 864,36 € T.T.C. décomposés comme suit : le montant de la solution de base est de 71 509, 50 € H.T. et celui la prestation supplémentaire ou alternative n° 1 est de 4 210,80 € H.T. Le montant global du lot n° 2 est de 29 960,06 € H.T. soit 35 952, 07 € T.T.C.</p>	
<p><b>N°D2014-261 - 11/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché n° 3341bisDC13 de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Planétarium Galilée</b></p>	601
<p><b>Objet :</b> Un marché de maîtrise d'œuvre pour des travaux de rénovation du planétarium Galilée est conclu avec l'agence ARSCENES, pour un montant de 25 068,98 € HT pour la tranche ferme, et 26 939,80 € H.T pour la tranche conditionnelle n°1.</p>	
<p><b>N°D2014-262 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un marché n°3547DC14 de contrôle technique et CSPS relatifs à la dernière phase des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse</b></p>	603
<p><b>Objet :</b> Un marché n°3547DC14 d'études relatives à la dernière phase des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse est conclu pour le lot n°1 : Contrôle technique, avec la société APAVE, pour un montant de 8 240 € H.T. pour la tranche ferme, et 4 300 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1, et pour le lot n°2 : CSPS, avec la société QUALICONSLT, pour un montant de 1 940 € H.T. pour la tranche ferme, et 1 240 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1.</p>	
<p><b>N°D2014-264 - 09/04/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à la signature de l'avenant de transfert relatif au marché n°2363DC10 lots n° 17 et 18 : Achat de livres, partitions et éditions adaptées pour le réseau des médiathèques</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de la liquidation judiciaire du Gie Librairies Privat titulaire du marché N° 2363DC10 lots 17 et 18, il convient de conclure un avenant de transfert en faveur de la SAS BIBLIOTECA déclarée repreneur, par l'ordonnance en date du 11 février 2014.</p>	605





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3531 de prestations de service avec la société Prédic Services pour l'aide à la décision en vue de la gestion des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 28 et 35-II alinéa 8,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté A2012-20 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER, dans le domaine « Lutte contre les inondations»,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de désigner une entreprise en vue de la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire, prestation ne pouvant être confiée qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques et tenant à la protection de droits d'exclusivité dont il dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestations de service est passé avec la société PREDICT SERVICES, Parc Mermoz, 20 rue Didier Daurat, 34170 Castelnau le Lez, en vue de la gestion en temps réel des risques hydrométéorologiques sur le territoire communautaire.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une assistance en temps réel 24h/24h et 7j/7 aux services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et à ses communes membres pour aider à gérer les risques hydrométéorologiques à travers des informations expertisées permettant d'anticiper les phénomènes générateurs d'inondations fluviale et par ruissellement, mais aussi générateurs de tempête, de submersion marine ou de fortes chutes de neige et d'accompagner la mise en œuvre à bon escient des actions de sauvegarde face à ces phénomènes à risque.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa date de signature. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 31 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté nA2012-20 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-818
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNCA4922-CC

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Lutte contre les Inondations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
du Domaine Public - Musée Fabre - Association Champ Libre**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> édition du Festival des Architectures Vives organisée par l'Association Champ Libre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par l'Association Champ Libre afin d'occuper des locaux du musée Fabre de Montpellier Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention ci-jointe, l'occupation par l'Association Champ Libre de locaux situés au musée Fabre de Montpellier Agglomération, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles.

**ARTICLE 2** : L'occupation concerne la cour de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran, Département des Arts décoratifs du musée Fabre de Montpellier Agglomération, situé 6 bis rue Montpelliéret à Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est autorisée du 5 au 16 juin 2014.

**ARTICLE 4** : Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-838
Reçue en Préfecture le	29/04/14
Affichée le	30/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC175245

Fait à Montpellier, le 28/04/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de 13- films auprès de l'Association ATTITUDE.**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine "Culture et Enseignement Artistique",
- VU la politique de valorisation des films régionaux et locaux conduite par le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération.
- CONSIDERANT** que la numérisation de films s'inscrit dans la politique susvisée.
- CONSIDERANT** que l'Association ATTITUDE propose de vendre les droits non commerciaux et non exclusifs de 13 films.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec l'Association ATTITUDE .

**ARTICLE 2 :** Le contrat de l'achat des droits auprès de L'Association ATTITUDE est conclu pour une durée de 10 ans pour la somme forfaitaire de 4600 euros.

**ARTICLE 3** Le contrat concerne pour l'Association ATTITUDE l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs des 13 films suivants : "Languedocalifornia", "Vagabond revient", "We bgirlz", "Boty History", "Backstage BOTY 2010", "Finale Battle of the year France 2013", "Finale Battle of the year France 2008", "Finale Battle of the year France 2009", "Finale Battle of

the year France 2010", "Finale Battle of the year France 2011", "Finale Battle of the year France 2012", "Finale Battle of the year International 2011", "Finale Battle of the year International 2012".

**ARTICLE 4** Nicole BIGAS Vice Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté 2012-29 du 10 avril 2012 portant de signature.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-854
Reçue en Préfecture le	29/12/14
Affichée le	30/11/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 175600

Fait à Montpellier, le

28/12/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une mission de contrôle technique en vue de la conception et réalisation de l'Intercepteur Est . Tranche 5. Avenue de la Pompignane AVENANT N° 1**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis Pouget en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant avec le Bureau Alpes Contrôles pour l'augmentation des temps passés de son programme d'études dans le cadre de la modification du programme des travaux tel que défini par la délibération n°11600 du 23 mai 2013,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°2882EA12 de Contrôle Technique est passé avec le Bureau Alpes Contrôles – ZAC Garosud – 494, rue de la Jasse de Maurin – 34070 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'augmentation de la rémunération du bureau de contrôle suite à la modification du programme de l'opération.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 5 681,00 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 43 681,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur Louis POUGET Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2013-23 du 10 avril 2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-866
Reçue en Préfecture le	11/02/14
Affichée le	11/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC175800-AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

M. L. POUGET

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de locaux situés 329 rue Léon Blum à Montpellier,  
au 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Coupole Sud et de 11 places de parking**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine «Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- VU l'avis de France Domaines en date du 5 juin 2013,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions d'intérêt général et du développement de ses services, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a besoin de nouveaux locaux à usage de bureau,,
- **CONSIDERANT** que la société Squirrel (SCI), dont le siège est situé 254 rue Michel Teule à Montpellier, est vendeur de locaux à usage de bureau et de places de parking situés dans l'immeuble « Coupole sud » au 329 rue Léon Blum, 34 000 Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier signe un acte d'acquisition avec la SCI Squirrel portant sur deux locaux à usage de bureau et de 11 places de parking.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération fait l'acquisition dans l'immeuble Coupole Sud situé rue Léon Blum de deux locaux à usage de bureau, identifiés lot 205, situé au 4<sup>ème</sup> étage d'une superficie de 368 m<sup>2</sup> et lot 217 situé au 5<sup>ème</sup> étage d'une superficie de 141 m<sup>2</sup>, ainsi que de 11 places de stationnement, identifiées lot n° 5202, 5203, 5204, 5207, 5208, 5209, 5233, 5234, 5343, 5344 et 5345 dans l'immeuble «Coupole Sud» volume 51 situé rue Léon Blum.

**ARTICLE 3 :** Le montant de l'acquisition est de 1 172 000 euros H.T. conformément à l'avis des domaines.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer l'acte d'acquisition visé à l'article 1, conformément à l'arrêté n°2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-874
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Tmc 175894-AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Adesso E Sempre - Théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Adesso E Sempre à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 26 décembre 2013 au 26 janvier 2014 et du 12 au 20 avril 2014 inclus.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-875
Reçue en Préfecture le	11/02/14
Affichée le	11/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 175891 AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TITRE II



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire  
à la Compagnie Soliloque Théâtre - Théâtre du Hangar**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, [],
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Soliloque Théâtre à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier afin d'y répéter un spectacle.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 6 au 19 janvier 2014 inclus.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-878
Reçue en Préfecture le	11/02/14
Affichée le	11/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UC175920A

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative concernant la régie d'avances  
du Musée de l'Histoire de la France en Algérie**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux dans leur version issue du décret 2005-1601 du 19 décembre 2005,
- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n° 2011-122 en date du 15 mars 2011, portant création d'une régie d'avances auprès du Musée de l'Histoire de la France en Algérie, située 66 allée Joseph Bonnier de la Mosson -34080 Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 3 décembre 2013, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement du Musée de l'Histoire de la France en Algérie, il convient de compléter la liste des dépenses autorisées.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La régie prend en charge les dépenses suivantes :

- Achat de matériel d'emballage, frais de livraison et prestations de courses, achat de petites fournitures, consommables et petit matériel.
- Achat de magazines, revues, presse.
- Achat de petite restauration, boissons et consommables.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-880
Reçue en Préfecture le	29/02/14
Affichée le	30/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 175933

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la conclusion d'un contrat pour  
l'action de formation CAP CROISSANCE 2014**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 2010-9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9869 du 2 décembre 2010 relative, notamment, aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la nécessité de lancer une procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des marchés publics publiée le 4 septembre 2013 pour l'action de formation **Cap CROISSANCE**,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Des contrats sont conclus pour l'accompagnement des entreprises dans le cadre de l'action de formation **Cap Croissance** :

- **Lot n°1 «Web marketing** » - avec la société MERKUTIO, 1 rue Monteil – 34090 Montpellier
- **Lot n°2 «Négociation – Vente Grands comptes**» - avec la société EVCS, 4 rue Germain Nouveau – 13790 ROUSSET
- **Lot n°3 «Développement international - Export**» - avec la société DYNEIS, 180 rue de Galata – 34000 Montpellier

**ARTICLE 2** : Ces contrats concernent le programme de formation d'actions collectives proposé, par le BIC Cap Alpha - Cap Oméga pour l'année 2014, aux entreprises accompagnées,

**ARTICLE 3 :** Les contrats prennent effet à compter de leur notification et pour une durée de dix mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant total de la prestation s'élève à quarante mille six cent quatre vingt euros H.T. soit quarante huit mille huit cent seize euros T.T.C. réparti comme suit :

- Lot n°1 : treize mille cinq cent quinze euros H.T soit seize mille deux cent dix huit euros T.T.C.
- Lot n°2 : treize mille six cent cinquante euros H.T soit seize mille trois cent quatre vingt euros T.T.C.
- Lot n°3 : treize mille cinq cent quinze euros H.T soit seize mille deux cent dix huit euros T.T.C.

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 929.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2010-3083 du 2 décembre 2010 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-885
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	LNC 176017-CE

Fait à Montpellier, le 28/03/2014  
M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative au marché de traitements de conservation-restauration sur des objets archéologiques**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 11356 du 17 janvier 2013 relative à l'élection de Madame Josette CLAVERIE en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2012-61 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Josette CLAVERIE dans le domaine « Archéologie, Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et Culture Occitane »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de préserver et valoriser les objets archéologiques conservés par le musée Henri Prades,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché alloti et à bon de commande de conservation-restauration est conclu avec :

- lot 1 : Coopérative d'activités MINES DE TALENTS, 131, impasse des Palmiers, 30319 Arles cedex,
- lot 2 : Association MATERIA VIVA, 27, rue Bernard Délicieux, 31200 Toulouse.

**ARTICLE 2** : ces marchés ont pour objet :

- lot 1 : Traitements de conservation-restauration d'objets en céramique,
- lot 2 : Traitements de conservation-restauration d'objets en métal.

**ARTICLE 3** : les marchés prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 4 ans.

**ARTICLE 4** : le montant des marchés à bons de commande est compris :

- entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 44 000 € H.T. pour le lot 1 ;
- entre un seuil minimum de 10 000 € H.T. et un seuil maximum de 45 000 € H.T. pour le lot 2.

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :** Madame Josette CLAVERIE, Vice-présidente déléguée à l'Archéologie, au Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades, et à la Culture Occitane, est autorisée à signer les marchés visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-61 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-892
Reçue en Préfecture le	06/02/14
Affichée le	06/02/14
Notifiée le	
Identifiant	NC 176125-AJ

Fait à Montpellier, le

06/02/14

Mme J. CLAVERIE



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée dans le domaine Archéologie,  
Site archéologique Lattara, Musée Henri  
Prades et Culture Occitane

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une contrat de location entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TEC4H concernant un local situé au 515 rue Alfred Nobel à Montpellier.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président (ou Conseiller(ère)),
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n° A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses missions de développement économique, souhaite participer au développement de la filière santé et médicale,
- **CONSIDERANT** que la société TEC4H, dont le siège sociale est située 515 rue Alfred Nobel, 34070 Montpellier et représentée par monsieur Jean-Luc DUMAS en qualité de président, à pour domaine d'activité le développement d'appareils médicaux,
- **CONSIDERANT** que la société TEC4H est à la recherche d'un local,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de location est conclu entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société TEC4H.

**ARTICLE 2** : Le contrat de location concerne un local d'une superficie de 52 m<sup>2</sup> (cinquante deux mètres carrés) situés au 515 rue Alfred Nobel, Parc du Millénaire, sur la parcelle cadastrée RX 32 à Montpellier (34070).

**ARTICLE 3** : Le contrat de location est conclu pour 1 an et prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**ARTICLE 4** : Le contrat fixe un loyer annuel de 4379,08 €HT et hors charges, payable trimestriellement par virement bancaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président(e) délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-893
Reçue en Préfecture le	29/01/14
Affichée le	30/01/14
Notifiée le	
Identifiant	CNC 176146

Fait à Montpellier, le

28/1/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention avec la MHSC concernant la vente de billet de football**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les décisions de création de régie n°2003-206 modifiée, n°2003-207 modifiée, n°2003-209 modifiée, n°2003-210 modifiée, n°2005-58 modifiée, n°2005-61 modifiée, n°2005-433 modifiée, n°2005-434 modifiée, n°2006-381 modifiée, n°2006-681 modifiée et n°2007-538 modifiée,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation,
- **CONSIDERANT** la nécessité, dans le cadre de la démultiplication des services publics et pour l'intérêt des usagers, de mettre en œuvre la vente de billets d'entrée pour les rencontres du Montpellier Hérault Sport Club par les Maisons de l'Agglomération ainsi que la gestion des régies qui y sont associées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est conclue entre la SASP Montpellier Hérault Sport Club et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Les ventes sont réalisées auprès des détenteurs de la carte Pass'Agglo, au sein des onze Maisons de l'Agglomération, dans le cadre du partenariat Pass'Agglo passé avec le club. Elles ne concernent que les billets des matchs joués par le club au Stade de la Mosson et d'une valeur de 4 euros.

**ARTICLE 3** : La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans.

**ARTICLE 4** : Cette convention est conclue pour le montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 1000 euros.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-894
Reçue en Préfecture le	0 4 AVR. 2014
Affichée le	0 4 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	3mc176148cc

Fait à Montpellier, le

0 4 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention avec TaM/TRANSDEV**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les décisions de création de régie n°2003-206 modifiée, n°2003-207 modifiée, n°2003-209 modifiée, n°2003-210 modifiée, n°2005-58 modifiée, n°2005-61 modifiée, n°2005-433 modifiée, n°2005-434 modifiée, n°2006-381 modifiée, n°2006-681 modifiée et n°2007-538 modifiée,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation,
- **CONSIDERANT** la nécessité, dans le cadre de la démultiplication des services publics et pour l'intérêt des usagers, de mettre en œuvre la vente des titres émis par le Groupement Momentané d'Entreprise TaM/TRANSDEV Montpellier au sein du réseau des maisons d'agglomération, ainsi que la gestion des régies qui y sont associées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention est conclue entre le Groupement Momentané d'Entreprise TaM/TRANSDEV Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Les ventes de titres sont réalisées au sein des Maisons de l'Agglomération, par le biais de machines Terminal Point de Vente Simplifié. Elles concernent des titres magnétiques de transport, des abonnements : mensuels subventionnés, annuels ou commerciaux non subventionnés. A ces ventes s'ajoutent la réalisation de contrats de location VéloMag longue durée.

**ARTICLE 3 :** La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans.

**ARTICLE 4 :** Cette Convention est conclue pour un montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 3000 euros.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2013-895
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 176 344 - CC

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3479 DC13 de restauration et conservation ponctuelles d'oeuvres du musée Fabre de Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du codes des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques»,

**CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché de restauration et de conservation des œuvres du musée Fabre à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestations de services, alloti et à bon de commande, n°3479DC13 est conclu avec :

- lot 1 : Anne Baxter, 6 Chemin des Aires, 34170 Castelnau le Lez
- lot 2 : Eric Ouley, Cité Guynemer, Longueville, 81600 Gaillac
- lot 3 : Sébastien David, 12 rue Aimé Bardou, 37210 Vernou sur Brenne

**ARTICLE 2** : Ces marchés concernent :

- lot 1 : Restauration ponctuelle d'œuvres peintes sur toile ou sur bois,
- lot 2 : Restauration ponctuelle d'œuvres graphiques,
- lot 3 : Restauration ponctuelle de cadres.

**ARTICLE 3** : Les marchés prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant des marchés s'élève à :

- lot 1 : 170 € H.T. par demi-journée, avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T.
- lot 2 : 180 € H.T. par demi-journée, avec un seuil minimum de 4 000 € H.T. et un seuil maximum de 12 000 € H.T.
- lot 3 : 235 € H.T. par demi-journée, avec un seuil minimum de 7 000 € H.T. et un seuil maximum de 21 000 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer les marchés visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-896
Reçue en Préfecture le	m1621m4
Affichée le	m1621m4
Notifiée le	
Identifiant	UNC176162-AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguee à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°2195 cartographie des relais informations services (RIS). Avenant de transfert n°2**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame H. QVISTGAARD en qualité de Vice-Présidente disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2012-33 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Madame H. QVISTGAARD dans le domaine « Voirie, Jalonnement »,
- VU le marché n°2195 concernant la mission de cartographie des Relais Informations Service
- VU la cession, du marché 2195 TV 10 à la société Grontmij Parera immatriculée sous le n° RCS 351521778 dans le cadre d'un changement de dénomination sociale.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant de transfert n°2 au marché n°2195 doit être passé en vue du transfert à la société Grontmij Parera des prestations exercées jusqu'alors par Ginger Parera.

**ARTICLE 2** : Madame H. QVISTGAARD Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-33 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-906
Reçue en Préfecture le	m102114
Affichée le	m102114
Notifiée le	
Identifiant	INC 176223

Fait à Montpellier, le 06/02/14

Mme H. QVISTGAARD

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant pour le marché n°3053 MG  
13, fourniture et livraison sur les sites de fioul. Avenant n°1.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur P. MAUREL en qualité de Vice-Président ou Conseiller disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur P. MAUREL dans le domaine « Contentieux; Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°1 pour la fourniture et livraison de Fioul,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3053 est passé avec la société charvet La Mure Bianco à Villars.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne la fourniture et livraison de Fioul.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 9000 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 69 000€ H.T.

**ARTICLE 5 :** Monsieur P. MAUREL Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-907
Reçue en Préfecture le	27/02/14
Affichée le	27/02/14
Notifiée le	
Identifiant	inc 176226-AJ

Fait à Montpellier, le 27/02/2014

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Convention de partenariats avec la CAF de l'Hérault**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT**, qu'il convient de passer un contrat avec la CAF de l'Hérault en vue d'envoyer des entrées gratuites à des familles défavorisées pour lesquelles seule la CAF a connaissance des données individuelles nécessaires.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat est passé avec la CAF de l'Hérault.

**ARTICLE 2** : Cette prestation concerne l'envoi par la CAF d'environ 2937 courriers représentant l'envoi de 9 300 entrées gratuites le 27 décembre 2013, offertes par la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux familles bénéficiaires du RSA activité résidant dans les 31 communes de la Communauté d'agglomération de Montpellier, pour des équipements communautaires ludiques, sportifs ou culturels,

**ARTICLE 3** : la prestation prend effet à la date de signature de la convention et se termine le 23 décembre 2013.

**ARTICLE 4** : Le montant de la prestation est estimée 2900€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisé à signer la convention visée à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2013-909
Reçue en Préfecture le	19/12/13
Affichée le	20/12/13
Notifiée le	
Identifiant	unc176236

Fait à Montpellier, le 19/12/13

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SP  
5-6-7 et 8 Rue Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de parcelles sises rue Fontaine de la Banquière à Montpellier (34000), cadastrées section SP 5-6-7 et 8, situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière » du projet Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV, qui supportent un bâtiment principal édifié en 1937 et des bâtiments annexes.
- **CONSIDERANT** que l'ancien propriétaire a libéré les lieux et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâti situé sur les parcelles cadastrées section SP 5-6-7 et 8, sises rue Fontaine de la Banquière à Montpellier (34000).

**ARTICLE 2 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à L'Urbanisme et à la Politique Foncière est autorisé à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-911
Reçue en Préfecture le	05.02.14
Affichée le	05.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1762 43

Fait à Montpellier, le 06/02/14  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3516CO13 - Référencement et suivi statistiques des sites Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Barrandon en qualité de Vice-Président(e) (ou Conseiller(ère) disposant d'un mandat spécial),
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-9 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Barrandon dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT,**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3516CO13 est passé avec la société OVEA.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le référencement et le suivi statistiques des sites internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier .

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2014. Sa durée est de un an renouvelable trois fois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 6 870,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Barrandon Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-9 du 17 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-912
Reçue en Préfecture le	29/1/14
Affichée le	30/1/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC176247

Fait à Montpellier, le 28/1/14

M. A. BARRANDON



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## **Décision relative à la signature d'un marché n°2127513.01 de contrôle technique en phase de conception et de réalisation de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement
- Vu la délibération du 29 septembre 2011 confiant à la SERM un mandat complémentaire n°2763 pour la réalisation des travaux de reconstruction de l'atelier sinistré lors de l'incendie du 13 septembre 2010 ainsi que les travaux de confortement des installations de prévention incendie de l'unité AMETYST.

**CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de désigner un contrôleur technique pour les phases de conception et de réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier.**

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 2127S13.01 de prestations intellectuelles est conclu avec la société QUALICONSLT sise bat 18, 1025 rue Henri BEQUEREL, 34 000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation de prestations de contrôle technique en phases de conception et de réalisation pour les travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST à Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 13 mois hors période de parfait achèvement.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 18 380,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Thierry LAGET, en qualité de Directeur Général de la SERM, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément au mandat complémentaire n°2763 portant délégation de signature. .

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-913
Reçue en Préfecture le	29/04/14
Affichée le	30/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UCM6250

Fait à Montpellier, le

28/04/14

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3523 DC 13 d'aménagements scénographiques de l'exposition temporaire 'Les Iapodes'**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 11356 du 17 janvier 2013 relative à l'élection de Madame Josette CLAVERIE en qualité de Vice-présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2012-61 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Josette CLAVERIE dans le domaine « Archéologie, Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades et Culture Occitane »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de valoriser l'archéologie protohistorique et d'élargir son public en proposant du 14 mars au 8 septembre 2014 une exposition temporaire consacrée aux Iapodes, civilisation méconnue de l'Âge du Fer croate, dans le cadre du programme "Culture 2007-2013" de l'Union européenne, au musée Henri Prades,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : un marché d'aménagements scénographiques de l'exposition temporaire est passé avec la société ISF Méditerranée, 113, rue Georges Onslow, ZA Garosud – CS 68114, F-34075 MONTPELLIER CEDEX 3.

**ARTICLE 2** : ce marché consiste en la réalisation des aménagements scénographiques dans la salle d'exposition ainsi qu'en la réalisation de la signalétique.

**ARTICLE 3** : le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 9 mois.

**ARTICLE 4** : le montant global du marché est de 33 141,69 € H.T., décomposé comme suit :

- tranche ferme : 23 940,16 € H.T.
- tranche conditionnelle n°1 : 6 240,00 € H.T.
- tranche conditionnelle n°2 : 195,00 € H.T.
- tranche conditionnelle n°3 : 1 778,53 € H.T.



- tranche conditionnelle n°4 : 988,00 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Madame Josette CLAVERIE, Vice-présidente déléguée à l'Archéologie, au Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades, et à la Culture Occitane, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-61 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-914
Reçue en Préfecture le	29/02/14
Affichée le	30/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176257

Fait à Montpellier, le 28/02/14

Mme J. CLAVERIE



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée dans le domaine Archéologie,  
Site archéologique Lattara, Musée Henri  
Prades et Culture Occitane

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention avec la SAEM  
ENJOY aujourd'hui dénommée Montpellier Events**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les décisions de création de régie n°2003-206 modifiée, n°2003-207 modifiée, n°2003-209 modifiée, n°2003-210 modifiée, n°2005-58 modifiée, n°2005-61 modifiée, n°2005-433 modifiée, n°2005-434 modifiée, n°2006-381 modifiée, n°2006-681 modifiée et n°2007-538 modifiée
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser, au sein des services de la Communauté, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation,
- **CONSIDERANT** la nécessité, dans le cadre de la démultiplication des services publics et pour l'intérêt des usagers, de mettre en œuvre la vente de billets d'entrée pour certains salons, foires et manifestations se déroulant au Parc des Expositions, par les Maisons d'Agglomération ainsi que la gestion des régies qui y sont associées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est conclue entre la SAEM Montpellier Events et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Les ventes électroniques, via le site Internet Digitik, sont réalisées au sein des Maisons de l'Agglomération. Elles concernent des billets et Pass d'entrée aux tarifs en vigueur pour la Foire Internationale de Montpellier, les salons Equisud, Créativa, Habitat et l'Open Sud de France se déroulant au Parc des Expositions et à la Park&Suites Aréna, situés à PEROLS (34470) Route de la Mer.

**ARTICLE 3** : La durée de la convention est d'un an à compter de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction mais sa durée totale ne peut excéder trois ans.

**ARTICLE 4** : Cette Convention est conclue pour un montant d'1 euro symbolique. Le montant maximum de l'encaisse ne pourra excéder 3000 euros.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-920
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 176 351-CC

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section ZD n° 424 - Commune de Montaud

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation; d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **CONSIDERANT** que la commune de Montaud, propriétaire de la parcelle susvisée, a donné son accord par délibération du conseil municipal en date du 14 novembre 2013 pour une cession gratuite de ladite parcelle à la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire pour permettre la mise en sécurité d'un poste de relèvement des eaux usées,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la Commune de Montaud, représentée par son Maire Monsieur Pierre COMBETTES, la parcelle sise ZD n° 424 lieu dit « les Prés » Commune de Montaud, d'une contenance de 58m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie et acceptée à titre gratuit, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-921
Reçue en Préfecture le	29/04/14
Affichée le	30/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176368

Fait à Montpellier, le

28/11/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Planétarium GALILEE

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux dans leur version issue du décret 2005-1601 du 19 décembre 2005,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision n° 2003-88 modifiée, en date du 24 mars 2003, portant création d'une régie de recettes et d'avances auprès du Planétarium Galilée, situé allée Ulysse, Odysseum à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 17 décembre 2013, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement du Planétarium Galilée, il convient de compléter le mode de recouvrement des recettes.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire,
- au moyen de chèques bancaires ou assimilés,
- par cartes bancaires,
- système «monéo»,
- par chèques vacances,
- par internet,
- par le reversement des droits d'entrées encaissés par la société GETATICKET.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-924
Reçue en Préfecture le	29/1/14
Affichée le	30/1/14
Notifiée le	
Identifiant	urc 176379

Fait à Montpellier, le

28/1/14

M. J. P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3473 CO 13, adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur A. BARRANDON en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-9 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur A. BARRANDON dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour l'adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Mediameeting sis à Toulouse.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'adaptation sonore de la publication mensuelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification jusqu'au 31/12/2014. Le marché pourra être reconduit pour une période de 1 an sans que ce délai ne puisse excéder le 31/12/2015.

**ARTICLE 4** : Le montant minimum du marché s'élève à 30 000 € H.T et le maximum à 90 000 € H.T.

**ARTICLE 5** : Monsieur A. BARRANDON Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-9 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2013-927
Reçue en Préfecture le	29/02/14
Affichée le	30/02/14
Notifiée le	
Identifiant	lnc 176399

Fait à Montpellier, le 28/02/14

M. A. BARRANDON



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à un marché de service - Enlèvement des tags et graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels - n° 3520DC13**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques »,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de conclure un marché pour l'enlèvement des tags et graffitis et le traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de fournitures et services n°3520DC13 – enlèvement des tags, graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels est passé avec SAS CIEL VERT.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'enlèvement des tags, graffitis et traitement des surfaces extérieures des bâtiments culturels.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible deux fois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 17 488,00 € H.T. annuel. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-29 du 10/04/2012 portant délégation de signature.


**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-931
Reçue en Préfecture le	17 MARS 2014
Affichée le	17 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 176449 - AV

Fait à Montpellier, le

05 MARS 2014

Mme N. BIGAS

  
 Vice-Présidente de la Communauté  
 d'Agglomération de Montpellier,  
 déléguée à la Culture, Enseignements  
 Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché d'assistance à Maitrise d'oeuvre pour la maintenance des ascenseurs pour les établissements de la direction de la Culture - 3453DC13**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de recourir à une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la maintenance des ascenseurs des bâtiments culturels,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3453DC13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la maintenance des ascenseurs des bâtiments culturels est passé avec A2C - MAUGUIO.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la maintenance des ascenseurs de bâtiments culturels.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 2 fois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 13 586 € H.T. annuel. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-29 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-934
Reçue en Préfecture le	17 MARS 2014
Affichée le	17 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imx 176463-AU

Fait à Montpellier, le 05 MARS 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition  
temporaire à la compagnie Je Pars à Zart - Théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la compagnie Je Pars A Zart à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle .

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit du 27 janvier au 11 février 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-936
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177 028

Fait à Montpellier, le 25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle *Las aurelhas del diable* - Théâtre de la Vista**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Las aurelhas del diable* diffusé du 29 janvier au 2 février 2014 au théâtre de La Vista.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie La Rampe TIO et le Théâtre de La Vista.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923

**ARTICLE 4 :** Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-939
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 146730-AU

Fait à Montpellier, le

05 MARS 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Philippe  
- Théâtre Jacques Coeur - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Philippe* diffusé le 1<sup>er</sup> février 2014 au Théâtre Jacques Cœur de Lattes.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie La Faction et la commune de Lattes, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 200 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-940
Reçue en Préfecture le	01/02/2014
Affichée le	01/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC176733

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Baballe - Théâtre La Vista**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Baballe* diffusé du 5 au 9 février 2014 au Théâtre La Vista.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Cheese Cake et le Théâtre La Vista, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 800 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-941
Reçue en Préfecture le	11/02/2014
Affichée le	11/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	UC176739_AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'achat du spectacle Dans la gueule du gnou - Théâtre La Vista

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Dans la gueule du gnou* diffusé du 6 au 16 mars 2014 au Théâtre La Vista.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Blabla Productions et le Théâtre La Vista, diffuseur .

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 200 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-942
Reçue en Préfecture le	7/02/2014
Affichée le	7/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176750-11

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle La Boum - Théâtre La Vista**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *La Boum* diffusé du 3 au 6 avril 2014 au Théâtre La Vista.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec l'association Collectihihif et le Théâtre La Vista, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 800 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.


**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-944
Reçue en Préfecture le	M 102/2014
Affichée le	M 102/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176761 - AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
délégée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'achat du spectacle Total local poétic club - La Chapelle

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Total local poétic club* diffusé le 15 mars 2014 à La Chapelle..

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec l'association Elvire et l'association Music Events – La Chapelle, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-945
Reçue en Préfecture le	M 102114
Affichée le	M 102114
Notifiée le	
Identifiant	UNC M6768 - AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle "Louise, elle est folle" - Théâtre le Carré Rondelet**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Louise, elle est folle* diffusé du 20 au 23 mars 2014 au Théâtre Le Carré Rondelet.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Le Chien au Croisement et le Théâtre Le Carré Rondelet, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-946
Reçue en Préfecture le	M102114
Affichée le	M102114
Notifiée le	
Identifiant	UCM6799-AU

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS




Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Les Candidats - Théâtre  
du Chai du Terral de la Commune de Saint Jean de Védas.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Les Candidats* diffusé le 12 avril 2014 au Théâtre du Chai du Terral de Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Machine Théâtre et la Commune de Saint Jean de Védas, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-947
Reçue en Préfecture le	11/02/14
Affichée le	11/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC M67 83-AJ

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS




Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguee à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Le Cabaret  
de Sherlock Holmes - Murviel lès Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Le Cabaret de Sherlock Holmes* diffusé le 21 février 2014 à Murviel lès Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie du Capitaine et l'Association Art Mixte, diffuseur.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 2 100 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4 :** Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-948
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 146785_AU

Fait à Montpellier, le

05 MARS 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3553DS14 de prestations à la société MONTPELLIER EVENTS en vue du tournoi de tennis Open Sud de France à l'ARENA.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,

**CONSIDÉRANT** que, dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise le développement du sport de haut niveau,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite être associée au tournoi de tennis OPEN SUD de FRANCE à l'ARENA, site géré par la société MONTPELLIER EVENTS, société d'économie mixte locale,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de mettre en place un partenariat concernant les actions de communication et de promotion dans le cadre de tournoi de tennis OPEN SUD de FRANCE,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3553DS14 de prestations de services est passé avec la société MONTPELLIER EVENTS, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics mettant en œuvre une procédure adaptée sans mise en concurrence et sans publicité.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne des prestations de services dans le cadre d'un partenariat événementiel pour le tournoi de tennis OPEN SUD de FRANCE.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin au dernier jour du tournoi de tennis, soit le 9 février 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 150 000,00 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jacques MARTIN, Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-950
Reçue en Préfecture le	30/02/14
Affichée le	30/02/14
Notifiée le	
Identifiant	INC 176838 AU

Fait à Montpellier, le 29/02/14

M. J. MARTIN



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition des parcelles  
cadastrées SP 10 et 11 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n°A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la promesse de vente en date du 5 juillet 2013 par laquelle l'Indivision ALFANO accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parcelles cadastrées SP n° 10 pour une contenance totale de 1 439 m<sup>2</sup> supportant une maison d'habitation libre d'occupation et SP N° 11 pour une contenance totale de 5 374 m<sup>2</sup> supportant un bâtiment commercial loué, au prix de 1 840 200 euros toutes indemnités comprises,
- VU l'avis de France domaine en date du 8 avril 2013,
- **CONSIDERANT** que les parcelles concernées sont situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare Tgv sur le territoire de la commune de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision ALFANO des parcelles cadastrées SP n° 10 pour une contenance totale de 1 439 m<sup>2</sup> supportant une maison d'habitation libre d'occupation et SP N° 11 pour une contenance totale de 5 374 m<sup>2</sup> supportant un bâtiment commercial loué.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de un million huit cent quarante mille deux cents euros (1 840 200 €) toutes indemnités confondues, dont cent soixante-huit mille deux cents euros (168 200 €) d'indemnité de emploi.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2013-951
Reçue en Préfecture le	29/12/14
Affichée le	30/12/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 176835

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "requête 1305995-3 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1305995-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 décembre 2013 par Madame Héloïse Dautry contre : la décision de fixer un terme à son contrat de travail en date du 23 août 2013, ensemble le rejet du recours gracieux rejetant sa demande de contrat de travail à durée indéterminée prise par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et demandant une requalification de son contrat en contrat à durée indéterminée.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Guaer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-1
Reçue en Préfecture le	29.01.14
Affichée le	30.01.14
Notifiée le	
Identifiant	LNC 117035 - AU

Fait à Montpellier, le 28.01.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'este en justice "Fathia Guemar TGI "**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à este en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation en référé devant le Président du Tribunal de Grande Instance déposée par Madame Fathia Guemar, reçue à l'Agglomération le 24 décembre 2013 tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la deuxième ligne de tramway.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsoneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-2
Reçue en Préfecture le	29.02.14
Affichée le	30.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177065-AU

Fait à Montpellier, le 28.02.14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession d'un véhicule vétuste à l'Hôtel des ventes de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n°2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Maurel dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- **CONSIDERANT** que le Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Le véhicule immatriculé BR407FF à réformer est cédé à l'Hôtel des ventes, chemin de Poutingon à Montpellier, pour être vendu aux enchères.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-5
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UX 177069

Fait à Montpellier, le 06/02/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds et de surplomb - Parcelle SW 30 - Commune de Montpellier**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-21, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Christophe MORALES dans le domaine de l'Urbanisme et de la Politique Foncière,
- VU le projet de convention de servitude au profit de Electricité Réseau Distribution France (ERDF) dont le siège social est situé Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu à Paris La Défense Cedex (92085), autorisant l'implantation d'un pylône, le passage de conducteurs souterrain sur 8m environ et aériens sur 43m environ sur la parcelle sise Commune de Montpellier, cadastrée section SW n° 90, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la réalisation de la déviation de la RD 66, nécessaire à la construction des ouvrages d'arts ASF et CNM, impose la reconstruction du réseau haute tension aérien vers le poste Méjanelle avec déplacement d'un pylône, implantation de conducteurs en souterrain sur un linéaire d'environ 8m et en aérien sur un linéaire d'environ 43m,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage est consentie par la Communauté d'Agglomération à Electricité Réseau Distribution France, autorisant le déplacement d'un pylône, implantation de conducteurs en souterrain sur un linéaire d'environ 8m et en aérien sur un linéaire d'environ 43m, sur la parcelle sise Commune de Montpellier, cadastrée section SW n° 30.

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier moyennant une compensation forfaitaire et définitive de cinquante euros (50€),

**ARTICLE 3 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-6
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177645

Fait à Montpellier, le 06/02/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.)**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- **VU** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose actuellement d'un schéma directeur informatique 2013-2015 qui identifie la nécessité de mettre en œuvre une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.), que les notions de continuité de service et d'intégrité des données du système d'information sont, en particulier, une composante majeure de ce besoin et qu'elle est confrontée à une évolution importante de ses missions, la Collectivité souhaite réaliser un état des lieux organisationnel et technique de la sécurité de son système d'information,
- **VU** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 23 octobre 2013,
- **CONSIDERANT** la nécessité de recourir à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) est conclu avec la société SOGETI, Parc Cézanne 1, bâtiment A, 380 avenue Archimède, 13857 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3.

**ARTICLE 2** : Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :

- assister la Direction des Ressources Informatiques dans l'identification et l'analyse de ses enjeux sécurité,
- donner à la Direction Générale et à la Direction des Ressources Informatiques une vision exhaustive de la sécurité sur le périmètre choisi en établissant :
  - une analyse des enjeux et des risques encourus,

- un classement des risques encourus en fonction de leur impact et de leur probabilité,
- la mise en évidence des vulnérabilités et des lacunes organisationnelles et techniques de l'existant,
- prendre en compte les obligations légales en relation avec la sécurité des données et des systèmes et l'utilisation des ressources informatiques (confidentialité des données, traçabilité, authentification etc...),
- proposer un document cadre définissant des objectifs organisationnels et techniques, cohérents avec les enjeux et le contexte de la Collectivité pour poser les bases d'un système de management de la sécurité,
- proposer un plan d'actions sécurité sur trois ans pour la mise en place d'un système de management de la sécurité.

**ARTICLE 3 :** Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant 29 892 € HT (soit 35 870.40 € T.T.C. – TVA à 20%),
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de 40 000 € H.T. (soit 48 000 € T.T.C. – TVA à 20%).

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 900.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Pierre MAUREL, Vice-Président délégué, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-9
Reçue en Préfecture le	29/01/14
Affichée le	30/01/14
Notifiée le	
Identifiant	NC 177058 AU

Fait à Montpellier, le 27/01/14

M. P. MAUREL




Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société ARPM dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle Deloncle en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle Deloncle dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec : la société ARPM FRANCE, représentée par Monsieur Pascal GOURDOT a pour activité la fabrication de caissons réfrigérés ou isothermes. Actuellement locataire du lot A05, la société souhaite réduire sa surface car l'espace atelier actuel est inadapté. Elle est candidate à la location du lot A04 d'une surface totale de 145.07 m² pour une période de 5 mois date à laquelle intervient la fin de son bail actuel. La société prévoit 3 emplois à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société ARPM FRANCE représentée par Monsieur Pascal GOURDOT, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-11
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UC 177394

Fait à Montpellier, le 06/02/14  
M. J.-P. MOURE  
Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3468DS13 de nettoyage des locaux et tribunes du stade de la Mosson à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° 2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MARTIN dans le domaine « Sports »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de nettoyage des tribunes et surfaces annexes du stade de la Mosson à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3468DS13 de services est passé avec la société SUD SERVICE SAS, PA La Garrigue, 34 171 Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : La durée du marché court du 17 janvier 2014 (ou de sa date de notification si elle est postérieure) au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 3** : Le montant estimatif du marché s'élève à 76 632 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur MARTIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014,12
Reçue en Préfecture le	27/04/14
Affichée le	27/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC177126-AU

Fait à Montpellier, le 24/1/14



M. L. MARTIN  
Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU les articles L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société DIASYS TECHNOLOGIES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2006, 11 juillet 2007, 16 octobre 2008, 08 janvier 2009, 15 février 2010, 02 mars 2011, 01 février 2012, 02 octobre 2012, 04 février 2013, 24 avril 2013, 23 août 2013 et 28 novembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance, que la société DIASYS TECHNOLOGIES n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de six mois à compter de sa signature jusqu'au 22 juillet 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 188,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 268,44 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-13
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	42177436

Fait à Montpellier, le 06/02/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3348 MG 13,  
achat et livraison de fournitures d'imprimerie.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour l'achat et livraison de fournitures d'imprimerie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Imprimerie BONNIOL à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'achat et livraison de fournitures d'imprimerie.

**ARTICLE 3 :** Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification. Le marché pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de 2 reconductions.

**ARTICLE 4 :** Le montant minimum annuel du marché s'élève à 20 000 € H.T et le montant maximum annuel à 60 000 € H.T.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Pierre MAUREL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-14
Reçue en Préfecture le	27/01/14
Affichée le	27/01/14
Notifiée le	
Identifiant	4NC17718.4-AU

Fait à Montpellier, le 27/01/2014



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à un marché de travaux pour la réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignement Artistique »,

**CONSIDÉRANT** que la SERM agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé la construction de l'Aquarium Mare Nostrum,

**CONSIDÉRANT** qu'il est apparu nécessaire de réaliser une couverture métallique sur les machines climatiques de secours de l'aquarium Mare Nostrum à Montpellier,

**CONSIDÉRANT** la procédure menée par la SERM conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics,

**CONSIDÉRANT** le rapport d'analyse des offres établi le 5 décembre 2013,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de travaux pour la réalisation d'une couverture métallique sur les machines climatiques de secours de l'aquarium Mare Nostrum à Montpellier est conclu avec l'entreprise ATOLE.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odysseum à Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai de réalisation des travaux est fixé à 1,5 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 55 860,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

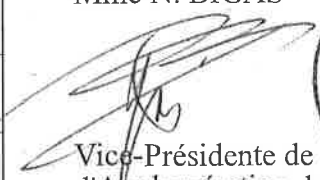
**ARTICLE 5 :** Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SERM, titulaire du mandat d'études et de réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-15
Reçue en Préfecture le	29.01.14
Affichée le	29.01.14
Notifiée le	
Identifiant	INC.177231.CC

Fait à Montpellier, le 28.01.14

Mme N. BIGAS

  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché 3328EA13 de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012/23 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à bons de commande multi-attributaires n°3328EA13 de maîtrise d'œuvre est passé avec :

- BET LS INGENIERIE sis à CARCASSONNE mandataire du groupement LS INGENIERIE/INFRAMED INGENIEURS – classé 1<sup>er</sup> après analyse des offres
- Cabinet d'études Marc MERLIN sis à MONTPELLIER – classé 2<sup>ème</sup> après analyse des offres
- Cabinet d'études René GAXIEU sis à ALES – classé 3<sup>ème</sup> après analyse des offres

Les bons de commande seront attribués, sans mise en concurrence et sans négociation, sur la base des bordereaux de prix établis par les candidats, par alternance entre les attributaires, en suivant l'ordre de classement des offres établi lors de l'attribution.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'ouvrages d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement.

**ARTICLE 3** : Le marché est conclu pour une durée d'un an et pourra être reconduit une fois pour une période d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum de commande annuel s'élève à 95 000.00 euros HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur Louis POUGET Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012/23 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-16
Reçue en Préfecture le	31.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	

Fait à Montpellier le

M. L. POUGET

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°3262AJ13 concernant la Mission de conseil dans le cadre de la relance des marchés d'assurance permanentes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président(e),
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire, à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, d'être assistée par le Cabinet Julien dans le cadre de la relance du marché n°3262AJ13 pour le lot n°2 « Dommages aux Biens »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3262AJ13 est passé avec le Cabinet Julien.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne, dans le cadre de la relance de la procédure pour l'attribution du lot n°2 «dommages aux biens» :

- La mise au point du marché ;
- Le pilotage et le suivi des négociations ;
- L'analyse des offres
- La présentation et la remise du rapport d'analyse
- Le contrôle de la note de couverture et du contrat final

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 600 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 11 450€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Monsieur MAUREL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-17
Reçue en Préfecture le	07.02.2014
Affichée le	07.02.2014
Notifiée le	
Identifiant	INC 177332

Fait à Montpellier, le 06.02.14

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n° 3406 MG 13, acquisition, installation et maintenance de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur P. MAUREL en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur P. MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour l'acquisition, installation et maintenance de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Canon sis Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'acquisition, installation et maintenance de 9 photocopieurs multifonctions neufs pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ainsi que la maintenance de ces copieurs pour les 5 années suivant leur installation et mise en ordre de marche.


**ARTICLE 3 :** Le montant estimatif du marché s'élève à 170 600 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Monsieur P. MAUREL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-18
Reçue en Préfecture le	04/02/2014
Affichée le	05/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC177334-AV

Fait à Montpellier, le 31. 1. 2014  
M. P. MAUREL

  
Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB 6 - Commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président;
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n°A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la promesse de vente en date du 5 juillet 2013 par laquelle la SCI A.E.P.B accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée CB n° 6, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, pour une contenance totale de 10 211 m², à usage de terrain nu, libre d'occupation, au prix de 337 963 euros toutes indemnités confondues,
- VU l'avis de France Domaine en date du 8 février 2013,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire de la commune de Lattes »,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de la SCI A.E.P.B, représentée par son gérant dont le siège est Rue Fontaine de la Banquière 34000 MONTPELLIER, de la parcelle cadastrée CB n° 6, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, pour une contenance totale de 10 211 m², à usage de terrain nu, libre d'occupation.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de trois cent trente-sept mille neuf cent soixante-trois euros (337 963 euros) toutes indemnités confondues, dont trente et un mille six cent trente trois euros (31 633 euros) d'indemnité de remploi.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-19
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07 02 .14
Notifiée le	
Identifiant	UX 177374

Fait à Montpellier, le 06/02/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
NET WIND dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle Deloncle en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11586 du 23 mai 2013 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle Deloncle dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec : la société NET WIND, représentée par Monsieur Jacky REMAIRE a pour activité la construction de réseaux électriques et de télécommunications – maintenance industrielle. Elle est candidate à la location du lot A07 d'une surface totale de 122.74 m<sup>2</sup> pour une période de 23 mois. Les sociétés prévoient 5 emplois à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société NET WIND représentée par Monsieur Jacky REMAIRE, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-20
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 147 392

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant de transfert n°2 du marché 2281GD10 d'assistance au maître d'ouvrage relatif à l'étude de définition et de programmation de l'aménagement de la nouvelle installation de stockage des déchets non dangereux de la CAM.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,
- VU le marché n°2281GD10 concernant la mission d'assistance à maître d'ouvrage relative à l'étude et à la programmation de l'aménagement de l'extension de la nouvelle installation de stockage des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- VU la cession, avec effet au 30 novembre 2013 du marché 2281GD10 à la société GRONTMIJ SA immatriculée sous le n° RCS Paris B338 329 469 dans le cadre du transfert universelle de son patrimoine.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°2 au marché n°2281GD10 est conclu en vue du transfert à la société GRONTMIJ SA sise 140 boulevard Malherherbes 75017 Paris des prestations exécutées jusqu'alors par la société GRONTMIJ Environnement et Infrastructures.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer l'avenant au contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-21
Reçue en Préfecture le	03/03/2014
Affichée le	04/03/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177458 A

Fait à Montpellier, le 28/03/14

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la convention de coopération avec GrDF dans  
le domaine de la Sécurité Industrielle pour la réalisation de la  
cinquième ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 relative à l'approbation du mandat confié à TaM pour le suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°10144 du 21 avril 2011 relative à l'approbation du programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, complétée par la délibération n°11191 du 30 octobre 2012 relative au programme d'opération et à l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway,
- VU l'arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, par lequel Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que les enjeux de sécurité des réseaux de gaz naturel ainsi que la gestion des situations de crise requièrent le développement d'une dynamique d'accompagnement des maîtres d'ouvrage menant des opérations d'investissement importantes,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de coopération dans le domaine de la Sécurité Industrielle est passée avec GrDF pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** L'objectif de la convention est de renforcer la sécurité des installations gaz pendant les travaux de la 5ème ligne de tramway, de partager des informations fiables et de former aux bases de la sécurité tous les acteurs et opérateurs du chantier tramway. Le partenariat proposé renforce la proximité entre GrDF et TaM, et permet d'améliorer la réalisation des travaux, d'améliorer la sécurité et la fiabilité des réseaux et de contribuer à une gestion efficace des situations de crise.

**ARTICLE 3** : Au travers de cette convention, les parties prennent notamment les engagements suivants :

- Engagements de TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération :
  - maintenir l'accès aux ouvrages gaz,
  - traiter en coordination avec GrDF les réseaux non identifiés,
  - protéger les ouvrages en tranchée,
- Engagements de GrDF :
  - mettre à jour ses plans de détail, au plus près de la mise en service des ouvrages,
  - mettre à disposition un interlocuteur de gestion de crise et dispenser à TaM les formations sur la sécurité des réseaux gaz,
  - communiquer à échéances mensuelles l'ensemble des informations relatives aux dommages constatés durant la période sur le chantier de la ligne 5 du tramway.
- Engagements conjoints :
  - mener des actions de prévention des dommages aux ouvrages, notamment auprès des entreprises titulaires d'un marché de travaux lié au tramway, et de leurs sous-traitants,
  - améliorer les dispositifs de contrôle de chantiers réalisés à proximité d'ouvrages de distribution de gaz naturel.

**ARTICLE 4** : Cette convention est sans impact financier.

**ARTICLE 5** : Cette convention est établie pour la durée du chantier de réalisation de la ligne 5 de tramway et à compter de la signature des parties.

**ARTICLE 6** : La convention visée à l'article 1 est signé par le Directeur Général de TaM.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-22
Reçue en Préfecture le	31.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	INC177462 CE

Fait à Montpellier, le

27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation  
d'un spectacle avec l'association Les Amis du Latinus Brass Band**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération des créations artistiques de qualité témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association Les Amis du Latinus Brass Band, 27 rue Haute, 30310 VERGEZE.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation du concert du Latinus Brass Band prévu le 1<sup>er</sup> février 2014, à 19h, à la Salle Molière de l'Opéra Comédie de Montpellier, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération. .

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet le 1<sup>er</sup> février 2014 et se terminera à l'issue de la représentation.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 2000,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-23
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 147467-CC

Fait à Montpellier, le 05 MARS 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative au marché n°3511RI13 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion de la facturation des déchets**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier gère l'ensemble des services qui concourent à la collecte, au recyclage, à la valorisation et à l'élimination des déchets ménagers, non ménagers et assimilés et qu'à ce titre elle assure la mise en place et la facturation de la redevance spéciale adressée aux professionnels,
- **CONSIDERANT** les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 15 novembre 2013,
- **CONSIDERANT** la nécessité de se doter d'un outil de facturation performant pour gérer au mieux la montée en puissance de la redevance spéciale,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3511RI13 de fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de facturation des déchets est conclu avec la société TRADIM, 17 rue Delta, 75009 PARIS Cedex.

**ARTICLE 2 :** Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :

- la fourniture d'un logiciel de gestion du parc de récipients et de facturation de la redevance spéciale,
- les licences d'utilisation pour plusieurs utilisateurs,
- les prestations de livraison, d'installation et de mise en œuvre du logiciel sur le serveur,
- des jours de prestations de conseil nécessaires,
- l'assistance au démarrage et au paramétrage sur site,
- la formation des agents sur site,
- l'assistance utilisateur,
- la maintenance curative, préventive et évolutive du logiciel,

- la mise à jour du produit,
- les demandes d'évolutions et/ou d'adaptation,
- les compléments et modifications de paramétrages,
- l'assistance technique sur site,
- l'acquisition de modules complémentaires.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant de vingt-six mille six cent quarante euros T.T.C. (26 640,00 € T.T.C.),
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de cinquante-quatre mille euros T.T.C. (54 000,00 € T.T.C.).

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitres 900 et 920.

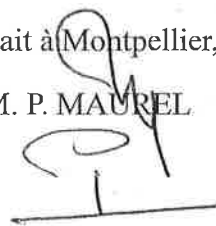
**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-25
Reçue en Préfecture le	28/02/14
Affichée le	30/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1745 27. AU

Fait à Montpellier, le 27/04/14

M. P. MAUREL




Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'achat du spectacle *Le chien, la nuit et le couteau*

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Le chien, la nuit et le couteau*, diffusé les 23 et 24 janvier 2014 au Théâtre du Chai du Terral de Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie Faux Magnifico et la Commune de Saint Jean de Védas, diffuseur.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 3 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4 :** Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-27
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177625

Fait à Montpellier, le 06.02.14

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la  
société SC THOLIL dans la ZAC Eurêka à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° n°11586 du 23 mai 2013 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Eurêka : la société SC THOLIL est représentée par Monsieur Bertin NAHUM. Elle est candidate à l'acquisition du lot B12 de 2 805 m<sup>2</sup> pour y construire un programme d'activité bureaux et ateliers de 1 457 m<sup>2</sup> de surface de plancher dont 500 m<sup>2</sup> affectée à l'activité locative. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 530 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société MED'TECH (Technologies médicales et activité tertiaire). L'entreprise projette un effectif de 45 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SC THOLIL ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT – Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-28
Reçue en Préfecture le	07/02/14
Affichée le	07/02/14
Notifiée le	
Identifiant	LNC 77642

Fait à Montpellier, le

06/02/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société NELIS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 mai 2006 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société NELIS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 27 novembre 2006, 21 octobre 2007, 15 janvier 2009, 5 mai 2009, 5 février 2010, 28 mai 2010, 6 janvier 2011, 28 avril 2011, 2 mars 2012, 17 septembre 2012, et 1<sup>er</sup> octobre 2012, 18 février 2013 et 17 septembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 janvier 2014 et que la société NELIS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société NELIS pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2014, soit jusqu'au 31 juillet 2014.

**ARTICLE 2:** A compter du 1<sup>er</sup> février 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société NELIS pour la surface de 89,09 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 289,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4:** Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-29
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177640

Fait à Montpellier, le

06.02.14

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SOLEDGE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 janvier 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SOLEDGE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 27 février 2013,
- CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance le 31 janvier 2014, que la société SOLEDGE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SOLEDGE pour une période de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2014, soit jusqu'au 31 janvier 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter du 1<sup>er</sup> février 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SOLEDGE pour la surface de 43,84 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 634,36 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-30
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC177656

Fait à Montpellier, le

06.02.14

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec le Syndicat de chasse "La Méjanelle" en vue de l'exercice du droit de chasse sur les parcelles sises communes de Montpellier et Lattes - Secteur future Gare TGV.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU le projet de convention par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition du Syndicat de chasse La Méjanelle représenté par son Président Monsieur FERRERES Alain, domicilié Résidence Le Guilhem appart. 142 – 5 rue des Chevaliers de Malte à Lattes (34970) le droit de chasser sur les parcelles lui appartenant, sises communes de Montpellier et Lattes et figurant au plan ci-joint, pour une contenance approximative de 92ha,
- **CONSIDERANT** que ce projet de convention permet d'assurer un gardiennage des parcelles en cause,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition du Syndicat de chasse La Méjanelle représenté par son Président Monsieur FERRERES Alain, domicilié Résidence Le Guilhem appart. 142 – 5 rue des Chevaliers de Malte à Lattes (34970) les parcelles lui appartenant, sises communes de Montpellier et Lattes et figurant au plan ci-joint, en vue de l'exercice du droit de chasse.

**ARTICLE 2 :** La convention est consentie pour une durée de trois ans, jusqu'au 30 mai 2017 et à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à L'Urbanisme et à la Politique Foncière est autorisé à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-31
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	INC 177650

Fait à Montpellier, le 06/02/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché 2840GD11 concernant  
l'analyse technique et financière du contrat de délégation de service  
public de l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser un état des lieux de l'usine et le descriptif des travaux à réaliser dans le cadre de la fin du contrat de la DSP au 31/12/2014,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°2840GD11 de prestations intellectuelles est passé avec la société NALDEO sise 2 boulevard VAUBAN , Montigny le Bretonneux 78182 Saint QUENTIN en Yvelines.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la réalisation d'un état des lieux de l'usine et le descriptif des travaux à réaliser dans le cadre de la fin du contrat de DSP au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 19 660,00 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 103 960,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-32
Reçue en Préfecture le	03/03/2014
Affichée le	04/03/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177677 AU

Fait à Montpellier, le 28/02/14

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3477RI13 concernant la fourniture d'un logiciel de feuilletage pour fichier au format .pdf, de clés USB et de prestations associées.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Alain BARRANDON en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-9 du 17 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Alain BARRANDON dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT,**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3477RI13 est passé avec la société 43 Degrés.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la fourniture d'un logiciel de feuilletage pour fichiers au format .pdf, de clés USB et de prestations associées..

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de trois ans.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 1 000 € H.T pour le montant minimum et 40 000 € HT pour le montant maximum. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Alain BARRADON Vice-Président est autorisé( à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-9 du 17 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-33
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UC 177668

Fait à Montpellier, le 06.02.14

M. A. BARRANDON

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 20 mètres ainsi que ses accessoires - Parcelle BW 160 - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude au profit de Electricité Réseau Distribution France (ERDF) dont le siège social est situé Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu à Paris La Défense Cedex (92085), autorisant le passage en tréfonds de deux canalisations souterraines sur une longueur totale d'environ 20 mètres, l'établissement éventuel de bornes de repérage et l'encastrement de un ou plusieurs coffret (s) et/ou leurs accessoires, sur la parcelle sise Commune de Lattes, cadastrée section BW n° 160 , propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ,

**CONSIDERANT** qu'Electricité Réseau Distribution France (ERDF) requiert cette servitude afin de conduire le projet dénommé « Alimentation HTA/S 240 Alu pour insertion du poste privé producteur Bio Maëra en coupure d'artère ».

DECIDE

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage en tréfonds est consentie par la Communauté d'Agglomération à Réseau de Transport Electrique, autorisant le passage des lignes en tréfonds de la parcelle sise Commune de Lattes, cadastrées section BW n° 160, sur une longueur totale d'environ 20 mètres, l'établissement éventuel de bornes de repérage et l'encastrement de un ou plusieurs coffret (s) et/ou leurs accessoires.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération à titre gratuit, les frais seront à la charge du bénéficiaire de la servitude.

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-34
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC177670

Fait à Montpellier, le

06/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle  
RB 7 - 2884 Avenue Albert Einstein - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle sise 2884 Avenue Albert Einstein à Montpellier (34000), cadastrée section RB n° 8, qui supporte un hangar édifié en 1980 et dans un état de délabrement important.
- **CONSIDERANT** que l'ancien propriétaire a libéré les lieux et qu'il convient de procéder à la démolition du hangar avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le bâti situé sur la parcelle cadastrée section RB n° 7, sise 2884 Avenue Albert Einstein à Montpellier (34000).

**ARTICLE 2** : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à L'Urbanisme et à la Politique Foncière est autorisé à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-35
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 06/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Identifiant

UNC 177674

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie L' Astrolabe - Théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie L'Astrolabe à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 3 au 23 février 2014 inclus.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-36
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 147692-AU

Fait à Montpellier, le 05 MARS 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques





Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3232 EA 13 - Aménagement de  
protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson -  
Mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-20 du 10/04/2012, portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations»,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de désigner une entreprise en vue de la réalisation de prestations de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre des aménagements de protection contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3232 EA 13 de prestations de services est passé avec l'entreprise DEKRA, domiciliée 725, rue Louis Lépine, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les prestations de Coordination Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre des aménagements de protection contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 5 800 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-20 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-37
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177698-A

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Commission  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Lutte contre les Inondations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3369 EA 13 - Aménagement  
de protection contre les inondations de la basse vallée de la  
Mosson - Diagnostic de la digue rive gauche de la Mosson**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-20 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MEUNIER dans le domaine « Lutte contre les inondations »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de désigner une entreprise en vue de la réalisation de prestations de diagnostic de la digue rive gauche de la Mosson dans le cadre des aménagements de protection contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3369 EA 13 de prestations de services est passé avec l'entreprise ISL Ingénierie, domiciliée 65, avenue Clément Ader, 34170 Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2** : Ce marché consiste à réaliser le diagnostic de la digue rive gauche de la Mosson sur un linéaire d'environ 2500 m afin notamment de connaître son état structurel, dans le cadre des aménagements de protection contre les inondations dans la basse vallée de la Mosson.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de un mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 6 182,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-20 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-38
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177835-AU

Fait à Montpellier, le 29.03.14

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Lutte contre les Inondations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative au transfert de domanialité publique entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier des parcelles cadastrées section AB n° 12 et 23, constituant une partie d'impasse - Commune de Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 16/12/2013 qui autorise le transfert, au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à l'euro symbolique, des parcelles sises commune AB 12 et 23 commune de Grabels,
- **CONSIDERANT** que les parcelles concernées, sises dans le périmètre de la zone d'activités Euromédecine, constituent une partie de la voirie qui débouche sur la rue du Caducée et relève du domaine public communal « ville de Montpellier », l'autre partie de voie étant propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et qu'il convient d'avoir une unité de gestionnaire,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le transfert desdites parcelles peut être réalisé sans déclassement préalable,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte à son profit, le transfert des parcelles sises rue du Caducée, Commune Grabels, cadastrée section AB n° 12 et 23, d'une contenance totale respective de 3 224m<sup>2</sup> et 286m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le transfert de propriété sera réalisé à l'Euro symbolique toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Les parcelles ainsi transférées seront classées dans le domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à la l'urbanisme et à la politique foncière est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-39
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	NC 177714

Fait à Montpellier, le 06.02.14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3437 DE 13, Rédaction, reportages photographiques, impression et routage pour le magazine économique et la e-letter Montpellier Unlimited.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur G.PASTOR en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur G. PASTOR dans le domaine « Montpellier Méditerranée technopole : Développement Economique et Emploi »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la rédaction, reportages photographiques, impression et routage pour le magazine économique et la e-letter Montpellier Unlimited.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société JAM à Montpellier pour le lot 1, avec la société Maraval à Saint Pons de Thomières pour le lot 2, avec la société Routage Services à Millau pour le lot 3.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la rédaction et les reportages photographiques (lot n°1), l'impression (lot n°2) et le routage (lot n° 3) pour le magazine économique et la e-letter Montpellier Unlimited. .

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum du marché s'élève à 75 000 € H.T pour le lot 1, à 50 000 € H.T pour le lot 2, à 50 000 € H.T pour le lot 3.

**ARTICLE 5** : Monsieur G. PASTOR Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012/27 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-40
Reçue en Préfecture le	07.02.2014
Affichée le	07.02.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177925

Fait à Montpellier, le 06.02.14

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Techniopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - Parcelle AX 59 à Saint-Jean-de-Védas**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou Déléataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur,
- **VU** l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **VU** l'arrêté Préfectoral n° 2006-01-2044, en date du 30 août 2006, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Saint-Jean-de-Védas,
- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) datée du 12 décembre 2013, envoyée par Maître PEREZ, notaire associé à Montpellier (34000), représentant Monsieur JOSEPH René domicilié 56 Rue Bugarel 34070 MONTPELLIER, reçue en Mairie de Saint-Jean-de-Védas le 16 décembre 2013 et transmise à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 26 décembre 2013 concernant la parcelle cadastrée AX n° 59 d'une superficie cadastrale de 11 568 m² selon document arpentage annexé à la DIA, située sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, lieudit Lous Coutaux, au prix de 231 360 euros en valeur libre,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 22 janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire pour constituer des réserves foncières destinées, à terme, à mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat ainsi que la réalisation d'équipements collectifs compatibles avec les objectifs du SCOT de l'Agglomération,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption, auprès de Monsieur JOSEPH René domicilié 56 Rue Bugarel 34070 MONTPELLIER, de la parcelle cadastrée AX n° 59 d'une superficie cadastrale de 11 568 m² selon document arpentage annexé à la DIA, située sur la Commune de Saint-Jean-de-Védas, lieudit Lous Coutaux.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est fixé à 231 360 euros en valeur libre, au vu de l'avis de France domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-41
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC177737

Fait à Montpellier, le 06/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux  
- Parcelles AM n° 74 - 75 et 76 - Commune de Saint Génies des Mourgues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 1 270m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section AM n° 74 – 75 et 76, d'une contenance totale de 30 990m<sup>2</sup>, sises commune de Saint Génies des Mourgues, afin de permettre la mise en œuvre des travaux de requalibrage et d'aménagement paysagé du fossé dans lequel se déverseront les effluents traités de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame MARTIN Claire épouse GUIRAUD, domiciliée 301, Grand'Rue François Mitterrand à MAUGUIO (34130), sur une emprise totale de 1 270 m<sup>2</sup> sur les parcelles cadastrées section AM n° 74 – 75 et 76, d'une contenance totale de 30 990m<sup>2</sup>, sises commune de Saint Génies des Mourgues

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de TROIS CENTS EUROS (300€).

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-42
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	09.02.14
Notifiée le	
Identifiant	LXC 177732

Fait à Montpellier, le

06/02/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un marché n°3519GD13 de mission de contrôle extérieur de conformité des installations de stockage des déchets non dangereux.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser une mission de contrôle extérieur de la conformité de l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries (casier n°2),,**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3519GD13 de prestations intellectuelles est conclu avec la société APAVE Sud Europe sise 10 rue François PERROUX 34670 BAILLARGUES.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne une mission de contrôle extérieur de la conformité des aménagements de l'installation de stockage des déchets non dangereux de Castries (casier n°2) aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2013-I-2234 B.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 66 mois avec des interruptions.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 29 750,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-43
Reçue en Préfecture le	07.02.14
Affichée le	07.02.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 177766

Fait à Montpellier, le

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'un marché n°3425GD13 relatif à la mise en oeuvre d'animations publiques pour la sensibilisation au tri-recyclage et à la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser des animations publiques pour la sensibilisation au tri-recyclage et à la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché n°3425GD13 de services est constitué de 4 lots. (Lot 1 : Tri et recyclage des produits entrant dans le cadre des filières relevant de la responsabilité élargie du producteur - Lot 2 : Consommation et gaspillage alimentaire - Lot 3 : Compostage domestique des biodéchets individuel et collectif - Lot 4 : Réutilisation et réparation) Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé. Les 4 lots sont attribués au groupement constitué des associations APIEU Territoire de Montpellier, mandataire, sise mas de Costebelle, 842 rue de la vieille poste, 34 000 Montpellier, CLCV, sise 23 avenue de Nîmes, 34000 Montpellier et de ERCA sise 9 rue du Lantissargues 34070 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché, constitué de 4 lots, concerne la réalisation d'animations publiques pour la sensibilisation au tri-recyclage et à la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Les marchés correspondant à chacun des lots prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an renouvelable 2 fois pour des durées identiques soit trois ans maximum.

**ARTICLE 4** : Les montants annuels prévisionnels des lots sont de 9 000,00 € pour le lot 1 et 5 000,00 € pour chacun des lots 2, 3 et 4. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Monsieur(Madame) le (la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer les contrats visés à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-44
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177774-AU

Fait à Montpellier, le

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

03 AVR 2014



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 du marché 2830bisEA12 - Travaux de protection contre les inondations du quartier Port de Carême à Pérols**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER, dans le domaine « Lutte contre les inondations»,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché 2830bisEA12 avec l'entreprise BUEZA Frères SAS pour la réalisation de travaux supplémentaires non prévus au marché initial afin de répondre aux sujétions techniques imprévues survenues au cours de la réalisation des travaux,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2830bisEA12 est passé avec la société BUEZA Frères SAS, Z.I. 6 rue René GOMEZ , CS20684 , 34500 BEZIERS .

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet de créer des prix nouveaux adaptés aux nouvelles conditions d'exécution du marché pour répondre aux sujétions techniques imprévues survenues au cours de la réalisation des travaux du fait de la découverte de nouveaux réseaux électriques dans l'emprise des travaux et d'actualiser les quantités prévisionnelles du marché.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 289 262,25 € H.T.

**ARTICLE 4 :** L'ajustement des quantités réellement exécutées et la prise en compte des prescriptions supplémentaires n'engendrent pas de plus value.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-20 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-45
Reçue en Préfecture le	28 FEV. 2014
Affichée le	28 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177782 AU

Fait à Montpellier, le

28 FEV. 2014

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Lutte contre les Inondations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à la modification de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional

- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision n° 2001-4532 en date du 28 décembre 2001, portant création d'une régie d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional, située 14 rue Eugène Lisbonne - 34000 Montpellier,
- VU l'avis conforme du 23 janvier 2014, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional, il convient de diminuer le montant maximum des avances consenties.

### D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum des avances consenties est fixé à deux cent cinquante euros (250,00 €)

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-46
Reçue en Préfecture le	20/12/2014
Affichée le	21/12/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 144823

Fait à Montpellier, le 19/12/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
MEDICA SERVICES dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle Deloncle en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11586 du 23 mai 2013 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle Deloncle dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier : la société MEDICA SERVICES, représentée par Monsieur Gérard MONTAUBAN est une SA dont l'activité est la maintenance, la réparation et la mise à disposition de pompes à perfusions et autre matériel médical ou para médical, dans le cadre de l'hospitalisation à domicile. Actuellement locataire du lot A01 représentant 111.30 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 12 mois. MEDICA SERVICES emploie actuellement 1 personne et projette d'atteindre 3 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°2013-929 est abrogée

**ARTICLE 2** : La candidature de la société MEDICA SERVICES représentée par Monsieur Gérard MONTAUBAN, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-47
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Identifiant

Imc 177 932

n° D 8014-47

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire  
à la Compagnie Théâtrale Francophone - théâtre du Hangar.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,
- **CONSIDERANT** les orientations de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Théâtrale Francophone à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran, à Montpellier, afin d'y organiser des répétitions .

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les périodes des 12 au 28 février et des 11 au 31 mai ( sauf les 17, 18, 24 et 25 ) 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation. .

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-48
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 147943-AU

Fait à Montpellier, le

10 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2942 EA 12 Ecocité  
- Ville en alerte - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché Ecocité – Ville en alerte - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage avec l'entreprise HYDROPRAXIS pour la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché initial.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°2942EA12 est passé avec la société Hydropraxis, domiciliée 2 rue Beauséjour – Bâtiment F – n°172, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché et de prolonger sa durée de dix-huit mois supplémentaires pour répondre aux demandes du maître d'ouvrage dans le cadre du lancement du Programme de Recherche et Développement n°5 – « Ecocité - Cité Intelligente ».

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 3 500 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché est porté à 33 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-49
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177976-AU

Fait à Montpellier, le

07 AVR. 2014

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la lutte contre les fraudations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition  
du Palais des Sports René Bougnol à l'association Montpellier GRS**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre **MOURE** en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques **MARTIN** en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté n°A2012-16 du 10 AVRIL 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques **MARTIN** dans le domaine «Sport»,
- **CONSIDERANT** la demande de l'association Montpellier GRS d'organiser une manifestation sportive au Palais des Sports René Bougnol à Montpellier les 22 et 23 mars 2014,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec le Montpellier GRS pour cette mise à disposition,
- **CONSIDERANT** le travail social réalisé par cette association et l'utilité publique de ces rencontres sportives, cette mise à disposition sera à titre gratuit.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Montpellier GRS pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol.

**ARTICLE 2** : La convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement les jours de la manifestation.

**ARTICLE 3** : La convention précise également que l'association Montpellier GRS assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

**ARTICLE 4** : La mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol aura lieu les 22 et 23 mars 2014.

**ARTICLE 5** : Cette convention stipule que la mise à disposition sera à titre gratuit.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-50
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 147 957

Fait à Montpellier, le

19/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol au Montpellier Agglomération Tae Kwon do**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 AVRIL 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORT »,
- **CONSIDERANT** la demande de l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do d'organiser une manifestation sportive au Palais des Sports René Bougnol à Montpellier le 16 février 2014,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec le Montpellier Agglomération Tae Kwon Do pour cette mise à disposition,
- **CONSIDERANT** le travail social réalisé par cette association et l'utilité publique de ces rencontres sportives, cette mise à disposition sera à titre gratuit.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol.

**ARTICLE 2** : La convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement les jours de la manifestation.

**ARTICLE 3** : La convention précise également que l'association Montpellier Agglomération Tae Kwon Do assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

**ARTICLE 4** : La mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol aura lieu le 16 février 2014.

**ARTICLE 5** : Cette convention stipule que la mise à disposition sera à titre gratuit.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Vice-Président-délégué aux Sports est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-51
Reçue en Préfecture le	20/02/14
Affichée le	21/02/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177 959

Fait à Montpellier, le

19 02 14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD**

**- Section SK n° 27, 43 et 44 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur M. Christophe MORALES en qualité de Vice-Président ,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou Déléataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur,
- **VU** l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **VU** l'Arrêté Préfectoral numéro 2007-01-786, en date du 18 avril 2007, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Montpellier,
- **VU** la Demande d'Acquisition (DA), datée du 20 décembre 2013, déposée en Mairie de Montpellier le 23 décembre 2013 par l'Indivision PARE et transmise à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 27 décembre 2013, concernant les parcelles cadastrées SK n° 27, 43 et 44, d'une superficie totale de 5 211 m<sup>2</sup>, supportant une maison d'habitation et un jardin avec des dépendances, situées sur la commune de Montpellier, lieudit 138 Rue de la Cavalade, au prix de 840 000 euros en valeur libre,
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 20 janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont nécessaires pour constituer des réserves foncières destinées, à terme, à mettre en œuvre un programme d'aménagement et de développement d'activités tertiaires et un programme d'habitat mixte compatible avec les objectifs du SCOT de l'agglomération,
- **CONSIDERANT** que le projet d'aménagement de ce secteur consiste à la fois à réaliser des équipements de grandes infrastructures (nouvelle ligne TGV, doublement de l'A9, prolongement de la ligne 1 du tramway) et à offrir des fonctions urbaines diversifiées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération se porte acquéreur, par voie de préemption, des parcelles cadastrées SK n° 27, 43 et 44, d'une superficie totale de 5 211 m<sup>2</sup>, supportant une maison d'habitation et un jardin avec des dépendances, situées sur la Commune de Montpellier, lieudit 138 Rue de la Cavalade auprès de :

Monsieur René PARE domicilié 92 Rue du Temps qui passe 34980 SAINT GELY DU FESC  
Monsieur Christian PARE domicilié 41 Rue des Ebisoirs 78730 PLAISIR

Madame Sylvette PARE épouse DA COSTA domiciliée 140 Chemin Neuf 34400 LUNEL-VIEL  
 Monsieur Gilbert PARE domicilié 71 Bis avenue du Champ des Moulins 34570 MURVIEL LES MONTPELLIER  
 Madame Claudine PARE épouse BESSIERE domiciliée 26 Rue Marcellin Albert 34470 VENDARGUES  
 Madame Michèle PARE domiciliée Le Bourg 43580 SAINT PREJET D'ALLIER  
 Monsieur Alain PARE domicilié 24 Rue de la Farigoule 34920 LE CRES  
 Madame Danielle PARE épouse ACCARIES domiciliée 10 Rue de la Gare 29390 SCAER  
 Monsieur Michel PARE domicilié 141 Route de Fontmarie 34160 CASTRIES  
 Madame Angélique PARE domiciliée 2 Rue Antoine Delon 30000 NIMES  
 Monsieur Mickaël PARE domicilié 4 Rue du Pont 34610 SAINT GERVAIS SUR MARE  
 Madame Anne-Marie ARROYO représentant Monsieur Dimitri PARE domiciliée Bagnas 81530 VIANE.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 330 000 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES, le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-52
Reçue en Préfecture le	07/02/14
Affichée le	07/02/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC77973

Fait à Montpellier, le 06.02.2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant de transfert du marché n°1586GD07  
de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'installation de stockage  
des déchets ménagers non dangereux de la la carrière GSM.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU le marché n°1586GD07 concernant une mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'installation de stockage des déchets ménagers non dangereux de la carrière GSM.
- VU le changement de dénomination avec effet au 17 avril 2013 de la société **GINGER Environnement et infrastructure** pour la société **GRONTMIJ Environnement et infrastructure** puis le transfert universel de patrimoine de la société **GRONTMIJ Environnement et infrastructure** vers la société **GRONTMIJ SA**, immatriculée sous le n° RCS de PARIS 338 329 469 le 07/10/2013.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°4 au marché n°1586GD07 doit être conclu en vue du transfert à la société **GRONTMIJ SA** sise, 140 boulevard Malesherbes, 75017 PARIS des prestations exercées jusqu'alors par **GINGER Environnement et infrastructure**.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice Présidente ou Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-53
Reçue en Préfecture le	0 4 AVR. 2014
Affichée le	0 4 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	SMC178061-AU

Fait à Montpellier, le

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec le Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone en vue de l'exercice du droit de chasse et autorisant la création d'une réserve de chasse sur certaines parcelles appartenant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Commune de Villeneuve les Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU le projet de convention par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis, domicilié 61 Rue du Martinet à Villeneuve lès Maguelone (34750) le droit de chasse sur les parcelles lui appartenant, sises commune de Villeneuve les Maguelone, cadastrées section AS n° 11 – 12 – 439 – 466 lieu dit « Larzat Nord » et AR n° 106 – 107 – 108 – 257 – 307 lieu dit « Pont de Villeneuve » pour une contenance de 9ha13a89 ca et autorisant la création d'une réserve de chasse sur les parcelles cadastrées section BM 15-16p-57-62 et 63, lieu dit « le Thot » pour une contenance de 6ha00a17ca, soit une contenance totale de 15ha14a06ca.
- **CONSIDERANT** que ce projet de convention permet d'assurer un gardiennage des parcelles et que le Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone s'engage d'une part à entretenir les parcelles classées en culture de chasse (culture faunistique) et à constituer une réserve de chasse, qui leur permette, par prélèvements, d'alimenter en gibier l'ensemble du territoire communal,
- **CONSIDERANT** que, d'autre part, le Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone s'engage à libérer les parcelles mises à disposition dès que les aménagements seront engagés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve lès Maguelone représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis, domicilié 61 Rue du Martinet à Villeneuve lès Maguelone (34750) le droit de chasse sur les parcelles lui appartenant, sises commune de Villeneuve les Maguelone, cadastrées section AS n° 11 – 12 – 439 – 466 lieu dit « Larzat Nord » et AR n° 106 – 107 – 108 – 257 – 307 lieu dit « Pont de Villeneuve » pour une contenance de 9ha13a89 ca et autorisant la création d'une réserve de chasse sur les parcelles cadastrées section BM 15-16p-57-62 et 63, lieu dit « le Thot » pour une contenance de 6ha00a17ca, soit une contenance totale de 15ha14a06ca.

**ARTICLE 2 :** La convention est consentie à titre gratuit, pour une durée de trois ans, jusqu'au 30 mai 2017.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué dans le domaine « Urbanisme et à la Politique Foncière » est autorisé à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-54
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	24/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177 984

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude  
de passage - parcelle CW 58 - Commune de Lattes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-20, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Cyril MEUNIER dans le domaine «Lutte contre les inondations »,
- Vu la proposition de constitution d'une servitude de passage perpétuelle en surface, consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la parcelle CW 58 dont elle est propriétaire, au profit de la parcelle CW 59 ; servitude consentie sur une largeur de 6 mètres et une longueur d'environ 33 mètres et limitée exclusivement aux véhicules de moins de 3,5 tonnes compte tenu de la proximité immédiate d'un ouvrage de protection contre les inondations,
- **CONSIDERANT** que cette servitude, nécessaire au désenclavement de la parcelle CW 59 vendue concomitamment par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Mme MARCHAL, a lieu d'être consentie à titre gratuit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une servitude de passage perpétuelle en surface, d'une largeur de 6 mètres et d'une longueur de 33 mètres environ est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la parcelle sise Commune de Lattes, cadastrée section CW n° 58 au profit de la parcelle CW n° 59, vendue concomitamment. Compte tenu de la proximité immédiate d'un ouvrage de protection contre les inondations, cette servitude est limitée exclusivement aux véhicules de moins de 3,5 tonnes.

**ARTICLE 2** : La servitude est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de Madame MARCHAL.

**ARTICLE 3** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-20 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-55
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	NC 77989 AU

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3467RI14 d'utilisation, maintenance et évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- **VU** l'acquisition du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL auprès de la société DEKRA SYSTEMES,
- **VU** la cession de fonds de commerce par la société DEKRA SYSTEMES à la société GFI PROGICIELS en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013,
- **CONSIDERANT** que la société GFI PROGICIELS éditeur du logiciel « Solution Informatique ASCOL » détient la propriété intellectuelle de l'outil, l'ensemble des sources et conserve les droits d'adaptation, de modification et de cession du logiciel,
- **CONSIDERANT** au regard de ces droits exclusifs, qu'aucune autre société n'est en mesure légalement et techniquement d'assurer l'assistance, la maintenance, la formation et la commercialisation de ce logiciel,
- **CONSIDERANT** qu'un investissement important a déjà été réalisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ce logiciel et qu'un changement de technologie induirait un investissement humain, financier et technique exorbitant,
- **CONSIDERANT** qu'il est indispensable pour le bon fonctionnement de la gestion du patrimoine, à la fois de continuer de disposer du service de suivi et de support existant aujourd'hui pour assurer la maintenance corrective, légale et évolutive du produit, mais également de développer les évolutions nécessaires aux besoins apparus,
- **CONSIDERANT** qu'un marché à procédure adaptée peut être passé sans mise en concurrence ni publicité avec la société GFI Conseils en application de l'article 28.II du code des marchés publics dans la mesure où l'on se trouve dans le cas mentionné à l'article 35.II.8 de ce même code (marché qui ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3467RI14 d'utilisation, maintenance et évolution du logiciel de gestion du patrimoine ASCOL est conclu avec la société GFI PROGICIELS, 145 boulevard Victor Hugo, 93400 SAINT-OUEN.

**ARTICLE 2** : Ces prestations concernent le logiciel ASCOL utilisé par la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments.

**ARTICLE 3** : Ce marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de mille cinq cent euros H.T. (1 500 € H.T.) et un maximum de soixante mille euros H.T. (60 000 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitres 900 et 920.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-56
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 177996 - AU

Fait à Montpellier, le 03.03.14

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux de GrDF, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°10144 du 21 avril 2011 relative à l'approbation du programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, complétée par la délibération n°11191 du 30 octobre 2012 relative au programme d'opération et à l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway,
- VU l'arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, par lequel Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »

**CONSIDERANT** que des réseaux de distribution de gaz gérés par l'entreprise GrDF sont implantés dans la future emprise de la cinquième ligne de tramway et doivent être reconstruits pour permettre la construction de la ligne de tramway.

**CONSIDERANT** que la réalisation d'une ligne de tramway en site propre constitue un aménagement réalisé dans l'intérêt du domaine public routier.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention relative au déplacement des réseaux de GrDF, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway est passée avec GrDF.

**ARTICLE 2** : L'objectif de la convention est de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de déviation ou protection des réseaux de GrDF nécessités par la construction de la ligne 5 du tramway.

**ARTICLE 3** : L'ensemble des coûts liés aux études et aux travaux relatifs aux déplacements de réseaux et d'ouvrages permettant de libérer l'emprise tramway ainsi que les travaux relatifs aux déplacements de réseaux et d'ouvrages hors plate-forme conformes à la destination du domaine public routier (réaménagement de carrefours, aménagement d'espaces verts, création ou rétablissement de pistes cyclables et de cheminements piétons, plantation d'arbres, réseau d'éclairage public) sont à la charge de GrDF.

**ARTICLE 4** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge les études et les travaux de déplacements et de modifications de réseaux ou d'ouvrages dans l'actuel domaine privé, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage GrDF.

**ARTICLE 5** : Les parties s'engagent à réduire au strict nécessaire les travaux de déplacement et de modification des réseaux des concessionnaires et occupants autres du domaine public routier, en adoptant les solutions technico-économiques optimales les plus appropriées, notamment tranchées communes à divers concessionnaires.

**ARTICLE 6** : Si, après exécution d'un premier déplacement de réseau il était exigé un nouveau déplacement en raison d'un changement de tracé du tramway, le second déplacement serait, le cas échéant, intégralement remboursé par Montpellier Agglomération. De même, dans l'hypothèse où la communauté d'Agglomération déciderait, pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre le projet de création de la ligne 5 de tramway, les frais engagés par GrDF lui seraient intégralement remboursés par Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 7** : Le montant prévisionnel à la charge de la CAM est de :

- 30 000 € HT pour les dévoiements liés à la pose des containers enterrés ;
- 200 000 € HT pour les reprises de branchements liés aux déplacements de limites de propriétés

**ARTICLE 8** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à achèvement des travaux du tramway.

**ARTICLE 9** : Monsieur Robert SUBRA Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-57
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	51C17999

Fait à Montpellier, le 19/02/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux d'Orange, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales;
- VU la délibération n°10144 du 21 avril 2011 relative à l'approbation du programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, complétée par la délibération n°11191 du 30 octobre 2012 relative au programme d'opération et à l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway,
- VU l'arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, par lequel Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 relative à l'approbation du mandat confié à TaM pour le suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier,

**CONSIDERANT** que des réseaux gérés par l'entreprise Orange sont implantés dans la future emprise de la cinquième ligne de tramway et doivent être déplacés pour permettre la construction de l'infrastructure de transport.

**CONSIDERANT** que la réalisation d'une ligne de tramway en site propre constitue un aménagement réalisé dans l'intérêt du domaine public routier.

**CONSIDERANT** que certaines installations de tramway génèrent des perturbations électriques qui viennent altérer le transit du signal téléphonique.

**D E C I D E**

263

**ARTICLE 1 :** Une convention relative d'une part au déplacement des réseaux de Orange, et d'autre part aux travaux de protection mécanique et contre les courants vagabonds est passée avec Orange ; ces travaux étant rendus nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway.

**ARTICLE 2 :** L'objectif de la convention est de définir les modalités pratiques, techniques et financières de réalisation des travaux de dévoiement et des travaux de protection des ouvrages exploités par Orange.

**ARTICLE 3 :** La convention est conclue entre TaM, la Communauté d'agglomération de Montpellier et Orange.

**ARTICLE 4 :** L'ensemble des coûts liés aux études et aux travaux relatifs aux déplacements de réseaux et d'ouvrages permettant de libérer l'emprise tramway ainsi que les travaux relatifs aux déplacements de réseaux et d'ouvrages hors plate-forme conformes à la destination du domaine public routier (réaménagement de carrefours, aménagement d'espaces verts, création ou rétablissement de pistes cyclables et de cheminements piétons, plantation d'arbres, réseau d'éclairage public) sont à la charge d'Orange.

**ARTICLE 5 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge les études et les travaux de déplacements et de modifications de réseaux ou d'ouvrages dans l'actuel domaine privé, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage Orange.

**ARTICLE 6 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à prendre en charge le surcoût occasionné par le passage en souterrain des ouvrages aériens de communication électronique, lorsque cette demande a un caractère purement esthétique et dans la mesure où elle en fait la demande à Orange.

**ARTICLE 7 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à réduire au maximum le nombre de déplacements d'ouvrages exploités par ORANGE, en reconsidérant dans la mesure du possible l'implantation ou la modalité de plantation des arbres dans son projet.

**ARTICLE 8 :** Les déplacements ou modifications des réseaux d'Orange motivés par des travaux intéressant les ouvrages d'exploitation situés hors du domaine public routier ou en domaine privé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (tels que la mise en œuvre de containers enterrés pour les ordures ou de fontaines d'agrément), restent à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sous réserve que ces équipements ne pré-existaient pas ou ne sont pas mutualisables avec les travaux de dévoiement dans le corridor du tramway.

**ARTICLE 9 :** Dans l'hypothèse où, pour quelque raison que ce soit, la Communauté d'Agglomération de Montpellier renoncerait au projet de cinquième ligne de tramway, les frais engagés par Orange lui seront intégralement remboursés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il en est de même en cas d'étude ou de déplacement qui s'avèreraient inutile du fait d'une modification substantielle ultérieure du projet.

**ARTICLE 10 :** Concernant la protection des ouvrages contre les courants vagabonds, des mesures de perturbation seront réalisées par Orange après ses propres travaux et préalablement aux opérations d'essais de la ligne de tramway, et suite à la mise en service du tramway, d'autre part. Dans le cas où un dépassement des seuils admissibles serait constaté, TaM s'engage à prendre des dispositions ponctuelles pour réduire les perturbations. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra alors à sa charge financièrement ces dispositions ainsi que le coût des mesures qui auront permis de mettre en évidence ces perturbations.

**ARTICLE 11 :** Le montant prévisionnel à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est de :

- 30 000 € HT pour les dévoiements liés à la pose des containers enterrés ;

- 100 000 € HT pour l'enfouissement des branchements dans le cadre des reconstitutions riveraines (génie civil)

**ARTICLE 12 :** La convention prend effet à la signature par les représentants des parties. Elle prend fin à la date du paiement intégral des sommes dues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ORANGE et lorsque l'ensemble des travaux du tramway sera terminé.

**ARTICLE 13 :** Monsieur Robert SUBRA Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 14 :** Le contrat visé à l'article 1 est signé par le Directeur Général de TaM en vertu de la convention de mandat approuvée par délibération 9943 du 26 janvier 2011.

**ARTICLE 15:** Monsieur Robert Subra, Vice-Président délégué est autorisé à signer la présente convention en application de l'arrêté A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature,

**ARTICLE 16 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-58
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 004

Fait à Montpellier, le

19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à une convention concernant le déplacement des réseaux de ErDF rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°10144 du 21 avril 2011 relative à l'approbation du programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, complétée par la délibération n°11191 du 30 octobre 2012 relative au programme d'opération et à l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway,
- VU l'arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, par lequel Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,

**CONSIDERANT** que des réseaux de distribution d'énergie concédés à ERDF sont implantés dans la future emprise de la cinquième ligne de tramway et doivent être modifiés ou déplacés pour permettre la construction de la ligne de tramway.

**CONSIDERANT** que la réalisation d'une ligne de tramway en site propre constitue un aménagement réalisé dans l'intérêt du domaine public routier.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention relative au déplacement des réseaux de ErDF, rendu nécessaire par la réalisation de la cinquième ligne de tramway est passée avec ErDF.



**ARTICLE 2** : L'objectif de la convention est de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de déviations et de protections des réseaux de distribution d'électricité nécessités par la construction de la ligne 5 de tramway.

**ARTICLE 3** : L'ensemble des coûts liés aux études et aux travaux relatifs aux déplacements de réseaux et d'ouvrages permettant de libérer l'emprise tramway ainsi que les travaux relatifs aux déplacements de réseaux et d'ouvrages hors plate-forme conformes à la destination du domaine public routier sont à la charge de ErDF.

**ARTICLE 4** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge les modifications ou déplacements de réseaux de ErDF réalisés à l'occasion de la création de la plateforme mais pour des motifs autres que l'intérêt du domaine public occupé, telle que la mise en œuvre des containers enterrés. Les déplacements ou modification d'ouvrages actuellement situés sur le domaine privé (reconstitutions riveraines) sont aussi à la charge de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 5** : ErDF assurera la maîtrise d'ouvrage de la réalisation de l'ensemble des études et travaux de déviations et d'approfondissements de ses réseaux en concession liées à la réalisation du tramway indépendamment de la prise en charge financière exposée dans la convention.

**ARTICLE 6** : Les parties s'engagent à réduire au strict nécessaire les travaux de déplacement et de modification des réseaux des concessionnaires et autres occupants du domaine public routier, en adoptant les solutions technico-économiques optimales les plus appropriées, notamment tranchées communes à divers concessionnaires.

**ARTICLE 7** : Si, après exécution d'un premier déplacement de réseau il était exigé un nouveau déplacement en raison d'un changement de tracé du tramway, le second déplacement serait, le cas échéant, intégralement remboursé par Montpellier Agglomération. De même, dans l'hypothèse où la Communauté d'Agglomération déciderait, pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre le projet de création de la ligne 5 de tramway, les frais engagés par ErDF lui seraient intégralement remboursés par Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 8** : L'enveloppe des coûts estimative à la charge de Montpellier Agglomération est de 150 000 € HT.

**ARTICLE 9** : La présente convention prend effet à sa signature par les représentants des parties jusqu'à achèvement complet des travaux de construction de la ligne 5.

**ARTICLE 10** : Monsieur Robert SUBRA Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 11** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-59
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Identifiant

Lnc 178007

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention concernant les travaux de branchements électriques des installations créées ou modifiées pour la cinquième ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°10144 du 21 avril 2011 relative à l'approbation du programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, complétée par la délibération n°11191 du 30 octobre 2012 relative au programme d'opération et à l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,

**CONSIDERANT** que, dans le cadre de la réalisation de la cinquième ligne de tramway, il est nécessaire de raccorder au réseau d'alimentation électrique un certain nombre d'installations telles que les carrefours à feux et les boucles d'éclairage public.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention concernant les travaux de branchements électriques des installations créées ou modifiées est passée avec ErDF pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** L'objectif de la convention est la prise en charge financière de l'ensemble des raccordements au réseau ERDF et comptages nécessaires aux installations fixes le long de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, à travers une procédure simplifiée.

**ARTICLE 3 :** La convention concerne les installations suivantes : branchements basse tension pour les stations ou parc relais, branchements basse tension pour les armoires de carrefours,

branchements pour les armoires d'éclairage public, autres branchements (panneaux publicitaires, pompes, ...).

**ARTICLE 4** : La convention explicite la procédure d'échange d'informations entre le maître de l'ouvrage et ERDF. et détaille le montant prévisionnel, forfaitaire et fixe sur la durée de la convention, de chaque type de branchement.

**ARTICLE 5** : Le coût prévisionnel des réalisations de branchements s'élève à 260 000 € HT.

**ARTICLE 6** : La convention entre en vigueur à la signature des parties et prend fin à la mise en service de la ligne 5.

**ARTICLE 7** : Monsieur Robert SUBRA Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-60
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC1780M.AJ

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à une convention concernant les travaux de protection des réseaux de GrDF contre les courants vagabonds générés par la circulation du tramway**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°10144 du 21 avril 2011 relative à l'approbation du programme d'opération de la ligne 5 de tramway de la Communauté d'agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, complétée par la délibération n°11191 du 30 octobre 2012 relative au programme d'opération et à l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway,
- **VU** l'arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, par lequel Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Robert SUBRA en qualité de Vice-président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Robert SUBRA dans le domaine « Tramway, Transports, Déplacements »,

**CONSIDERANT** que l'installation d'un tramway à traction électrique à courant continu à proximité de canalisations exploitées par GrDF peut créer des circulations de courants dits courants « vagabonds » qui peuvent entraîner la corrosion des canalisations, dès lors qu'elles sont métalliques.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de coopération relative aux travaux de protection des réseaux de GrDF contre les courants vagabonds générés par la circulation du tramway, est passée avec GrDF pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'objectif de la convention est de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des études et des travaux de mise en place de la protection active

contre les courants vagabonds des réseaux GrDF, nécessités par la construction de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway.

**ARTICLE 3** : Au travers de cette convention, les parties prennent notamment les engagements suivants :

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de réaliser à ses frais les pré-équipements des sous-stations ainsi que la réalisation des liaisons aux voies ferrées ;
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de prendre à sa charge financièrement les campagnes de mesures, les études, les matériels du dispositif de protection contre la corrosion et les travaux de mise en place, qui seront assurés par GrDF.

**ARTICLE 4** : GrDF est désigné comme expert pour l'étude et la mise en œuvre de la protection contre la corrosion. Les ouvrages objets de cette convention seront propriété de GrDF qui en assurera ensuite à ses frais la conduite et la maintenance, le renouvellement des installations éventuellement mises en œuvre ainsi que les mesures régulières.

**ARTICLE 5** : Le montant global des protections mises en place par GrDF et financées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est estimé à 233 000 € H.T.

**ARTICLE 6** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties, jusqu'à achèvement des travaux de la ligne n°5 de tramway.

**ARTICLE 7** : Monsieur Robert SUBRA Vice-président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-24 du 10 avril 2013 portant délégation de signature.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-61
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178014

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3540GD13 d'entretien des vêtements de travail  
des agents de la Régie de collecte des déchets ménagers - autorisation de signature**

- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-25 du 12 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine «Environnement»,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser l'entretien et en particulier le lavage des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte,

**D E C I D E**

ARTICLE 1 : Un marché n° 3540GD13 est passé avec la société ELIS Provence ; 102-156 rue Robert Mallet-Stevens – BP 39010 – 30971 Nîmes Cedex.

ARTICLE 2 : Le marché concerne l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable une fois. Il prendra effet à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant annuel du marché est estimé à 21 242.40 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur Christian VALETTE Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-25 du 12 avril 2012 portant délégation de signature.

Décision n°	D2014-62
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 043-AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à la  
SAAM portant sur l'aménagement du secteur de la Cavalade / Hippocrate**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services relevant de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3 du Code des marchés publics qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux relevant de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 3 du Code des marchés publics, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'étudier la faisabilité d'une extension de la ZAC Hippocrate sur le secteur d'environ 8 ha dit de la Cavalade, situé le long de l'A9, en lien avec la future transformation de cette voie en boulevard urbain.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de Mandat est passée avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM).

**ARTICLE 2** : Le mandat concerne la réalisation des études préalables à l'aménagement du Secteur de la Cavalade. Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle des études de tiers est de 165 000,00 € H.T. (valeur juillet 2014). Il est prévu une tranche ferme portant sur les études préalables proprement dit et une tranche conditionnelle portant sur la création de la ZAC et les procédures qui lui sont liées.

**ARTICLE 3** : La durée du mandat est fixé à 24 mois à compter de l'entrée en vigueur de la convention de mandat, dont 12 mois pour la tranche ferme et 12 mois pour la tranche conditionnelle.

**ARTICLE 4** : La rémunération totale du mandataire s'élève à 60 000 € H.T, dont 30 000 € H.T. pour la tranche ferme et 30 000 € H.T. pour la tranche conditionnelle. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Gilbert PASTOR Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-63
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148 055

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude hydraulique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur, Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement économique et Emploi »,

**CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confier par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas.,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° S 14.03 est passé avec la société EGIS Eau.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation d'une étude hydraulique.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 15 600,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat signée en date du 14 août 2013.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-64
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178053-cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude VRD**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,

**CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confier par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° S 14.02 est passé avec la société Sitétudes.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'étude VRD.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 9 987,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat signée en date du 14 août 2013.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-65
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178057-cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle section BL n° 140 - Commune de Castelnau le Lez**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordée au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par l'Association Syndicale « les Berges de Navitau », propriétaire de la parcelle située commune de Castelnau le Lez, section BL n° 140, d'une contenance de 4 868m<sup>2</sup> et une superficie de 82m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**CONSIDERANT** que cette partie de parcelle est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau »,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 4 mètres de large tel que reporté sur le plan joint,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par l'Association Syndicale « les Berges de Navitau » représentée par son Président Monsieur Georges LETELLIER, domicilié 3 Allée de Navitau à Castelnau le Lez (34170), propriétaire de la parcelle située commune de Castelnau le Lez, section BL n° 140, d'une contenance de 4 868m<sup>2</sup> et une superficie de 82m<sup>2</sup> concernée par la servitude.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de QUATRE CENT CINQUANTE DEUX EUROS (452€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3**: Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-67
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	LXC 078060

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 140**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 2 075m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BL n° 140, d'une contenance totale de 4 868m<sup>2</sup>, sise commune de Castelnau le Lez afin de permettre la mise en œuvre des travaux induit par l'opération « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » - Création de l'intercepteur Est et notamment la traversée du Lez au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois en hiver à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Georges LETELLIER Président de l'Association Syndicale propriétaire de la parcelle BL n° 140, domicilié 3 Allée de Navitau – Castelnau le Lez (34170), sur une emprise totale de 2 075m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BL n° 140, d'une contenance totale de 4 868m<sup>2</sup>, sise commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité de DEUX MILLE QUATRE VINGT EUROS (2 080€).

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision.n°	D2014-68
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 178 065

Fait à Montpellier, le 19/02/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour  
travaux - Commune de Castelnau le Lez - Terrain section BL n° 108**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 150m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BL n° 108, d'une contenance totale de 2 005m<sup>2</sup>, sise commune de Castelnau le Lez afin de permettre la mise en œuvre des travaux induit par l'opération « Schéma directeur d'assainissement de l'Agglomération de Montpellier » - Création de l'intercepteur Est et notamment la traversée du Lez au Nord de la commune de Castelnau le Lez, dans le secteur du Moulin de Navitau,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de CINQ mois en hiver à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame GALLUZZI Sofia épouse LETELLIER Georges, domiciliée 3, Allée de Navitau à Castelnau le Lez (34170), sur une emprise totale de 150m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BL n° 108, d'une contenance totale de 2 005m<sup>2</sup>, sise commune de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 3** : Les travaux devant se dérouler en hiver, la jouissance du terrain d'agrément ne sera pas troublée. Cette convention est donc consentie et acceptée sans indemnité financière mais subordonnée à la réalisation, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du raccordement au réseau public d'assainissement de l'habitation existante située sur la même parcelle.

**ARTICLE 4** : Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-69
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	22/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 / 69

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics  
d'assainissement - Parcelle section BL n° 108 - Commune de Castelnau le Lez**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame GALLUZI Sophia épouse LETELLIER, propriétaire de la parcelle située commune de Castelnau le Lez, section BL n° 108, d'une contenance de 2017m<sup>2</sup> et une superficie de 105m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**CONSIDERANT** que cette partie de parcelle est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Réalisation du Collecteur Est – Secteur Navitau »,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 4 mètres de large tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame GALUZZI Sophia épouse LETELLIER, domiciliée 3 Allée de Navitau à Castelnau le Lez (34170), propriétaire de la parcelle située commune de Castelnau le Lez, section BL n° 108, d'une contenance de 2017m<sup>2</sup> et une superficie de 105m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de MILLE SIX CENT QUATRE VINGTS EUROS (1 680€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3:** Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

Décision n°	D2014-70
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 080

Fait à Montpellier, le 19/02/14

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de maîtrise d'oeuvre pour le  
remplacement des CTA à l'Aquarium MARE NOSTRUM - Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché de maîtrise d'œuvre (aquariologie, OPC, SSI, travaux TCE) pour le remplacement des CTA à l'Aquarium Mare Nostrum de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3450bisDC13 de maîtrise d'œuvre est passé avec BET KAPLANSKY – 849 rue Favre de Saint Castor – 34080 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour le remplacement des CTA (aquariologie, OPC, SSI, travaux TCE).

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 32 200 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-71
Reçue en Préfecture le	17 MARS 2014
Affichée le	17 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 085- AV

Fait à Montpellier, le

05 MARS 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AM 111 - Commune de Cournonterral**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toute canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame ARBOUSSET Odette, propriétaire de la parcelle située commune de Cournonterral, section AM n° 111, d'une contenance de 1 003m<sup>2</sup> et une superficie de 3m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**CONSIDERANT** que l'ensemble du lotissement « le Viaduc » à Cournonterral fait partie des propriétés concernées par les travaux de raccordement de terrains privés, non encore raccordés au réseau public d'assainissement, et que le raccordement de la parcelle AM 109 nécessite l'implantation d'une servitude réelle et perpétuelle de canalisation d'eaux usées en tréfonds de la parcelle cadastrée AM 111,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une superficie de 3m<sup>2</sup> tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toute canalisation d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 Lotissement le Viaduc à Cournonterral (34660), propriétaire de la parcelle située commune Cournonterral, section AM n° 111, d'une contenance de 1 003m<sup>2</sup> et une superficie de 3m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3**: Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-72
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 148088

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Cubana Soy - Commune de Jacou**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture, Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Cubana Soy diffusé les 28 février et 1<sup>er</sup> mars 2014 au Théâtre La Passerelle de Jacou.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec l'association Ensemble Choral Universitaire de Montpellier – Ecume et la Commune de Jacou.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 2 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Madame Nicole BIGAS Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-73
Reçue en Préfecture le	1 <sup>er</sup> 1 MARS 2014
Affichée le	1 <sup>er</sup> 1 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178092_AU

Fait à Montpellier, le

05 MARS 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignement  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
pour travaux section AM n° 111 - Commune de Cournonterral**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 lotissement « le Viaduc » Cournonterral (34660), sur une emprise totale de 7m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AM n° 111 d'une contenance totale de 1 003m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 7m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section AM n° 111, d'une contenance totale de 1 003m<sup>2</sup>, sise commune de Cournonterral, afin de permettre la réalisation de travaux de raccordements au réseau public d'eaux usées de la parcelle AM n° 109, travaux réalisés dans le cadre du raccordement de l'ensemble des terrains privés du lotissement « le Viaduc » au réseau public d'assainissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de DEUX mois à compter du jour d'occupation des terrains, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Madame ARBOUSSET Odette, domiciliée 9 lotissement « le Viaduc » Cournonterral (34660), sur une emprise totale de 7m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée AM n° 111 d'une contenance totale de 1 003m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de TROIS CENTS EUROS (300€).

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis Pouget, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-74
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 097

Fait à Montpellier, le 19/02/2014  
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SNC L et F" requête n°13MA05025**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°13MA05025 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 23 décembre 2013 par la SNC L&F contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1202223 du 22 novembre 2013 rejetant sa demande d'indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-75
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178102

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section A 778 - Commune de Sussargues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est nécessaire à la réalisation de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier – Raccordement des effluents de Sussargues et Saint Génies des Mourgues sur la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur JENAJEAN Norbert domicilié 2600 route de Saint Jean de Védas à Saint Victor de Malcap (30500) ; Madame JEANJEAN Christine épouse RIGAL, et Madame BERNIOLLE Eliane épouse JEANJEAN, demeurant ensemble 10B Grand Rue Louis Bouis à Sussargues (34160), ont accepté de céder à l'amiable la parcelle sise commune de Sussargues, cadastrée section A n° 778, d'une contenance de 400m<sup>2</sup>,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Monsieur JENAJEAN Norbert domicilié 2600 route de Saint Jean de Védas à Saint Victor de Malcap (30500) ; Madame JEANJEAN Christine épouse RIGAL, et Madame BERNIOLLE Eliane épouse JEANJEAN, demeurant ensemble 10B Grand Rue Louis Bouis à Sussargues (34160), ont accepté de céder à l'amiable la parcelle sise commune de Sussargues, cadastrée section A n° 778, d'une contenance de 400m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de CINQ CENTS EUROS (500€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-76
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178104

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Commune de Lavérune**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Commune de Lavérune, propriétaire de la parcelle située commune de Lavérune, section BL n° 62, d'une contenance de 28 879m<sup>2</sup> et une superficie de 10m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**CONSIDERANT** que le passage en tréfonds de la canalisation d'eaux usées est nécessaire au raccordement de la ZAC du Pouget au réseau public d'assainissement, et que ces travaux sont réalisés dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier »,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 3 mètres de largeur tel que reporté sur le plan joint,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Commune de Lavérune, propriétaire de la parcelle située commune de Lavérune, section BL n° 62, d'une contenance de 38 879m<sup>2</sup> et une superficie de 10m<sup>2</sup> concernée par la servitude,

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-78
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148125

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BL n° 62p - Commune de Lavérune

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Lavérune en date du 27 janvier 2014 par laquelle le Conseil accepte de céder gratuitement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une superficie de 25m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle sise commune de Lavérune, rue des Abimes, section BL n° 62, d'une contenance totale de 38 879m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que la partie de parcelle concernée est nécessaire à l'implantation d'un poste de relèvement des eaux usées permettant le raccordement de la ZAC du Pouget au réseau public d'assainissement,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de la Commune de Lavérune une parcelle de 25m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle sise commune de Lavérune, rue des Abimes, section BL n° 62, d'une contenance totale de 38 879m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2 :** L'acquisition est consentie à titre gratuit, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-79
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148132

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle  
SE 72 - 390 Rue de la Cavallade - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- VU l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle sise 390 rue de la Cavallade à Montpellier (34000), cadastrée section SE n) 72, située dans le périmètre de la ZAC Hyppocrate, qui supporte un hangar.
- **CONSIDERANT** que le local est vide, qu'il ne peut être utilisé en l'état et qu'il convient de procéder à sa démolition avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant le hangar situé sur la parcelle cadastrée section SE n° 72, sise 390 rue de la Cavallade à Montpellier (34000).

**ARTICLE 2 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à L'Urbanisme et à la Politique Foncière est autorisé à signer la demande de permis de démolir et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-80
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178/39-AU

Fait à Montpellier, le 10 MARS 2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier





Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Albert Camus**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2009-753 modifiée, en date du 18 novembre 2009, créant une régie de recettes à la médiathèque Albert Camus, située avenue Charles de Gaulle à Clapiers,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Albert Camus, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à TROIS MILLE CINQ CENT EUROS (3 500,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-81
Reçue en Préfecture le	20/02/14
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148143

Fait à Montpellier, le 19/02/14

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative au marché n°3518 DC 13 - prises de vue d'oeuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements Artistiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de prises de vues d'œuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 22 000 € H.T./an est passé avec Monsieur Frédéric JAULMES – 53 boulevard Rabelais – 34000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des prises de vue d'œuvres et reportages photos d'accrochages pour le compte du musée Fabre de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Il est renouvelable 3 fois pour une durée de 1 an, par reconduction expresse.

**ARTICLE 4** : Le marché s'élève à un montant annuel estimatif de 17 630 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923.

**ARTICLE 5** : Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-82
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148144-AV

Fait à Montpellier, le 17 MARS 2014

Mme N. BIGAS



*[Signature]*  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Aimé Césaire**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2008-646 modifiée, en date du 29 décembre 2008, créant une régie de recettes à la médiathèque Aimé Césaire, située allée Rose de France à Castelnau le Lez,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Aimé Césaire, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à MILLE EUROS (1 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-83
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148/47

Fait à Montpellier, le 19/02/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix,  
parcelle cadastrée n° BX 28, commune de Clapiers"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée BX n°28 sise sur la commune de Clapiers et appartenant à Monsieur Nicolas Brown et ce, dans le cadre des travaux nécessaires à la réalisation de l'intercepteur Est sur la commune de Clapiers.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-84
Reçue en Préfecture le	20/02/2014
Affichée le	21/02/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178/48

Fait à Montpellier, le 19/02/2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de prêt à usage entre la communauté  
d'Agglomération de Montpellier et monsieur Mohamed Touzani**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU les articles 1875 et suivants du Code Civil,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes »,
- VU l'acte d'acquisition du 6 septembre 2010 « Consorts Pagezy/Communauté d'Agglomération de Montpellier »,
- **CONSIDERANT** que monsieur Mohamed TOUZANI réside actuellement sur le Domaine de Viviers, commune de Jacou, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est d'intérêt général que soit assurée une mission de surveillance du domaine et de ses dépendances,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de prêt à usage est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et monsieur Mohamed Touzani.

**ARTICLE 2** : La convention porte sur un bien immobilier situé Domaine de Viviers, 34 830 Jacou, parcelle AV 0003.

**ARTICLE 3** : Le prêt à usage est consenti pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Sauf congé donné par l'une des parties, il sera reconduit tacitement pour la même période.

**ARTICLE 4** : Le prêt à usage est consenti à titre gratuit conformément aux dispositions de l'article 1876 du code civil.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-86
Reçue en Préfecture le	31.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 78 159 - A

Fait à Montpellier, le

27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3475DS13 de maintenance et entretien des ascenseurs des stades et gymnases de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MARTIN dans le domaine « Sports »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de maintenance et entretien des ascenseurs des stades et gymnases de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3475DS13 de services est passé, pour le lot n° 1 (stade Yves du Manoir) et pour le lot n° 2 (autres infrastructures), avec la société PACA ASCENSEURS SERVICES, ZAC de l'Agavon, 4 avenue Lamartine, 34 170 LES PENNES MIRABEAU.

**ARTICLE 2** : Chaque marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois par lot.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché, pour le lot n°1, s'élève à 23 920 € H.T. (correspondant aux prestations forfaitisées) et 32 000 € H.T. (seuil maximum des prestations sur bordereau de prix unitaires) soit un montant total maximum de 55 920 € H.T.

Le montant du marché, pour le lot n° 2, s'élève à 24 320 € H.T. (correspondant aux prestations forfaitisées) et 32 000 € H.T. (seuil maximum des prestations sur bordereau de prix unitaires) soit un montant total maximum de 56 320 € H.T.

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur MARTIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature.



**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-87
Reçue en Préfecture le	13 MARS 2014
Affichée le	13 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178163-AU

**Pour le Vice-Président**

**Par délégation**

Fait à Montpellier, le 11 mars 2014

M. J. MARTIN

P. G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3545DF13 portant sur les garanties financières du Centre de Stockage des Déchets Ultimes de la carrière GSM sur la commune de Castries**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de l'environnement, notamment ses titres 1<sup>er</sup> et IV du livre V relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et aux déchets, et notamment ses articles L.512.2 et R.512.28, et ses articles L. 516-1 et R. 516-1 et suivants,
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- VU les arrêtés préfectoraux n°2012-I-1548 du 11 juillet 2012 et n° 2013-I-2234 B du 25 novembre 2013, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets non dangereux - de l'Agglomération de Montpellier,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-79 du 3 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature à Mr Thierry BREYSSE dans le domaine « Finances »,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 18 décembre 2013,

**CONSIDÉRANT** que la Société étrangère ACE European Group Limited, ayant son siège social au ACE Building, 100 Leadenhall Street, Londres EC3A 3BP, Royaume-Uni, et sa succursale pour la France à Le Colisée, 8 Avenue de l'Arche, 92419 Courbevoie Cedex, ci-après dénommée «ACE», représentée par la société Euro Caution Courtage, société agissant en qualité de courtier d'Assurances, est compétente en matière d'acte de cautionnement solidaire et a présenté l'offre la plus compétitive au regard des critères de la consultation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets non dangereux -, est passé avec ACE European Group Limited, ayant son siège social au ACE Building, 100 Leadenhall Street, Londres EC3A 3BP, Royaume-Uni, et sa succursale pour la France à Le Colisée, 8 Avenue de l'Arche, 92419 Courbevoie Cedex, ci-après dénommée «ACE», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly).

**ARTICLE 2 :** Cet acte de cautionnement porte sur l'Installation de stockage de déchets non dangereux, dont l'établissement est situé sur la Commune de Castries, lieu-dit « l'Arbousier », sur la parcelle n°109, section D1.

**ARTICLE 3 :** Cet acte de cautionnement solidaire constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément aux arrêtés préfectoraux n°2012-I-1548 du 11 juillet 2012 et n° 2013-I-2234 B du 25 novembre 2013 du Préfet de l'Hérault, le paiement, en cas de défaillance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des dépenses liées à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution, et à la remise en état du site après exploitation, par une entreprise extérieure.

**ARTICLE 4 :** Le montant maximum de l'ensemble des Cautionnements émis au titre de la présente convention (ci-après la «Ligne de Cautionnement») s'élève à 2 920 800€ TTC, établi à la date valeur de mai 2013 (valeur TP 01 = 701,8), conformément à l'arrêté préfectoral n°2013-I-2234 B. Ce montant sera actualisé en fonction de la valeur de l'indice TP01 à la date de signature du contrat. En outre, conformément à l'article 1.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, le montant maximum des cautionnements pourra être actualisé en cours de période si l'augmentation constatée de l'indice TP01 est supérieure à 15%. Dans cette hypothèse, un plafond maximum de caution correspondant à une majoration de 25% du montant de la garantie initiale est fixé (3 651 000€). La facturation se fera sur la base du montant réellement garanti pendant les 5 ans de vie de l'acte de garantie.

Cet engagement prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 5 années continues. En contrepartie de la caution accordée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier versera à ACE une commission forfaitaire annuelle égale à 0,28 % du montant de la caution, soit 8 178,24 euros TTC (huit mille cent soixante dix huit euros et vingt quatre centimes d'euros) pour un montant garanti de 2 920 800€, due à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'acte de cautionnement.

**ARTICLE 5 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage par ailleurs, pour le cas où ACE serait appelée par le Préfet au titre de son engagement de caution, à lui rembourser la somme versée par ACE majorée des intérêts au taux de Euribor 3 mois + 0.25 % du jour du versement par ACE jusqu'au jour du parfait remboursement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ACE. Ce remboursement devra intervenir dans un délai raisonnable.

**ARTICLE 6 :** Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué dans le domaine « Finances », est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-79 du 3 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-88
Reçue en Préfecture le	24 FEV. 2014
Affichée le	24 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178169.AU

Fait à Montpellier, le

24 FEV. 2014

M. T. BREYSSE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Finances

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque George Sand**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2010-619 modifiée, en date du 28 décembre 2009, créant une régie de recettes à la médiathèque George Sand, située 235 boulevard des Moures à Villeneuve lès Maguelone,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque George Sand, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à MILLE EUROS (1 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-89
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178142

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Françoise Giroud**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,

- **VU** la décision 2007-507 modifiée, en date du 11 septembre 2007, créant une régie de recettes à la médiathèque Françoise Giroud, située 15 avenue de la Coopérative à Castries,

- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Françoise Giroud, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-90
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 / 174

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision modificative relative à la régie de recettes de la Médiathèque Centrale Emile Zola

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,

- VU la décision 2006-383 modifiée, en date du 13 juillet 2006, créant une régie de recettes à la Médiathèque Centrale Emile Zola, située 218 boulevard de l'Aéroport International à Montpellier,

- VU l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la Médiathèque Centrale Emile Zola, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à DOUZE MILLE EUROS (12 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-91
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178176

Fait à Montpellier, le 25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Jean Giono**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2011-592 modifiée, en date du 8 novembre 2011, créant une régie de recettes à la médiathèque Jean Giono, située 26-28 rue Gaston Bazille à Pérois,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Jean Giono, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-92
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 178

Fait à Montpellier, le 25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat n°2014-01-30/1 d'assistance / formation  
à la prestation pour les progiciels de gestion des ressources humaines,  
gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- **VU** l'acquisition des progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies auprès de la société BERGER-LEVRAULT,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance fonctionnelle et technique de ces progiciels,
- **CONSIDERANT** que seule la société BERGER-LEVRAULT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat d'assistance et formation à la prestation n° 2014-01-30/1 est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT, Le Mila, 195 rue Alfred Sauvy, CS 20400, 34477 PEROLS Cedex.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce contrat est compris entre un minimum de neuf mille cinq cent cinquante euros H.T. (9 550,00 € H.T.) et un maximum de trente-huit mille deux cent euros H.T. (38 200,00 € H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-93
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 180

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la gratuité de la manifestation "La grande soirée de l'exploration"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil de Communauté n°8697 du 15 janvier 2009 relative aux tarifs du Planétarium Galilée et notamment des conférences ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la modification temporaire de tarifs spécifiques pour une durée n'excédant pas trois mois,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à, Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et Enseignements artistiques »,
- **CONSIDERANT** que la manifestation « La grande soirée de l'exploration », commune au planétarium Galilée et à l'Aquarium Mare Nostrum se déroulera le 20 février 2014 au planétarium Galilée et qu'il ya lieu de décider de la gratuité à cette occasion,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La manifestation « La grande soirée de l'exploration » du jeudi 20 février 2014 fera l'objet d'une gratuité.

**ARTICLE 2 :** Les places pourront être obtenues sur demande au service « réservations » du planétarium Galilée.

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente compétent(e) est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-94
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1782 206-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3464UA13, réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur C. MORALES en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur C. MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique foncière »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec un groupement de prestataires dont le mandataire est la société Crealead à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation d'audits énergétiques, analyse de sensibilité de paramètres et élaboration d'un référentiel de travaux pour la rénovation thermique des copropriétés du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 69 900 € H.T.

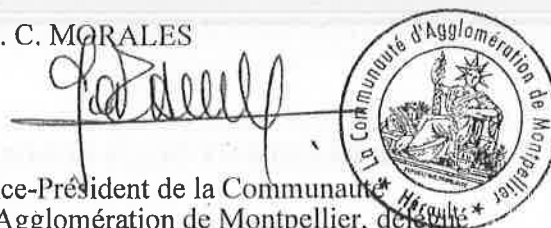
**ARTICLE 5** : Monsieur C. MORALES Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-96
Reçue en Préfecture le	25 FEV. 2014
Affichée le	25 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178243-AU

Fait à Montpellier, le 25 FEV. 2014

M. C. MORALES



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Urbanisme et Politique Foncière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'opération "Chéquier printemps Odysseum"  
octroyant des réductions sur les tarifs du planétarium Galilée**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser une modification temporaire des tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois,
- **CONSIDERANT** qu'il est opportun d'associer le planétarium à l'opération « Chéquier printemps Odysseum »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une réduction de vingt pour cent sera appliquée sur les tarifs des produits de la boutique du planétarium Galilée, exception faite des livres, pendant l'opération « Chéquier printemps Odysseum »,.

**ARTICLE 2 :** La réduction sera faite en une fois, sur fourniture d'un coupon de réduction, à la caisse du planétarium Galilée. Cette réduction n'est pas cumulable avec d'autres réductions.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-97
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178247-AV

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Federico Fellini**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2006-379 modifiée, en date du 13 juillet 2006, créant une régie de recettes à la médiathèque Federico Fellini, située 1 place Paul Bec à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Federico Fellini, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à DEUX MILLE CINQ CENT EUROS (2 500,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-98
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 250

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Jean de la Fontaine**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2009-819 modifiée, en date du 22 décembre 2009, créant une régie de recettes à la médiathèque Jean de la Fontaine, située Château des Evêques à Lavèrune,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Jean de la Fontaine, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à MILLE EUROS (1 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-99
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 118 852

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de  
recettes de la médiathèque Federico Garcia Lorca**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2006-378 modifiée, en date du 13 juillet 2006, créant une régie de recettes à la médiathèque Federico Garcia Lorca, située 162 avenue de Palavas à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Federico Garcia Lorca, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à MILLE EUROS (1 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-100
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 254

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque Victor Hugo

- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision 2006-448 modifiée, en date du 3 août 2006, créant une régie de recettes à la médiathèque Victor Hugo, située 207 rue Guillaume Janvier à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

*CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque Victor Hugo, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-101
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 256

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque La Gare**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2003-09 modifiée, en date du 13 janvier 2003, créant une régie de recettes à la médiathèque La Gare, située avenue du Grand Jeu à Pignan,
- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque La Gare, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à DEUX MILLE EUROS (2 000,00 €).

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-102
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 158

Fait à Montpellier, le

25 FEV. 2014

M. Y.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la médiathèque William Shakespeare**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,

- **VU** la décision 2005-220 modifiée, en date du 1<sup>er</sup> avril 2005, créant une régie de recettes à la médiathèque William Shakespeare, située 159 avenue Paul Bringuier à Montpellier,

- **VU** l'avis conforme du 4 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la médiathèque William Shakespeare, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à MILLE EUROS (1 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-103
Reçue en Préfecture le	27 FEV. 2014
Affichée le	27 FEV. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178260

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché de fournitures et de prestations de services pour la signalétique des équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,
- **VU** le rapport d'analyse en date du 11 février 2014,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée pour la fourniture de signalétique et de prestations de services pour les équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à bons de commande n°3524DS14 de fournitures et de prestations de services est passé avec la société DECO ADER MEDITERRANEE sise à Saint Jean-de-Vedas (34430) –ZAC du Rieucoulon - 150 rue Pierre et Marie Curie.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la signalétique des équipements sportifs de l'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Sa durée est de trois ans, résiliable 3 mois avant chaque date anniversaire.

**ARTICLE 4** : Le présent marché à bons de commande comporte un minimum et un maximum respectivement de 20 000,00 € HT et de 89 999,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président délégué dans le domaine « Sports » est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-104
Reçue en Préfecture le	
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	

Fait à Montpellier, le 03.03.14

M. J. MARTIN

P/O  
E. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services concernant la maintenance et assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson "Mondial 98" (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson "Mondial 98" et Yves du Manoir (lot 3).**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS»,
- VU le rapport d'analyse des offres du 10/02/2014,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à des sociétés spécialisées pour la maintenance et l'assistance du système de sonorisation du stade de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché à bons de commande n°3558DS14 de prestations de services est passé d'une part, avec la société Sud Médias System (S.M.S) sise à Baillargues (34670) – ZI de la Biste II- 103 rue Jean-Baptiste Calvignac – pour la maintenance et assistance du système de sonorisation du stade de la Mosson (lot 1) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3), d'autre part avec la société I.E.C. à Saint-Aunes (34130)- 305 avenue de la Marjolaine pour la maintenance et assistance du système de sonorisation du stade Yves du Manoir (lot 2),

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la maintenance et l'assistance du système de sonorisation des stades de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2) et des écrans géants des stades de la Mosson et Yves du Manoir (lot 3).

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire.



**ARTICLE 4 :** Le présent marché à bons de commande comporte un maximum annuel de 15 000,00 € HT pour le lot 1, de 5 000,00 € HT annuel pour le lot 2 et de 5 000,00 € HT pour le lot 3. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jacques MARTIN, Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-105
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178283 - AV

Fait à Montpellier, le

18 MARS 2014

M. J. MARTIN

pd  
G. PASTOR

Pour le Vice-Président  
Par délégation

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle SOS Premiers Secours**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération en matière de diffusion du spectacle vivant,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier achète le spectacle *SOS Premiers Secours* de la Compagnie Minibus diffusé entre les 15 mai et 13 juin 2014 dans quatre communes de l'agglomération.

**ARTICLE 2 :** Le montant du contrat de cession s'élève à 3 600 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 3 :** Monsieur/Madame le (a)Vice-Présidente(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-106
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178286-CC

Fait à Montpellier, le

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la SPA fourrière animale Noé**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n° 2010-435 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 21 septembre 2010, portant création d'une régie de recettes auprès de l'association Société Protectrice des Animaux – Agglomération de Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 10 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la régie de recettes, il convient de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à NEUF MILLE EUROS (9 000,00 €).

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-108
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 178290 - AV

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession à la Société Océanis des parcelles cadastrées section BK 413p et 426a - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération n° 107704 du 29 février 2012 relatives aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€.
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 12 mars 2014,
- **VU** le projet de cession par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Société Océanis des parcelles dont elle est propriétaire, sises Avenue de la Justice de Castelnau, commune de Montpellier, cadastrées section BK n° 413p, pour sa partie située au-delà du mur de soutènement, et 426a, d'une contenance respective de 269m<sup>2</sup> et 29m<sup>2</sup>.
- **CONSIDERANT** que ces parcelles constituent des délaissés de l'opération ligne 2 du tramway situés au-delà du mur de soutènement et au même niveau que le projet immobilier de la Société Océanis situé sur la parcelle BK 412, et ne présentent pas d'utilité pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération cède à la Société Océanis, représentée par son Président ès qualité et domiciliée 125 rue Gilles Martinet – Le QG – CS 80014 à Montpellier (34077) cedex 3, les parcelles sises commune de Montpellier et cadastrées BK n° 413p et 426a, d'une contenance respective de 269m<sup>2</sup> et 29m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Le prix de vente des parcelles cadastrées section BK n° 413p et 426a est de dix huit mille Euros (18 000€) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** Le Vice-Président compétent délégué est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-109
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Dmc178296-AU

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCIAC  
FUTURA dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° n°11586 du 23 mai 2013 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 10796 du 29 mars 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension : la société FUTURA représentée par Monsieur Sébastien KAMINSKI est une SCIAC. Elle est candidate à l'acquisition du lot E6 de 2 355 m<sup>2</sup> pour y construire un programme immobilier de bureaux et d'activités de 1 280 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 280 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront la société KIT AERO (activités de négoce aéronautique), la société SCP MEISSONNIER GARNIER (étude d'huissiers de justice), la société MT COULEURS (activités de presse et imprimerie), la société MOBIO (activités d'ingénierie et de conseil), la société CONSULTING & DEVELOPPEMENT (cabinet de conseil en stratégie) et la société PIERRE HERAIL SAS (administrateur de biens immobiliers). Les entreprises prévoient un effectif de 40 emplois à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCIAC FUTURA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-110
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178391 - AU

Fait à Montpellier, le

10 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCA  
ALABISO CARTON dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil de Communauté au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société SCA ALABISO CARTON, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot F4 de 1 032 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme immobilier de 819 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 819 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront les sociétés Les Clés du Midi (création de sites internet spécialisés dans l'immobilier), ALD Ingénierie (bureau d'études) et ALABISO Ingénierie (BET ingénierie du bâtiment). Ils projettent un effectif de 53 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SCA ALABISO CARTON ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué compétent est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-111
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 396 AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Olympique d'Antigone**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la délibération n° 2678 modifiée, du Conseil du District du 26 mars 1996 créant une régie de recettes auprès de la Piscine Olympique d'Antigone, située avenue Jacques Cartier à Montpellier.
- **VU** l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la Piscine Olympique d'Antigone, il convient de compléter la liste des encaissements.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Locations ponctuelles d'espaces
- Ventes de bonnets de bains
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

Ces produits sont perçus contre remise à l'utilisateur d'un ticket, ou formule assimilée, facture ou quittance.

**ARTICLE 2:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-112
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178398 - AV

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Amphitrite**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n° 2004-168 modifiée, en date du 3 juin 2004, créant une régie de recettes auprès de la piscine Amphitrite située avenue de Librilla à Saint-Jean-de-Védas,
- **VU** l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Amphitrite, il convient de compléter la liste des encaissements.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

Ces produits sont perçus contre remise à l'utilisateur d'un ticket, ou formule assimilée, facture ou quittance.

**ARTICLE 2:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-113
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 400 - AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon - Parcelles RN n°20 - 21 - 7 - 10 - 25 et 35 - Commune de Montpellier**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles cadastrées section RN n° 20 – 21 – 6 – 7 – 10 – 25 et 35, lieu dit « Valedéau » Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 ha 90 a 02 ca, pour une durée de un an,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Communauté d'Agglomération de Montpellier constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur et qu'il convient de les entretenir dans l'attente de les confier à des agriculteurs par bail à long terme.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n° 462 800 574, les parcelles cadastrées section RN 20 – 21 – 6 – 7 – 10 – 25 et 35, lieu dit « Valedéau » Commune de Montpellier, pour une contenance cadastrale totale de 9 ha 90 a 02 ca.

**ARTICLE 2 :** La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de un an.

**ARTICLE 3 :** La convention de mise à disposition est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de quatre mille neuf cent cinquante euros (4 950€).

**ARTICLE 4 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à un arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-114
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc148402-AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la Piscine Suzanne Berlioux**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2006-417 modifiée, en date du 25 juillet 2006, créant une régie de recettes auprès de la piscine Suzanne Berlioux, située Quartier Près d'Arènes – rue Métairie de Sayssat à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Suzanne Berlioux, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 2** : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à QUATRE MILLE EUROS (4 000,00 €).

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-115
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 178407-AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de cession des droits  
d'exploitation de spectacles avec l'association Continuum**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame Nicole BIGAS dans le domaine « Culture et enseignements artistiques »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional des prestations artistiques de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association Continuum, 34 rue de la Méditerranée, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des classes de maître "Jaco Pastorius - grooves et tourbillons", par Frédéric Monino et François Laizeau, et "Histoire des éléments de la batterie", par François Laizeau, prévues le 29 mars 2014 de 9h30 à 16h45, sur le Site de Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet le 29 mars 2014 et se terminera à l'issue des représentations.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 1 200,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Madame Nicole BIGAS, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-116
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178422-CC

Fait à Montpellier, le 17 MARS 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de services pour le logiciel de gestion de centre de loisirs "e.enfance"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- **VU** l'acquisition du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance auprès de la société BERGER-LEVRAULT,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier l'hébergement de ce logiciel à la société BERGER-LEVRAULT au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de services de la solution « e.enfance » est conclu avec la société BERGER-LEVRAULT, 231 rue Pierre et Marie Curie, CS 57605, 31676 LABEGE Cedex.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne l'hébergement du logiciel de gestion de centre de loisirs e.enfance installé à l'Ecolothèque, ainsi qu'une assistance téléphonique aux utilisateurs. Ce logiciel est composé de la gestion de la scolarité, des inscriptions à la restauration, des services périscolaires, des activités culturelles et sportives ainsi que de la facturation en ligne des familles.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une durée de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce contrat s'élève à quatre mille vingt-trois euros et quatre-vingt-quatorze cents T.T.C. (4 023,94 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-117
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178435-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

20 MARS 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché 3419UH13 sur l'occupation du sol 2012**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-21 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et politique foncière »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'enrichir l'atlas de l'occupation du sol 2012 (tranche conditionnelle du marché) d'un zoom sur chaque quartier afin d'améliorer la restitution des données sur la plus grande commune du territoire (Montpellier) en respectant les contraintes de format de ce document,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3419UH13 de prestations intellectuelles est passé avec la société SIRS.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne une prestation intellectuelle.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 700 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 21 630 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

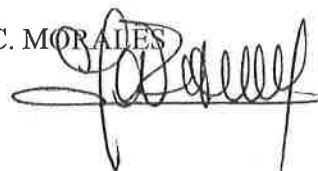


Décision n°	D2014-118
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178446-AU

Fait à Montpellier, le

14 MAR 2014

M. C. MORALES




Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Urbanisme et Politique Foncière

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché 3542 de 14 d'étude de préfiguration d'un plan de gestion des espaces naturels et agricoles (GENA) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et sa déclinaison sur trois secteurs pilotes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Yvon Pellet, Vice Président délégué à l'Économie agricole - viticole - traditions populaires et ruralité - relations avec la chasse et la pêche,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2012-22 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Yvon Pellet, Vice Président délégué à l'Économie agricole - viticole - traditions populaires et ruralité - relations avec la chasse et la pêche.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestation d'études est passé avec le groupement Tercia – Terraterre – Ecologistes de l'Euzière, 371 av Louis Ravas, 34080 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une étude de préfiguration pour la gestion des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et sa déclinaison sur 3 secteurs pilotes (secteurs de Grabels, de Laverune, de la Haute Vallée du Lez (Prades le Lez / Montferrier-sur-Lez / Clapiers). Une synthèse territoriale doit être réalisée, visant l'élaboration d'une boîte à outils pédagogique permettant d'envisager la mise en place d'un plan de gestion à l'échelle communautaire.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois hors délais de validation du mandataire.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 57 225 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 929.

**ARTICLE 5** : Monsieur Yvon Pellet, Vice Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-22 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-119
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178858 - AJ

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le

M. Y. PELLET

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
délégué à l'Economie Agricole, Viticole,  
Traditions Populaires et Ruralité,  
Relations avec la Chasse et la Pêche





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°2 à la convention de mise à disposition  
avec la SAFER Languedoc-Roussillon en date du 10 avril 2012  
Suppression des parcelles BB n°61P et BC n°1- Commune de Clapiers**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- **VU** le projet d'avenant n°2 à la convention en date du 10 avril 2012, conclu en application de l'article L 142-6 du Code Rural, par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, ayant pour objet de modifier les biens mis à disposition par la suppression des parcelles cadastrées section BB n°61 pour partie et BC n°1 - Commune de Clapiers, pour une contenance cadastrale respective de 1 ha 60 a 00 ca et 3 ha 03 ca 70 ca,
- **CONSIDERANT** que cet avenant porte à 17 ha 85 a 11 ca la contenance cadastrale totale des terres mises à disposition de la SAFER, modifiant ainsi la redevance annuelle qui s'élève désormais à DEUX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT QUINZE EUROS (2 695€),
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises dans le cadre des réserves foncières de la Communauté d'Agglomération de Montpellier constituent des terres agricoles qui peuvent conforter l'outil de production des agriculteurs du secteur,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra résilier annuellement l'occupation de ces parcelles sous réserve de justifier de pouvoir les vendre ou les aménager,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de l'article L 142-6 du Code Rural, supprime de la mise à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, les parcelles cadastrées section BB n°61 pour partie et BC n°1 - Commune de Clapiers, pour une contenance cadastrale respective de 1 ha 60 a 00 ca et 3 ha 03 ca 70 ca , aux termes de l'avenant n°2 précité.

**ARTICLE 2** : La redevance annuelle s'élève désormais à DEUX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT QUINZE EUROS (2 695€).

**ARTICLE 3** : Les autres conditions de la convention du 10 avril 2012 restent inchangées.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-120
Reçue en Préfecture le	1 1 MARS 2014
Affichée le	1 1 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148454-AU

Fait à Montpellier le

10 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avantage tarifaire à l'occasion du Printemps des planétariums**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la modification temporaire des tarifs spécifiques pour une durée n'excédant pas trois mois,
- **CONSIDERANT** qu'il est opportun d'associer le Planétarium Galilée à la manifestation 'Le printemps des planétariums' et d'offrir des avantages tarifaires exceptionnels à cette occasion,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Pour toute place achetée au Planétarium Galilée pour les séances de 17h, 18h30 ou 20h de mars 2014, aux tarifs « Adulte – Normal », « Adulte – Pass'Agglo », « Enfant – Normal » et « Enfant – Pass'Agglo », une contremarque sera délivrée à la caisse du planétarium Galilée.

**ARTICLE 2 :** Toute contremarque délivrée dans les conditions visées à l'article 1 donnera droit à une entrée gratuite à une séance publique du Planétarium Galilée, après échange en caisse du Planétarium. La durée de validité des contremarques sera limitée au 2 juillet 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-121
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178459-AV

Fait à Montpellier, le

10 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant pour le marché n°3285MG13, exploitation et maintenance en Génie Climatique des bâtiments de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur P. MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur P. MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant pour l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3285 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique de l'Agglomération de Montpellier est passé avec Cofely/Axima à Lattes.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne l'actualisation de la liste des bâtiments et des équipements couverts par le marché d'exploitation et de maintenance.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 369.75 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant forfaitaire annuel du marché s'élève à 27 869.75 € H.T. Le montant des travaux ponctuels demeure limité par un seuil maximum annuel de 25 000 € H.T.

**ARTICLE 5 :** Monsieur P. MAUREL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-122
Reçue en Préfecture le	19 MARS 2014
Affichée le	19 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178 463 AV

Fait à Montpellier, le

13/03/2014

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3435EA13 de travaux intercommunaux  
avec création de 6 postes de refoulement des eaux usées**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur, Louis Pouget dans le domaine « Eau et Environnement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux intercommunaux avec création de 6 postes de refoulement des eaux usées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3435EA13 de travaux est passé avec le groupement STPB/AQUASUD.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la création de 6 postes de refoulement des eaux usées.

**ARTICLE 3** : Le délai d'exécution des travaux, qui part de l'ordre de service prescrivant le commencement d'exécution des prestations, est de 16 semaines.

**ARTICLE 4** : Le prix global et forfaitaire des travaux du marché s'élève à 274 834 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur Louis POUGET Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-123
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 178476-AU

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. L. POUGET



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la SARL ALCEDIAG  
pour un bail commercial dans l'immeuble CAP DELTA à Grabels**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert Pastor en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° n°11586 du 23 mai 2013 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n° A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert Pastor dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble CAP DELTA : La SARL ALCEDIAG, représentée par Monsieur Marc DELMAS dont l'activité est le développement de solutions innovantes pour le diagnostic médical. Elle est candidate à la location du lot « 2.1 » de 795 m² pour une période de 12 ans. L'entreprise projette un effectif de 35 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la SARL ALCEDIAG ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président Délégué de la commission MMT- Développement Economique et Emploi, est autorisé à signer le bail commercial ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-124
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178180-AU

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

20 MARS 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le **Président** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3436EA13 concernant l'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC Descartes sur la RD5E2 - Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président disposant d'un mandat spécial,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-23 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et assainissement »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'effectuer des travaux d'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC DESCARTES RD5E2 sur la commune de Lavérune,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3436EA13 de travaux est passé avec l'entreprise BRAULT MTP sise à VENDARGUES.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'extension du réseau d'eaux usées pour le raccordement de la ZAC DESCARTES RD5E2 sur la commune de LAVERUNE.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant estimatif du marché s'élève à 195 655.00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Louis POUGET Vice-Président disposant d'un mandat spécial est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-23 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-125
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148482-AU

Fait à Montpellier, le 20/03/2014

M. L. POUYPA

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération n° 12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté n° 2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 27 août 2008 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société MENTA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 23 mars 2010, 14 octobre 2011, 1<sup>er</sup> octobre 2012, 8 octobre 2013 et 31 octobre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 28 février 2014, que la société MENTA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 août 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société MENTA pour la surface de 89,76 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 298,82 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

Décision n°	D2014-126
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178485-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la vente à la Société.Synérail d'une partie de la  
parcelle cadastrée section OH n° 81 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération n° 10704 du 29 février 2012 relatives aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU l'avis de France Domaine en date 12 août 2013,
- **CONSIDERANT** que le terrain cédé est un délaissé de parcelle qui constitue un espace vert et qui doit recevoir un équipement destiné à un projet d'Etat dans le but de remplacer le système radio sol-train qui est devenu obsolète par un système numérique GSM-R.
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de céder à la Société SYNERAIL, dont le siège social est 2 rue Benoît Malon à SURESNES (92150), une petite partie, soit 280m², de la parcelle sise Commune de Montpellier et cadastrée section OH n° 81P,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à la Société SYNERAIL, dont le siège social est 2 rue Benoît Malon à SURESNES (92150), une partie, soit 280m², de la parcelle sise Commune de Montpellier et cadastrée section OH n° 81P.

**ARTICLE 2** : S'agissant d'un délaissé de parcelle et au vu de l'avis de France Domaine en date du 12 août 2013, la vente est consentie à titre gratuit, les frais annexes restant à la charge de l'acquéreur,

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent délégué est autorisé à signer le compromis de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-127
Reçue en Préfecture le	11 MARS 2014
Affichée le	11 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148487-9V

Fait à Montpellier, le

10 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société TWIN SOLUTIONS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n° 12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n° 2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 février 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société TWIN SOLUTIONS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 18 février 2013 et du 20 novembre 2013,
- CONSIDERANT que la convention précitée arrive à échéance le 28 février 2014, que la société TWIN SOLUTIONS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société TWIN SOLUTIONS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 28 février 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société TWIN SOLUTIONS pour la surface de 30,21 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 437,13 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3** : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-128
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148192-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice- Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n° 12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté n° 2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 février 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société IVAOS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 21 juillet 2011, 27 juillet 2012 et 20 mars 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance le 28 février 2014, que la société IVAOS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 28 février 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IVAOS pour la surface de 29,44 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élèvera à 425,99 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3** : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice Président Gilbert PASTOR est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-129
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178495-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché pour un contrat de cession des droits d'exploitation d'un spectacle en France avec la Compagnie Art Mixte - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3 -10 °,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'organiser des reconstitutions historiques au Site archéologique *Lattara-musée Henri Prades* dans le cadre de la 5<sup>e</sup> édition de la Fête de l'Antiquité prévue les 14 et 15 juin 2014, un spectacle déambulatoire spécialement créé par la Compagnie Art Mixte conviera le public à participer à une visite théâtralisée de *Lattara*. En près d'une heure, les spectateurs aborderont de manière ludique et interactive ce que les archéologues professionnels ont mis plusieurs dizaines d'années à mettre au jour. De même, les jeunes comédiens ayant participé durant les vacances de Pâques aux ateliers de pratique théâtrale « *archéologues pour de faux comédiens pour de vrai* » animés par Art Mixte, restitueront en public le spectacle final de leurs stages.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association « Compagnie Art Mixte », 4, place Clément Bécot, 34570 Murviel-lès-Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne 6 (six) représentations du spectacle intitulé « *archéologues pour de faux comédiens pour de vrai* » sur le site archéologique *Lattara-musée Henri Prades*, les 14 et 15 juin 2014, entre 10h00 et 19h00, dans le cadre de la 5<sup>e</sup> édition de la Fête de l'Antiquité.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa signature et se terminera le 15 juin 2014, à la fin de la dernière représentation.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 16 194,93 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Madame (Monsieur) la(le) Vice-président(e) compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément son arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-130
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 478624-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

Mme J. CLAVERIE



Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de prestation de services pour la production d'œuvres dans le cadre d'une exposition d'art contemporain intitulé "Julien Gardair-Camera locus" au Site archéologique Lattara-musée Henri Prades**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3 - 10°,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passées en procédures adaptées telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € HT, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** l'organisation, dans le cadre de la programmation culturelle du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades, d'une exposition temporaire d'art contemporain consacrée à l'artiste Julien Gardair et intitulée « *Julien Gardair – Caméra locus* ».

L'artiste invité, Julien Gardair, est un ancien étudiant de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération et de l'Ecole Nationale d'Art de Cergy Pontoise dont il est sorti diplômé en 1999. Installé à New York depuis 2007, il y développe un travail artistique en exploitant notamment, un dispositif de projections visuelles et sonores, qui envahit et transfigure l'espace de diffusion.

Pour cette nouvelle exposition, Julien Gardair propose une nouvelle approche du site antique et des collections archéologiques, en immergeant le visiteur dans une fiction visuelle et sonore à fort potentiel poétique et pictural. A travers l'espace du musée, l'artiste diffusera par le biais d'une « Caméra locus », ses propres représentations de Lattara, comme autant d'images recomposées à partir de correspondances élaborées entre fiction et réalité, dans l'interférence du temps passé et de l'instant présent.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de services pour la production d'œuvres visuelles et sonores est passé avec Julien Gardair.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la réalisation d'œuvres projetées spécialement conçues à l'occasion de l'exposition temporaire d'art contemporain présentée au musée Henri Prades du 24 mai au 21 octobre 2014. Ces œuvres restent l'entière propriété de l'artiste.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin le 30 octobre 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 7 600 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Une convention est passée avec Julien Gardair pour la production et le prêt des œuvres destinées à être présentées au public dans le cadre de l'exposition temporaire d'art contemporain prévue au Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades du 24 mai au 21 octobre 2014.

**ARTICLE 6 :** La convention prend effet dès sa signature. Les œuvres prêtées seront exposées pour une période de 5 mois, du 24 mai au 21 octobre 2014 au musée Henri Prades.

**ARTICLE 7 :** Madame / Monsieur la(le) Vice-président(e) compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-131
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc178644-AU

Fait à Montpellier, le 09 AVR. 2014



Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,  
déléguee dans le domaine Archéologie,  
Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire  
à la Compagnie Les Murs d'Aurelle - Théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Les Murs d'Aurelle à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y répéter un spectacle .

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit pour les 22 et 23 mars et les 12 et 13 avril 2014.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur(Madame) le (la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer la convention visée à l'article 3 conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-132
Reçue en Préfecture le	0 4 AVR. 2014
Affichée le	0 4 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 178622-AV

Fait à Montpellier, le 0 4 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol à l'association "stage international de Judo de Montpellier"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,
- **CONSIDERANT** la demande de l'association « stage international de judo de Montpellier » d'organiser un stage international au Palais des Sports René Bougnol à Montpellier du 14 au 18 juillet 2014,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de cette manifestation, bénéficiant d'une très importante renommée, contribue à promouvoir les actions et le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention à titre gratuit avec l'association « stage international de judo de Montpellier » pour la mise à disposition ponctuelle du Palais des Sports René Bougnol,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association « stage international de judo de Montpellier ».

**ARTICLE 2** : La convention concerne la mise à disposition ponctuelle du Palais des Sports René Bougnol.

**ARTICLE 3** : La mise à disposition ponctuelle du Palais des Sports René Bougnol se fera du 14 au 18 juillet 2014.

**ARTICLE 4** : La convention stipule que la mise à disposition ponctuelle du Palais des Sports René Bougnol se fera à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-133
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178627-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3492DC13 pour l'entretien des espaces intérieurs et des mobiliers des sites Lisbonne et Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'avoir recours à une entreprise disposant de matériels professionnels pour un nettoyage plus technique des locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3492DC13 est passé avec la société ESPACE PROPRETÉ demeurant 9 rue Jean Giono à LANSARGUES - 34130.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne le nettoyage des sites Lisbonne et Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 69 476,17 € H.T soit 83 371,40 € T.T.C.. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :** Monsieur(Madame) le(la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-134
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	ImC178630-CC

Fait à Montpellier, le

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition de la Maison  
des chœurs de Montpellier entre la Communauté d'Agglomération  
de Montpellier et l'Association des chœurs de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **CONSIDERANT** la nécessité de louer une salle afin d'offrir des conditions de représentation adaptées au concert-examen de direction de chœurs des élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de mise à disposition est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association des chœurs de Montpellier (ACM).

**ARTICLE 2** : La convention concerne la mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier, sise Place Albert 1<sup>er</sup>, à Montpellier.

**ARTICLE 3** : La convention prendra effet le samedi 31 mai 2014 de 10h à 20h.

**ARTICLE 4** : Les frais de mise à disposition de la Maison des chœurs de Montpellier s'élèvent à 200,00 € TTC (deux cents euros). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-135
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc178638-CC

Fait à Montpellier, le

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché de prestations de services  
n°3560DS14 concernant la maintenance préventive et corrective du  
système de vidéo-surveillance des stades de la Mosson et Yves du Manoir**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 21 février 2014,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée pour la maintenance préventive et corrective du système de vidéosurveillance des stades de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestations de services n°3560DS14 est passé d'une part pour le lot 1, avec la société AB RADIOCOMMUNICATION sise à Montpellier (34070) – « Eurydice 1 » - 94 rue Eurydice, d'autre part pour le lot 2 avec la société IPERION sise à Saint Jean-de-vedas (34430) – Parc d'activités Aftalion – Place de la Méditerranée.

**ARTICLE 2 :** Ce marché à bons de commande concerne la maintenance préventive et corrective du système de vidéosurveillance des stades de la Mosson (lot 1) et Yves du Manoir (lot 2)..

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, reconductible une fois de manière expresse par la personne publique pour un an, sauf renonciation du titulaire.

**ARTICLE 4 :** Le présent marché à bons de commandes comporte un maximum de 25 000 € H.T. par an, dont 12 500 € HT pour le lot 1 et 12 500 € HT pour le lot 2. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jacques MARTIN Vice-Président délégué aux Sports, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-136
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148 637 - AV

Fait à Montpellier, le 18 MARS 2014

M. J. MARTIN

*P. J. MARTIN* Pour le Vice-Président  
Par délégation

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une prise de possession anticipée  
section ST n° 66 - 68 et 72 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophè MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de prise de possession anticipée consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit d'ASF, et concernant les parcelles sises Commune de Montpellier, cadastrées section ST 66 – 68 et 72, d'une contenance totale de 3ha 75a 05ca,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour la S.A. Autoroutes du Sud de la France de pouvoir utiliser ces parcelles dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'autoroute A9, travaux déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention portant prise de possession anticipée est consentie par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au profit de la S.A. Autoroutes du Sud de la France, dont le siège social est situé 9, Place de l'Europe à Rueil-Malmaison (92851) cedex, sur l'emprise totale de 3ha 75a 05ca des parcelles cadastrées section ST n° 66 – 68 et 72, sises commune de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-137
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178649-AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à l'acte de consentement à vente dans le cadre d'une procédure d'expropriation - Parcelles SM 25p et SM 14-24-29 et 51 - Rue du Mas des Brousses - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU le projet de consentement à vente dans le cadre d'une procédure d'expropriation par lequel Monsieur MERY Henri et Madame MERY Jacqueline née SALLES, demeurant à Montpellier (34000) 19 rue de l'Imprimerie, Villa Les Roses, consentent à céder à la Communauté d'Agglomération de Montpellier les parcelles sises commune de Montpellier, Rue du Mas de Brousses, cadastrées SM n° 14 – 24 – 29 et 51 pour une contenance commune de 1ha25a05ca et le lot n° 1 de l'ensemble immobilier en copropriété sis sur la parcelle cadastrée section SM n° 25 pour une contenance de 1a 78ca, constitué d'un appartement en rez de chaussée d'une superficie de 137.10 mètres ainsi que les 510/1000èmes de la propriété du sol, pour un montant total de 1 475 000€, dont 1 340 000€ au titre de la valeur vénale du bien et 135 000€ au titre de l'indemnité de remploi,
- VU l'avis de France Domaine en date du 9 avril 2013,
- **CONSIDERANT** que les parcelles concernées, constituent des réserves foncières dans le secteur de Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV et sont nécessaires à la réalisation des aménagements prévus sur ce secteur,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès Monsieur MERY Henri et Madame MERY Jacqueline née SALLES, demeurant à Montpellier (34000) 19 rue de l'Imprimerie, Villa Les Roses les parcelles sises commune de Montpellier, Rue du Mas de Brousses, cadastrées cadastrées SM n° 14 – 24 – 29 et 51 pour une contenance commune de 1ha25a05ca et le lot n° 1 de l'ensemble immobilier en copropriété sis sur la parcelle cadastrée section SM n° 25 pour une contenance de 1a 78ca, constitué d'un appartement en rez de chaussée d'une superficie de 137,10 mètres ainsi que les 510/1000èmes de la propriété du sol.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de un million quatre cent soixante quinze mille Euros (1 475 000€) toutes indemnités confondues, dont 1 340 000€ au titre de la valeur vénale du bien et 135 000€ au titre de l'indemnité de remploi, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le, Vice-Président compétent est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-138
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178653-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ 113 - Commune de Montferrier sur Lez**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Madame TOURRIERE Monique épouse SALVADOR, propriétaire de la parcelle située Commune de Montferrier sur Lez, section AZ n°113,

**CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire au passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier »,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 5 mètres de largeur tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Madame TOURRIERE Monique épouse SALVADOR, de la parcelle située Commune de Montferrier sur Lez, section AZ n° 113,

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de mille six cent trente euros (1 630€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à un arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-139
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178659-AV

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à des avenants de prolongation des dates  
de mobilisation des contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et  
FI81.286/FR auprès de la Banque Européenne d'Investissement**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2012-79 du 2 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Finances »,

**CONSIDÉRANT** que le rythme prévisionnel des dépenses nécessite un report de versement des prêts n°FI26.200/FR et FI81.286/FR,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Des avenants aux contrats n°FI26.200/FR et FI81.286/FR sont passés avec la Banque Européenne d'Investissement.

**ARTICLE 2** : Ces avenants prolongent la date limite de mobilisation des fonds disponibles sur ces deux contrats (respectivement 5M€ et 40M€) jusqu'au 30 décembre 2014.

**ARTICLE 3** : Les autres stipulations des contrats demeurent inchangées.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président, délégué dans le domaine « Finances » est autorisé à signer les avenants visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-79 du 2 mai 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-140
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178674 - AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3213DC13 de "Mission d'Assistance à maîtrise d'ouvrage : Programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée et assistance jusqu'en fin de mission APD"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Madame BIGAS dans le domaine « Culture, enseignements artistiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour le Musée Archéologique Henri Prades de « mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage : programmation fonctionnelle, technique et muséographique détaillée et assistance jusqu'en fin de mission APD »

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3213DC13 de prestations intellectuelles est passé avec la société AUBRY & GUIGUET, 13 rue de Mont Louis, 75 011 Paris.

**ARTICLE 2** : La tranche ferme du marché, comprenant les phases 1 à 4, prend effet à compter de la notification du marché et dure 5,5 mois au total.  
La tranche conditionnelle, comprenant la phase 5, démarre à compter de sa date d'affermissement et dure 16 mois.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 66 640 € H.T. (soit 34 900 euros H.T. correspondant à la tranche ferme et 31 740 euros H.T. correspondant à la tranche conditionnelle). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Madame BIGAS Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-29 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-141
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC178678-AJ

Fait à Montpellier, le 26 MARS 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée  
section AE 142 - Commune de Villeneuve lès Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU la promesse de vente en date du 29 janvier 2014 par laquelle les propriétaires indivis : Madame CASTANIE Brigitte, Madame GURRERO Maryse, Madame RIVIERE Marie, Monsieur PETIT Jean-François et Madame BONNET Annie, Monsieur BONNET Nicolas et Madame DUCOUP Karine, Monsieur SANCHEZ Cyril, ont accepté de céder à titre gratuit la parcelle sise commune de Villeneuve lès Maguelone, lieu dit « l'Arnel », cadastrée section AE n° 142, d'une contenance de 4m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est nécessaire au remplacement sur la même emprise, d'un poste de relèvement des eaux usées devenu insuffisant en capacité par un poste de relèvement plus puissant,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès des propriétaires indivis : Madame CASTANIE Brigitte, Madame GURRERO Maryse, Madame RIVIERE Marie, Monsieur PETIT Jean-François et Madame BONNET Annie, Monsieur BONNET Nicolas et Madame DUCOUP Karine, Monsieur SANCHEZ Cyril, la parcelle sise commune de Villeneuve lès Maguelone, lieu dit « l'Arnel », cadastrée section AE n°142, d'une contenance de 4m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La vente est consentie et acceptée à titre gratuit, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-142
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 17862 AU

Fait à Montpellier, le 27 03 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3522DS14 de "Maintenance préventive et corrective des machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et Mosson"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MARTIN dans le domaine « Sports »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de maintenance préventive et corrective des machines-outils de motoculture des stades Yves du Manoir et Mosson de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3522DS14 de maintenance est passé avec la société Galloy 34 Motoculture Vert, 1408, avenue de la Mer, 34000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2** : Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une période initiale de 1 an. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

**ARTICLE 3** : Le montant maximum annuel du marché s'élève à 60 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur MARTIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-143
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UCA8688-AJ

Fait à Montpellier, le 26 MARS 2014

M. J. MARTIN

10/6, PASTOR

**Pour le Vice-Président**  
**Par délégation**  
 Vice-Président de la Communauté  
 d'Agglomération de Montpellier, délégué  
 aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Section SI 21 et SI 87p - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour la S. A. Autoroutes du Sud de la France de pouvoir utiliser les parcelles cadastrées SI n° 21 d'une contenance totale de 714 m², et SI n°87p d'une contenance totale de 11 124 m² situées lieudit Rue du Mas Rouge à Montpellier dans le cadre des travaux de réalisation de l'opération de déplacement de l'autoroute A9, travaux déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 30 avril 2007,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée à compter des présentes, et ce jusqu'au 31 mars 2018, entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la S. A. Autoroutes du Sud de la France, dont le siège social est situé 9 Place de l'Europe 92851 RUEIL-MALMAISON Cedex, sur une emprise totale de 11 838 m² sur les parcelles cadastrées SI n°21 et SI n° 87p situées lieudit Rue du Mas Rouge à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-144
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148695 - AV

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant de transfert du marché n°2811DC11 de maintenance des vidéoprojecteurs BARCO 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée de Montpellier Agglomération**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics, notamment son article 20,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU le marché n°2811DC11 de maintenance des vidéoprojecteurs BARCO 909 HD de la salle de projection du planétarium Galilée de Montpellier Agglomération, conclu avec la société IEC,
- VU la cession, avec effet au 24 janvier 2014, du marché 2811DC11 à la société VIDELIO IEC immatriculée sous le n° 350 093 704 RCS NANTERRE

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2811-DC11 doit être passé en vue du transfert à la société VIDELIO IEC des prestations exercées jusqu'alors par IEC

**ARTICLE 2 :** Monsieur / Madame le(a) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-145
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc178694-cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°1 au marché à bons de commande n°2460EA10 de prestations topographiques**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 146,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT la nécessité (eu égard au budget prévisionnel de travaux de 2014 et à des besoins plus conséquents en études et travaux) d'augmenter le montant maximum des prestations topographiques sur l'exercice 2014,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°2460EA10 à bons de commande de prestations topographiques est passé avec SCP BILICKI – DHOMBRES – OSMO.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'augmentation du seuil maximum de passation des bons de commande pour la dernière année d'exécution du marché et une prolongation de 2 mois de sa durée.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 18 000,00 € H.T.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 138 000,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur(Madame) le(la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-146
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178699_AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014



Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°1 du marché 2798 d'études de jalonnement sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** que L'Agglomération de Montpellier profite des différentes opérations de voirie ou de modification de plan de circulation sur son territoire pour mettre en œuvre la refonte de son Schéma Directeur de jalonnement,

**CONSIDERANT** que le dimensionnement de son actuel marché n° 2798 relatif aux études de de jalonnement, se révèle désormais inadéquat aux besoins réels en matière d'études, suite aux évolutions du périmètre d'intervention de l'Agglomération.

**CONSIDERANT** la nécessité d'augmenter le seuil maximum du marché au cours de la deuxième et troisième période d'exécution du marché et d'acter la non reconduction dudit marché pour sa dernière année.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n° 2798 est passé avec la société ASCODE,

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne l'augmentation du seuil maximum du marché pour sa deuxième et troisième année d'exécution (le seuil maximum passant ainsi, pour chacune de ces années, de 40 000 € HT à 48 000 € HT) ainsi que la non reconduction du contrat pour sa dernière année d'exécution,

**ARTICLE 3** : Le présent avenant entraîne ainsi, sur la durée totale du marché, périodes de reconduction éventuelles comprises, une baisse de 24 000 € HT (12.5%) du montant maximum, qui s'établirait à 168 000 € HT (au lieu de 192 000 € HT)

**ARTICLE 4** : Cette dépense est prévue au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908,

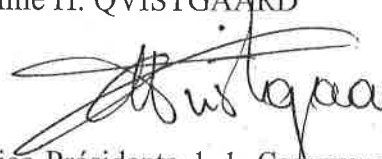
**ARTICLE 5** : Monsieur Le Vice-Président compétent, Madame La Vice-Présidente, est autorisé(e) à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de signature dans le domaine « Voirie, Jalonnement »,

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-147
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178729- AU

Fait à Montpellier, le 02 AVR. 2014

Mme H. QVISTGAARD

  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Voirie, Jalonnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative à la décision n° D2013-951 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 10 et 11 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'avis de France Domaine en date du 8 avril 2013,
- VU la promesse de vente en date du 5 juillet 2013 par laquelle l'Indivision ALFANO accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parcelles cadastrées SP n°10 pour une contenance totale de 1 439m² supportant une maison d'habitation libre d'occupation et SP n°11 pour une contenance totale de 5 374m² supportant un bâtiment commercial libre d'occupation, au prix de 1 840 200 euros toutes indemnités comprises,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle-Pont Trinquat- Quartier gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et Montpellier et déclarant cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la décision n° D 2013-951 du 28 janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que les parcelles concernées sont situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur Méjanelle-Pont Trinquat- Quartier gare TGV sur le territoire de la commune de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de modifier les modalités de paiement définies dans la décision n°D2013-951 en date du 28 janvier 2014 approuvant l'acquisition auprès de l'Indivision ALFANO des parcelles cadastrées SP 10 et 11, d'une contenance totale de 6 813 m², situées lieudit Font de la Banquière à Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la décision n° D 2013-951 du 28 janvier 2014 est abrogée.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision ALFANO, des parcelles cadastrées SP n°10 pour une contenance totale de 1 439m² supportant une maison d'habitation libre d'occupation et SP n°11 pour une contenance totale de 5 374m² supportant un bâtiment commercial libre d'occupation,

**ARTICLE 3 :** Le prix d'acquisition de un million huit cent quarante mille deux cents euros (1 840 200 €) toutes indemnités confondues, dont cent soixante-huit mille deux cents euros (168 200 €) d'indemnité de emploi, conforme à la décision initiale, sera payé en deux fois, 920 100 euros en 2014 à la signature de l'acte et 920 100 euros au plus tard le 31 mars 2015, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.



**ARTICLE 4** : Les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-148
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148 703-AV

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SP 9 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la promesse de vente en date du 5 juillet 2013 par laquelle la SCI Familiale ALBERTO ALFANO dont le siège est Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier, accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée SP n° 9, située au lieudit Font de la Banquière à Montpellier, pour une contenance totale de 4 216 m<sup>2</sup>, à usage de terrain nu, au prix de 140 130 euros toutes indemnités confondues,
- VU l'avis de France Domaine,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » sur le territoire de la commune de Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de la SCI Familiale ALBERTO ALFANO dont le siège est Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier, de la parcelle cadastrée SP n° 9, située au lieudit Font de la Banquière à Montpellier, pour une contenance totale de 4 216 m<sup>2</sup>, à usage de terrain nu.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de cent quarante mille cent trente euros (140 130 €) toutes indemnités confondues, dont treize mille six cent quarante-huit euros (13 648 €) d'indemnité de remploi.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-150
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178728 - AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°5 de transfert au marché n°2223DC10 de la société Isopro Sécurité Privée à la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest pour le gardiennage du musée Fabre de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 20,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU le marché n°2223DC10 concernant le gardiennage du musée Fabre,
- VU le transfert du marché 2223DC10 à la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest immatriculée sous le n°RCS 794 887 919 suite à réorganisation interne de la société Isopro Sécurité Privée.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°5 au marché n°2223DC10 doit être passé en vue du transfert à la société Isopro Sécurité Privée Sud Ouest des prestations exercées jusqu'alors par Isopro Sécurité Privée.

**ARTICLE 2 :** Monsieur(Madame) le(la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-152
Reçue en Préfecture le	31.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	unc 178889 - AU

Fait à Montpellier, le 31/03/2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Christine CARON**

- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision 2006-382 modifiée, en date du 12 juillet 2006, créant une régie de recettes auprès de la piscine Christine Caron, située avenue du 8 mai 1945 à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Christine CARON, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à VINGT MILLE EUROS (20 000,00 €).

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-153
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 178748-AU

Fait à Montpellier le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes du Centre Nautique Neptune**

--VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

-VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,

- VU la décision 2006-415 modifiée, en date du 25 juillet 2006, créant une régie de recettes auprès du Centre Nautique Neptune, situé avenue d'Heidelberg à Montpellier,

- VU l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement du Centre Nautique Neptune, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à VINGT MILLE EUROS (20 000,00 €).

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-154
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc148750-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Alex Jany**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la délibération n° 4532 modifiée, en date du 21 décembre 2001, créant une régie de recettes auprès de la piscine Alex Jany située 24 avenue Pierre de Coubertin à Jacou,
- **VU** l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Alex Jany, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Prestations M.N.S.
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 €).

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-156
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178754-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Alfred Nakache**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2004-292 modifiée, en date du 11 octobre 2004, créant une régie de recettes à la piscine Alfred Nakache, située 2137 route de Vauguières à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Alfred Nakache, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 2** : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à SEPT MILLE EUROS (7 000,00 €).

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-157
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	LNC 178756 AJ

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Pitot**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2006-419 modifiée, en date du 26 juillet 2006, créant une régie de recettes à la piscine Pitot, située allée Jean Raymond à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Pitot, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations.

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à TREIZE MILLE EUROS (13 000,00 €).

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-158
Reçue en Préfecture le	21 MARS 2014
Affichée le	21 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148758-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de tréfonds pour le réseau public d'eau potable - Parcelle AL 127 - Commune de Lattes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2012-23, du 10 avril 2012 portant délégation de signature à M. Louis POUGET dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'alimentation en eau potable consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les consorts MANIER – DULAC, propriétaires de la parcelle située commune de Lattes , section AL n° 127, pour un montant de trois cent cinquante six euros (356€),

**CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire au passage d'une canalisation d'alimentation en eau potable de desserte du Mas de Manier, qui doit être déviée dans le cadre du contournement ferroviaire Nîmes et Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eau potable, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par les consorts MANIER – DULAC, propriétaires de la parcelle située commune de Lattes , section AL n° 127.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de trois cent cinquante six euros (356€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3**: Monsieur Louis POUGET, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012, portant délégation de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-159
Reçue en Préfecture le	<del>20 MARS 2014</del>
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178823-AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition des parcelles AL 50 et 66 - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU la promesse de vente en date du 21 février 2014 par laquelle les consorts MANIER – DULAC ont accepté de céder à l'amiable les parcelles sise commune de Lattes, lieu dit « le Bois », cadastrées section AL n° 50 et 66, d'une contenance respective de 2 226 m<sup>2</sup> et 1 186 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier et notamment le raccordement de la nouvelle voie avec le réseau ferré national entre le Mas de Castelle et la Jasse de Maurin induisent de faire passer, en fonçage, sous les ouvrages Réseau Ferré de France, une canalisation d'eau potable existante, actuellement enfouie dans le lit du ruisseau du Rieucoulon, avec notamment la création d'une chambre de vannes sur la parcelle AL n° 50,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès des consorts MANIER – DULAC les parcelles sise commune de Lattes, lieu dit « le Bois », cadastrées section AL n° 50 et 66, d'une contenance respective de 2 226 m<sup>2</sup> et 1 186 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de onze mille deux cent soixante seize euros (11 276 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-160
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	04.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UC 178828-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de prise de possession anticipée  
- Commune de Lattes - Terrain cadastré section AL n° 50**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Louis POUGET dans le domaine « Eau et Assainissement »,
- VU le projet de promesse de vente en date du 21 février 2014 par lequel les consorts MANIER - DULAC ont accepté de vendre à l'amiable la parcelle sise commune de Lattes, cadastrée section AL n° 50, une contenance totale de 2 226m<sup>2</sup>,
- VU le projet de convention en date du 21 février 2014 par lequel les consorts MANIER - DULAC ont accepté le principe d'une prise de possession anticipée, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la parcelle sise commune de Lattes, cadastrée section AL n° 50 avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée, pour un montant de huit cent quatre vingt dix euros (890€),
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire à la réalisation des travaux de dévoiement d'une conduite d'alimentation en eau potable qui sont induits par le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la parcelle sise commune de Lattes, cadastrée section AL n° 50 d'une contenance de 2 226m<sup>2</sup> est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les consorts MANIER - DULAC.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de huit cent quatre vingt dix euros (890€).

**ARTICLE 3** : Monsieur Louis POUGET, Vice-Président délégué à l'Eau et à l'Assainissement est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-23 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-161
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178832-AU

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché portant sur la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) dans le cadre de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France »**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment son article 146,
- VU la délibération n°11197 du 30 octobre 2012, relative à l'approbation du mandat confié à la SAAM pour les études concernant l'aménagement du futur pôle urbain du quartier de la gare TGV, comprenant notamment la conclusion et le suivi du contrat de maîtrise d'œuvre et la réalisation des études de conception relative à l'intégration de la prolongation de la ligne 1 dans le projet urbain, et ce jusqu'à obtention de la déclaration de projet ou de la DUP relative à cet équipement. La réalisation du prolongement ayant vocation à être suivie dans le cadre d'un autre mandat,
- VU la délibération n°11195 du 30 octobre 2012 relative à l'approbation du programme, du planning prévisionnel de réalisation et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare TGV,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDERANT** qu'il convient de conclure un marché ayant pour objet l'exécution d'une mission de l'OQA (Organisme Qualifié Agréé) « Insertion urbaine, systèmes et infrastructures », pour les études et la réalisation de la prolongation de la 1<sup>ère</sup> ligne de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France », dans le cadre de l'aménagement du quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine » à Montpellier.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Un marché est attribué à la société VERITAS sise à Paris-la Défense (92) pour assurer la mission OQA (Organisme Qualifié Agréé) relative à l'extension de la ligne 1 de tramway, dans les domaines « Insertion urbaine », « Systèmes » et « Infrastructures ».

**ARTICLE 2** : Le marché est décomposé en une tranche ferme et une tranche conditionnelle, définies comme suit :

- Tranche ferme : avis sur les études d'avant-projet effectuées par le groupement de maîtrise d'œuvre / rapport évaluation de sécurité au niveau du Dossier Préliminaire de Sécurité,
- Tranche conditionnelle : avis au niveau PRO/DCE / avis de fin de conception détaillée (EXE) / rapport de sécurité niveau Dossier d'Autorisation des Tests et Essais – approbation du programme d'essais / intervention pendant les essais / complément à l'avis au niveau du Dossier de Sécurité (intégration des résultats des essais) / intervention pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement.

**ARTICLE 3** : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de 48 mois à compter de sa notification. Les délais d'exécution de chacune des tranches sont les suivants :

- Tranche ferme : 12 mois à compter de la notification du marché,
- Tranche conditionnelle : 36 mois à compter de la date de commencement fixée par ordre de service.

**ARTICLE 4** : Le marché est passé à prix global et forfaitaire révisable total de 65 040 € HT. Les montants de chacune des tranches sont :

- Tranche ferme : 12 985 € HT,
- Tranche conditionnelle : 52 055 € HT.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET Directeur général de la SAAM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

Décision n°	D2014-162
Reçue en Préfecture le	01/04/2014
Affichée le	02/04/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178837_A211

Fait à Montpellier, le 01/04/14

M. R. SUBRA

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
au Tramway, Transports, Déplacements

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat d'hébergement du  
progiciel de gestion des oeuvres FLORA MUSEE**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 28 et 35 II 8°,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Pierre MAUREL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Pierre MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires juridiques, Assurances et Moyens Internes »,
- VU l'acquisition du progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE auprès de la société EVER TEAM,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier l'hébergement de ce progiciel à la société EVER TEAM au regard des brevets qu'elle détient concernant ce produit,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat d'hébergement informatique de logiciel est conclu avec la société EVER TEAM, immeuble le QG, 17 quai Joseph Gillet, 69004 LYON.

**ARTICLE 2 :** Ce contrat concerne le progiciel de gestion des œuvres FLORA MUSEE utilisé par le musée archéologique Lattara.

**ARTICLE 3 :** Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel de ce contrat s'élève à sept mille neuf cent vingt euros T.T.C. (7 920,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-18 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-163
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178842 - AU

Fait à Montpellier, le

20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Jacou**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition de l'association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou, représentés par son Président Monsieur Jean Claude Vinet, domicilié 533 avenue du Contrôle à Baillargues (34670), le droit de chasser sur les parcelles du Domaine de Viviers lui appartenant, sises sur la commune de Jacou, soit sur 37 ha 10 a 23 ca, à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé à de nouvelles acquisitions de terrains et que, pendant les trois années écoulées, le gardiennage du domaine avait été convenablement assuré par ladite association,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition de l'association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou, représentés par son Président Monsieur Jean Claude Vinet, domicilié 533 avenue du Contrôle à Baillargues (34670), le droit de chasser sur les parcelles du Domaine de Viviers lui appartenant, sises sur la commune de Jacou, soit sur 37 ha 10 a 23 ca.

**ARTICLE 2 :** La convention est consentie pour une durée de trois ans, jusqu'au 31 Août 2017, à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-164
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UC 178849 - AJ

Fait à Montpellier le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2650T12 concernant  
l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jacques MARTIN en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jacques MARTIN dans le domaine « SPORTS »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'effectuer les analyses obligatoires de l'air dans le cadre de la campagne d'hiver et de mettre en place de contrôles supplémentaires dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°2 au marché n°2650T12 relatif à l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société POLE AIR.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne les analyses obligatoires de la campagne d'hiver et la mise en place de contrôles supplémentaires dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier .

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 3 822,00 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 25 481,33 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jacques MARTIN, Vice-Président délégué aux Sports est autorisé à signer le présent avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-16 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-165
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148 853 - AV

Fait à Montpellier, le 18 MARS 2014

M. J. MARTIN

P/O

Pour le Vice-Président  
Par délégation

G. PASTOR

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant au marché n°3360GD13 lot n°3 relatif à l'entretien et à la réparation des conteneurs enterrés, ajoutant un prix au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant n°1 sur le marché n°3360GD13 lot n°3,

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3360GD13 d'entretien et réparation des conteneurs enterrés est passé avec l'entreprise CIEL VERT sise à PEROLS, lot n°3 réparation et maintenance de l'ensemble des colonnes enterrées.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet de rajouter un prix au bordereau des prix unitaires pour l'utilisation d'un produit bactéricide afin de supprimer le cas échéant les nuisances olfactives lors des interventions de réparation.

**ARTICLE 3 :** Le prix suivant est rajouté au bordereau : 17,80 euros HT/litre.

**ARTICLE 4 :** Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à un arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-166
Reçue en Préfecture le	0 4 AVR. 2014
Affichée le	0 4 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178856-AU

Fait à Montpellier le 0 4 AVR. 2014

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association de chasse « la Saint Hubert » de Clapiers en vue de l'exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Clapiers**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition de l'association de chasse « la Saint Hubert » représentée par son Président Monsieur Jean Louis RIGAL, domicilié 2 rue de la Combe à Clapiers (34830) le droit de chasser sur les parcelles du Domaine de Viviers lui appartenant, sises sur la commune de Clapiers, soit sur 165 ha 05 a 62 ca, à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** que pendant les trois années où une partie des terrains lui avait été confiée, le gardiennage du domaine avait été convenablement assuré par ladite association,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition de l'association de chasse « la Saint Hubert » représentée par son Président Monsieur Jean Louis RIGAL, domicilié 2 rue de la Combe à Clapiers (34830) le droit de chasser sur les parcelles du Domaine de Viviers lui appartenant, sises sur la commune de Clapiers, soit sur 165 ha 05 a 62 ca,

**ARTICLE 2 :** La convention est consentie pour une durée de trois ans, jusqu'au 31 Mai 2017, à titre gratuit.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-167
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 178861-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées  
section AM n° 74p - 75p - 76p - Commune de Saint Génies des Mourgues**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Louis POUGET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU la promesse de vente en date du 2 décembre 2013 par laquelle Madame MARTIN Claire épouse GUIRAUD, domiciliée 301 Grand'rue François Mitterrand à MAUGUIO (31130), a accepté de céder à l'amiable une partie des parcelles sises commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrées section AM n° 74p - 75p et 76p, pour une contenance totale de 1 691m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont nécessaires à l'aménagement du fossé-émissaire de la future station d'épuration intercommunale de Saint Génies des Mourgues, réalisée dans le cadre de l'opération « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert à Madame MARTIN Claire épouse GUIRAUD, domiciliée 301 Grand'rue François Mitterrand à MAUGUIO (31130), une partie des parcelles sises commune de Saint Génies des Mourgues, cadastrées section AM n° 74p - 75p et 76p, pour une contenance totale de 1 691m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de quatre mille deux cent cinquante euros (4 250 €) toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-168
<del>Reçue en Préfecture le</del>	28.03.14
Affichée le	04.04.14
Notifiée le	
Identifiant	LNC178866-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la réforme de photocopieurs vétustes**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver des photocopieurs du fait de leur vétusté,
- **CONSIDERANT** qu'il est prévu dans le marché 3406 MG13 que la société Canon, 550 rue Alfred Nobel 34000 Montpellier, reprenne les photocopieurs vétustes pour les intégrer dans une filière de recyclage,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les photocopieurs vétustes suivants sont cédés à la société Canon : Photocopieurs Gestetner DSM 645 n° J8043300511, Gestetner DSM 645 n° J8042800914, Gestetner DSM620 n°K8256810578, Canon IR5055 ABD 00787, Canon IR5055 ABD 00847, RICOH MP 5000 M5792500117, RICOH MP 5000 M5792500176, RICOH MP 5000 M5783200209.

**ARTICLE 2** : La cession des photocopieurs vétustes visée à l'article 1 à lieu à titre gratuit compte tenu de la vétusté du matériel et des opérations de recyclage effectuées par la société Canon.

**ARTICLE 3** : Monsieur(Madame) le(la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer les pièces relatives à la cession visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-169
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178877-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative  
à l'acquisition des parcelles cadastrées CB n° 8, 10 et 11 - Secteur  
Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la convention cadre économique entre l'EPF-LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier signée le 4 novembre 2013 assurant le portage foncier sur certains sites économiques d'intérêt communautaire , parmi lesquels figure le quartier Gare TGV,
- VU la promesse unilatérale de vente en date des 4 et 20 février 2014 par laquelle Monsieur ALDEBERT domicilié 4 Place Alexandre Laissac 34000 MONTEPELLIER, accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parcelles cadastrées CB n° 8, 10 et 11 situées Lieudit Font de la Banquière à Lattes, supportant un mazel, d'une contenance totale de 24 513 m²,
- VU l'avis de France domaine en date du 29 janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR est habilité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à se substituer à cette dernière conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée, ce dans le strict respect des conditions de la promesse de vente,
- **CONSIDERANT** que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 954 640 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
- 866 940 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;
- 87 700 euros au titre de l'indemnité de remploi.
- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc...) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,
- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions de la convention précitée,

- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet et la cessibilité des terrains d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : L'EPF LR est autorisé à acquérir pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les parcelles CB n° 8, 10 et 11 situées Lieudit Font de la Banquière à Lattes, supportant un mazet, d'une contenance totale de 24 513 m<sup>2</sup>

**ARTICLE 2** : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 954 640 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 866 940 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF LR ;
- 87 700 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-170
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 178876 - AV

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier LUG



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Decision relative à la vente d'un matériel agricole vétuste  
situé sur le domaine de Viviers, commune de Jacou**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et biens immobiliers dont le prix est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose sur le Domaine de Viviers d'un semoir Nodet hors-d'usage,
- **CONSIDERANT** que monsieur Christophe SABATIER, Domaine de Cassagnole, 34820 Assas, a manifesté son intérêt pour l'acquisition du semoir Nodet afin d'en récupérer des pièces détachées,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver ce matériel agricole vétuste,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un semoir Nodet pour pièces détachées est cédé à monsieur Christophe Sabatier Domaine de Cassagnole, Chemin de Bellevue, 34 820 Assas.

**ARTICLE 2 :** Le semoir est situé au Domaine de Viviers, 34830 Jacou.

**ARTICLE 3 :** Le prix de la cession est de 40 euros HT, soit 48 euros TTC.

**ARTICLE 4 :** Le Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-171
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 179068-AJ

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Marcel Spilliaert**

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision 2006-420 modifiée, en date du 26 juillet 2006, créant une régie de recettes à la piscine Marcel Spilliaert, située, rue Camille Desmoulins à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Marcel Spilliaert, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à CINQ MILLE EUROS (5 000,00 €).

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-172
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	04.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 17880-AU

Fait à Montpellier, le

27/03/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Jean Taris**

- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- VU la décision 2006-416 modifiée, en date du 26 juillet 2006, créant une régie de recettes à la piscine Jean Taris, située quartier Port Marianne-Pompignane, rue Louise Michel à Montpellier,
- VU l'avis conforme du 13 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Jean Taris, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations

**ARTICLE 2 :** Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à SEPT MILLE EUROS (7 000,00 €).

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-173
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	LNC178882 - AJ

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Jean Vivès**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2006-418 modifiée, en date du 26 juillet 2006, créant une régie de recettes à la piscine Jean Vivès, située quartier Croix d'Argent, avenue de Maurin à Montpellier,
- **VU** l'avis conforme du 17 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Jean Vivès, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations

**ARTICLE 2** : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à HUIT MILLE EUROS (8 000,00 €).

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-174
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 178884-AJ

Fait à Montpellier, le 27/03/2014  
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Poséïdon**

-VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

- VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

-VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,

- VU les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,

- VU la décision 2010-519 modifiée, en date du 23 novembre 2010, créant une régie de recettes à la piscine Poséïdon, située avenue de la Gare du Midi à Cournonterral,

- VU l'avis conforme du 17 février 2014, du Comptable Assignataire,

***CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Poséïdon, il convient de compléter la liste des encaissements, et de modifier le montant maximum de l'encaisse.*

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations

**ARTICLE 2** : Le montant maximum de l'encaisse autorisée est fixé à QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 €).

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-175
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	NC 178886-AV

Fait à Montpellier, le

27/03/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes de la piscine Les Néréïdes**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président, notamment celle de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision 2013-600, en date du 16 septembre 2013, créant une régie de recettes à la piscine Les Néréïdes située rue des Courrèges à Lattes,
- **VU** l'avis conforme du 17 février 2014, du Comptable Assignataire,

**CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement de la piscine Les Néréïdes, il convient de compléter la liste des encaissements.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** la régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrée
- Cours et leçons
- Locations de ligne d'eau
- Locations de bassins
- Cartes perdues ou nouvelles créations

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-176
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UC178888.AU

Fait à Montpellier, le

27/03/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°2 de prolongation de la durée du marché n°3060GD12**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christian VALETTE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christian VALETTE dans le domaine « Environnement »,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prolonger la durée du contrat de 9 mois pour une meilleure exécution des prestations,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°2 au marché n°3060GD12, étude d'optimisation de l'organisation du service de collecte à l'usager sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de prestations intellectuelles est passé avec la société VERDICITE sise 20 rue Voltaire, 93100 Montreuil.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne la prolongation de la durée des prestations de 9 mois.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché est inchangé à 73 725,00 € H.T..

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christian VALETTE, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2012-25 du 10 avril 2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-177
Reçue en Préfecture le	14/03/2014
Affichée le	14/03/2014
Notifiée le	
Identifiant	IAIC 178893 - AU 1-1

Fait à Montpellier, le

13/03/2014

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle  
cadastrée section AB n° 27p - Commune de Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Christophe MORALES en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MORALES dans le domaine « Urbanisme et Politique Foncière »,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 février 2014 qui autorise le transfert, au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à l'euro symbolique, d'une partie de la parcelle sise commune de Grabels et cadastrée section AB n°27p, d'une contenance d'environ 591m², le document d'arpentage étant en cours d'établissement,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée, sise dans le périmètre de la zone d'activités Euromédecine, constitue une partie de la voirie qui débouche sur la rue du Caducée et relève du domaine public communal « ville de Montpellier », l'autre partie de voie étant propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et qu'il convient d'avoir une unité de gestionnaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte ; à son profit, le transfert d'une partie de la parcelle sise rue du Caducée, Commune Grabels, cadastrée section AB n°27p, d'une contenance d'environ de 591m².

**ARTICLE 2 :** Le transfert de propriété sera réalisé à l'Euro symbolique toutes indemnités confondues, les frais d'acte étant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** La parcelle ainsi transférée sera classée dans le domaine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Christophe MORALES, Vice-Président délégué à la l'urbanisme et à la politique foncière est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2012-21 du 10 avril 2012 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-178
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 148903 - AV

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'estimer en justice "Fixation judiciaire du prix, parcelles cadastrées section SK n°27, 43 et 44 sises à Montpellier"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix des parcelles cadastrées section SK n°27, 43 et 44, appartenant aux consorts PARE, sises sur la commune de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-179
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC178907-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3497DS13 de "Fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur MARTIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur MARTIN dans le domaine « Sports »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de fourniture de produits de traitement de l'eau pour les piscines de la Communauté d'agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3497DS13 de fournitures est passé avec la société SOMEDI, 1135, rue Pierre Causse, 34 080 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de un an reconductible une fois soit une durée maximale de deux ans.

**ARTICLE 3** : Le montant minimum du marché s'élève à 25 000 € H.T. et le montant maximum à 90 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur MARTIN Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2012-16 du 10/04/2012 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-180
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178909-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. J. MARTIN

**Pour le Vice-Président**

**Par délégation**  
 Vice-Président de la Communauté  
 d'Agglomération de Montpellier, délégué  
 aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant N°1 au marché n° 2721EA12  
relatif à l'audit et programme d'optimisation du système MAERA**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 146,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de compléter les études par rapport au programme initial et de prolonger les délais correspondants de l'étude d'audit et programme d'optimisation du système MAERA,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2721EA12 d'étude d'audit et de programme d'optimisation du système MAERA sur la commune de Lattes est passé avec le groupement IRH (mandataire) / EGIS EAU, sis à Chaponney (69).

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne la prise en compte de prestations complémentaires d'études en lien avec la nécessité de mener des investigations topographiques complémentaires sur les réseaux primaires de MAERA assortie d'une prolongation du délai des études. L'avenant concerne également l'ajout d'une mission complémentaire à l'audit fonctionnel en lien avec les besoins d'inventaires des ouvrages de ce système.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 18 910,00 € H.T. et le délai d'études est prolongé de 8 mois.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 151 735,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23. Le nouveau délai d'études est de 16 mois.

**ARTICLE 5 :** Monsieur(Madame) le (la), Vice-Président(e), est autorisé(e) à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-181
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 178954 - AV

Fait à Montpellier, le

M. L. POUGET

04 AVR. 2014



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2159EA09 de maîtrise d'œuvre des travaux de protection de Port de Carême à Pérols

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché de maîtrise d'œuvre des travaux de protection contre les inondations de Port de Carême avec l'entreprise SAFEGE Ingénieurs Conseils pour la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché initial.

## DE C I D E

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2159EA09 est passé avec l'entreprise SAFEGE Ingénieurs Conseils domiciliée Le Bruyère 2000, bât 1, Zone du Millénaire, 650 rue Henri Becquerel - CS 79542 - Montpellier Cedex 2.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché pour la conception d'un réseau pluvial et le contrôle de l'exécution des travaux, prestations supplémentaires non prévues au marché initial.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 3 400 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché est porté à 41 500 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur(Madame) le(la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer l'avenant n°1 au marché n°2159EA09 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation..

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-182
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc178958-AU

Fait à Montpellier, le

07 AVR. 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Lutte contre les Inondations



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société BAILLON  
Julien Artisan Coutelier d'Art dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L. 5211-10 et L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Gabrielle DELONCLE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11586 du 23 mai 2013 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2012-31 du 10 avril 2013 portant délégation de signature à Madame Gabrielle DELONCLE dans le domaine « Artisanat, Commerce »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec : la société BAILLON Julien Artisan Coutelier d'Art, représentée par son Dirigeant Monsieur Julien BAILLON dont l'activité est la coutellerie d'art. Elle est candidate à la location du lot A02 d'une surface totale de 145,10 m² pour une période de 23 mois. La société prévoit un effectif de 2 emplois à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société BAILLON Julien Artisan Coutelier d'Art, représentée par son Dirigeant Monsieur Julien BAILLON, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Présidente Déléguée dans le domaine Artisanat-Commerce, est autorisée à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-183
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc/178961 - AV

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

20 MARS 2014



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la candidature de la société NEOTIC  
dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'entreprises du Millénaire à Montpellier : la société NEOTIC, représentée par Monsieur Stéphane MARCEL est une SAS dont l'activité est la réalisation de logiciels. Elle est candidate à la location du lot B10A de 169,30 m<sup>2</sup> pour une période de 24 mois. L'entreprise projette un effectif de 63 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la société NEOTIC, représentée par son dirigeant Monsieur Stéphane MARCEL, ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le bail administratif ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-184
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UC 178564-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL - Référé suspension"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé n°1400774 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2014 par la SCI CHAPTAL contre la décision de préemption arrêtée par le Président de l'Agglomération le 6 février 2014 en vue de l'acquisition de la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-185
Reçue en Préfecture le	28/03/14
Affichée le	01/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC178969-AJ

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J. P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3493DS13 d'"Acquisition d'auto-laveuses et maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour l'acquisition d'auto-laveuses et la maintenance du parc actuel pour les bâtiments sportifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3493DS13 de fournitures est passé avec la société IGUAL SAS, 175 rue Gustave Courbet, ZAE du Larzat, 34 750 Villeneuve les Maguelone.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période initiale de un an. Il peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans.


**ARTICLE 3 :** Le montant minimum annuel du marché s'élève à 5 000 € H.T. et le maximum annuel à 50 000 euros H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-186
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Im c178967_AU

Fait à Montpellier, le 09 AVR. 2014

P/0  
  
 Vice-Président de la Communauté  
 d'Agglomération de Montpellier, délégué  
 aux Sports

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL, requête n°1400772-1 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n° 1400772-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2014 par la SCI Chaptal contre la décision de préemption arrêtée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 6 février 2014 en vue d'acquérir la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-187
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 178944-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Brunel André"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1400896-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 février 2014 par Monsieur André Brunel tendant à réparation pour préjudice subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-188
Reçue en Préfecture le	28/03/14
Affichée le	01/04/14
Notifiée le	
Identifiant	URC 178981 - AJ

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un accord-cadre n° 3371 DC 14 d'emballage, manutention et transports d'oeuvres d'art du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un accord-cadre pour l'emballage, la manutention et le transport d'œuvres d'art appartenant au musée de l'histoire de la France et de l'Algérie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un accord-cadre n°3371 DC 14 de prestations de services est passé avec les entreprises Léon Aget, 13 et 15 boulevard de Briançon, 13 003 Marseille, Bovis Fine Art, 1 bis rue Edouard Aubert, ZI des Ciroliers, 91712 Fleury Mérogis et LP Art, 274 rue de Rosny, 93 100 Montreuil.

**ARTICLE 2** : Cet accord-cadre concerne un seul lot d'emballage, manutention et transport d'œuvres d'art appartenant au musée de l'histoire de la France et de l'Algérie, hors expositions temporaires..

**ARTICLE 3** : L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum de l'accord-cadre s'élève à 85 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente / Monsieur le Vice Président compétent(e), est autorisé(e) à signer le marché 3371 DC 14 visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-189
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179197-cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SCI BEAGUYTOU"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par la SCI BEAGUYTOU tendant à indemnisation pour défaut de travaux consécutivement à l'acquisition à titre gratuit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la parcelle cadastrée section AW n°466 et ce, dans le cadre de l'opération de lutte contre les inondations du quartier de Port de Carême à Pérols.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats «Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-190
Reçue en Préfecture le	28/03/14
Affichée le	01/04/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC77 8986-AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la reconduction de la convention d'occupation temporaire  
du domaine public du chenal de la Lironde - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la convention d'occupation temporaire du Domaine Public du chenal de la Lironde à Lattes et son avenant n° 1 concernant les parcelles cadastrées section CN n° 71, 73, 61, 15, 7, 36, 35, 10, 64, 65, 63, 69 ; section CV n° 22, 12, 24 ; section CW n° 3, 58, 60, 16, 15, 63, 53, 68, 25, 70, 74, 72 ; section CO n° 66, 34, 31, 29, 32, 30, 70, 61 ; section CP n° 111 ; section CM n° 56, 55, 14, 59, 31, 61, 57, 64 ; section DP n° 7, 20 ; section DO n° 1, 10, 12, 14, 5, 5, 18 ; section DH n° 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185 ; section DI n° 165, 149 ; section EM n° 53, consentie à titre gratuit à Monsieur ARGUEL Jean Louis, exploitant agricole immatriculé à la MSA sous le n° 1590134172040, et domicilié Centre équestre Saint Pierre à Lattes,
- **CONSIDERANT** que la convention d'occupation temporaire précitée arrive à terme le 29 mars 2014 et qu'en application des dispositions de son article 11, il convient de procéder à sa reconduction pour une durée de deux ans, dans les mêmes conditions,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de reconduire la convention d'occupation temporaire du Domaine Public du chenal de la Lironde à Lattes et son avenant n° 1 concernant les parcelles cadastrées section CN n° 71, 73, 61, 15, 7, 36, 35, 10, 64, 65, 63, 69 ; section CV n° 22, 12, 24 ; section CW n° 3, 58, 60, 16, 15, 63, 53, 68, 25, 70, 74, 72 ; section CO n° 66, 34, 31, 29, 32, 30, 70, 61 ; section CP n° 111 ; section CM n° 56, 55, 14, 59, 31, 61, 57, 64 ; section DP n° 7, 20 ; section DO n° 1, 10, 12, 14, 5, 5, 18 ; section DH n° 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185 ; section DI n° 165, 149 ; section EM n° 53, au profit de Monsieur ARGUEL Jean Louis, exploitant agricole immatriculé à la MSA sous le n° 1590134172040, et domicilié Centre équestre Saint Pierre à Lattes.

**ARTICLE 2** : La reconduction porte sur une durée de deux ans.

**ARTICLE 3** : Les articles de la convention initiale et de son avenant n° 1 sont inchangés.

**ARTICLE 4** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-191
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 178930 AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014  
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché complémentaire n°3590EA14 de maîtrise d'œuvre portant sur la desserte en eau potable du parc Caubel sur la commune de Montferrier - Étude d'avant projet**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 144-II-6° et 146,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de mener une étude d'avant projet non prévue au marché initial de maîtrise d'œuvre n°2462EA11,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché complémentaire n°3590EA14 de maîtrise d'oeuvre est passé avec le bureau d'études INFRAMED, sis à Baillargues (34).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation de l'étude d'avant projet de la desserte en eau potable de la commune de Montferrier en vue de l'alimentation en eau potable du parc Caubel.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 10 200,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur(Madame) le(la) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

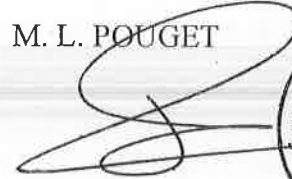
**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-192
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 178991-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. L. POUGET




Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Eau et à l'Assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au pourvoi n°371202 déposé près le Conseil d'Etat par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre l'arrêt n°09MA01352 de la Cour Administrative d'appel de Marseille du 17 juin 2013 qui a annulé les articles 1<sup>er</sup> et 2 du jugement n°0701362 du 6 février 2009 du Tribunal Administratif de Montpellier et tendant à indemnisation consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°2 du tramway.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen et Thiriez.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-193
Reçue en Préfecture le	20 MARS 2014
Affichée le	20 MARS 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 149 025 - AV

Fait à Montpellier, le 20 MARS 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché à bons de commande n°3488MG13 d'études géotechniques pour le domaine de la Pompignane à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de la mise en place d'un marché à bons de commandes pour des études géotechniques sur le domaine de la Pompignane,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3488MG13 est passé avec la société EGSA BTP sise au Parc d'activité Clément Ader, 19 rue Louis Bréguet, 34830 JACOU.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne les études géotechniques sur le domaine de la Pompignane afin de réaliser des opérations de diagnostics complémentaires à ceux existant ainsi que le suivi du projet et la supervision de l'exécution dans le respect des normes en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois reconductibles 2 fois.

**ARTICLE 4 :** Il s'agit d'un marché à bons de commandes avec minimum (4 000 € HT) et maximum (12 000 € HT) annuels (montants identiques en cas de reconduction du marché). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Vice-Président compétent(e), est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**MARCHE N°3488MG13 - Objet : Etudes géotechniques en marché à bons de commande**  
**RAPPORT D'ANALYSE DES CANDIDATURES ET OFFRES**

**RAPPEL DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

MAPA FCS <50 000€ HT - Montant mini par an 4000 € HT, maxi 12000 € HT - Durée 3 ans maximum

\* avis de publicité envoyé / mis en ligne le 12-nov-13  
 \* nombre de dossiers de consultation retirés : 3  
 \* nombre de plis (candidatures et offres) remis : 3

**EXAMEN DES CANDIDATURES**

Toutes les candidatures sont valides.

**EXAMEN DES OFFRES**

**Critère PRIX selon le DQE pondéré 60%**

Entreprises	Montant H.T	x	Note / 60
EGSA BTP	36 006,00 €	-5,51628811	55,40
FONDASOL	129 196,00 €	6,088364216	4,23
GEOTEC MARSEILLE	75 710,00 €	-0,57207611	40,92
	80 304,00 €		

Nota : pour le calcul de la note relative au prix, il est fait application de la formule suivante :

formule :  $k = \text{coeff. de pente} = 10$   $P_o = \text{Prix de l'offre}$   
 $P_m = \text{Prix moyen des offres}$   $x = k (P_o - P_m) / P_m$   
 $\text{note}(\text{sur } 60) = 60 \cdot (5(1-x) / (1+va(x)))$

**VERIFICATIONS TECHNIQUES 40%**

Entreprise	Compréhension général du projet : Dispositions d'organisations prévues et les moyens mis en œuvre par le candidat pour assurer le bon déroulement de la prestation au regard des diagnostics ayant déjà été effectué en annexe du CCTP	Présence d'un mémoire	TOTAL ramené sur 40
	note/30	note/10	note/40
EGSA BTP	30	10	40
FONDASOL	25	10	35
GEOTEC MARSEILLE	25	10	35

EGSA BTP	Mémoire précis sur l'objet de l'étude. Certains prix sont très bas par "stratégie" en fonction des différents diagnostics qui étaient dans le dossier de consultation des offres et qui ne devraient pas être utilisés.
FONDASOL	Mémoire généraliste. Le candidat n'a pas tenu compte des éléments fournis dans le dossier et a chiffré de manière haute des éléments qui ne seront pas forcément utiles.
GEOTEC MARSEILLE	Mémoire généraliste. Le candidat n'a pas tenu compte des éléments fournis dans le dossier et a chiffré de manière haute des éléments qui ne seront pas forcément utiles.

**CLASSEMENT FINAL ET PROPOSITION DE CHOIX**

Entreprises	Note prix sur 60	Note valeur technique sur 40	Note finale sur 100 (60% prix + 40% valeur technique)	Classement
EGSA BTP	55,40	40,00	95,40	1
FONDASOL	4,23	35,00	39,23	3
GEOTEC MARSEILLE	40,92	35,00	75,92	2

Compte tenu des critères technico-financier, je vous propose de retenir l'offre de l'entreprise EGSA BTP.

La Directrice des Moyens  
 Généraux et des Équipements



Jérémie Lê Quan Phong

LE VANNIER

501

03/04/2014

Décision n°	D2014-194
Reçue en Préfecture le	11 AVR. 2014
Affichée le	11 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179019-AU

Fait à Montpellier, le

11 AVR. 2014

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une constitution de partie civile**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** l'arrêté n°2010-3126 du 30 décembre 2010 portant délégation de Monsieur Christian FINA à l'effet de signer tout document permettant à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de se constituer partie civile,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue « partie civile » dans l'affaire n°13093000256 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier pour recel de biens provenant de vol entre le 14 septembre 2013 et le 3 novembre 2013.

**ARTICLE 2 :** Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 4006.60€ TTC (quatre mille six euros et soixante centimes).

**ARTICLE 3 :** La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-195
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc179028 - AV

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au prêt à titre payant de l'exposition « Polar à la loupe  
» de la ville de Montigny -lès-Cormeilles du 09 mai au 27 mai 2014**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver la signature des conventions de prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et autoriser celles établies au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lorsque les crédits sont inscrits au budget ,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de l'exposition " Polar à la loupe ", présentée à la médiathèque SHAKESPEARE du 09 mai au 27 mai 2014 nécessite le prêt de divers matériels,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un contrat de prêt de l'exposition «Polar à la loupe » est conclu au bénéfice de la ville de Montigny –lès-Cormeilles.

**ARTICLE 2 :** Le prêt de l'exposition «Polar à la loupe » prendra effet à compter du 9 mai au 27 mai 2014.

**ARTICLE 3:** Le prêt de l'exposition est consenti pour un montant de 450 euros .La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 10000€, ainsi que le transport du matériel loué, à l'aller comme au retour. Les crédits sont prévus au chapitre 923 .

**ARTICLE 4 :**Le Vice-Président compétent est autorisé à signer les contrats de prêts conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-196
Reçue en Préfecture le	07 AVR. 2014
Affichée le	07 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179098 cc

Fait à Montpellier le

M. J.-P. MOURE

07 AVR. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI  
LOGISTRI AGRITECH dans le Parc 2000 extension à Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC  
Parc 2000 extension à Montpellier : la Société LOGISTRI - AGRITECH représentée par Monsieur Stéphane FERNANDEZ est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot N°F3 de 1 259 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme immobilier de 1 296,52 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 296,52 m<sup>2</sup>.

Les utilisateurs finaux seront les sociétés LOGISTRI Méditerranée (Triage et conditionnement de fruits & légumes), AGRITECH Europe (Fabrication d'automates tri & conception de systèmes de contrôle) et le Cabinet d'Avocats S. FERNANDEZ (Profession libérale). Ils projettent un effectif de 72 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI LOGISTRI - AGRITECH ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-197
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	02.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC179059 AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Manens Isabelle"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1401065-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 05 mars 2014 par Madame Isabelle Manens tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-198
Reçue en Préfecture le	28.03.14
Affichée le	04.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UNC179060AU

Fait à Montpellier, le 27/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SARL OZONE COIFFURE MIXTE BG"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1401067-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 mars 2014 par la SARL OZONE tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°3 du tramway de Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-199
Reçue en Préfecture le	28.03.2014
Affichée le	01.04.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 179064-AU

Fait à Montpellier, le

27/03/2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3578MG14 des missions de CTC SPS BET  
STRUCTURE pour les travaux de structures au Domaine de la Pompignane**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** qu'une assistance à maîtrise d'ouvrage concernant les missions CTC, SPS, et BET STRUCTURES est nécessaire pour la rénovation de la salle Céleste Empire, sur les travaux de structures au Domaine de la Pompignane, rue de Salaison, 34000 MONTPELLIER,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3578MG14 de missions CTC SPS BET STRUCTURE comprenant trois lots est passé avec les entreprises DEKRA sise à Montpellier (lot 1), JMATEC sise à Baillargues (lot 2) et EGE sise à Montpellier (lot 3)

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne les missions de Contrôle Technique de la Construction pour le lot 1, de Sécurité Protection de la Santé pour le lot 2 et enfin de Bureau d'Etudes Structure pour le lot 3 afin d'assister la maîtrise d'ouvrage sur les travaux de structures au Domaine de la Pompignane.

**ARTICLE 3 :** Chaque marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 5 460,00 € H.T. pour le lot 1, 1 152,00€ H.T. pour le lot 2 et 21 000,00€ H.T. pour le lot 3. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente / Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le marché visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-200
Reçue en Préfecture le	11 AVR. 2014
Affichée le	11 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc179067_AU

Fait à Montpellier, le

11 AVR. 2014

M. P. MAUREL




Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3565GD14 pour la réalisation de la mission de coordination sécurité et protection de la santé de l'extension et réaménagement du point propreté de CASTELNAU LE LEZ**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser des prestations d'assistance au maître d'ouvrage pour la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les phases de conception et de réalisation des travaux d'extension et de réaménagement du Point Propreté de CASTELNAU LE LEZ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3565GD14 de prestations intellectuelles est conclu avec la société ELYFEC SPS sise 29 rue Condorcet 38090 VAULX MILIEU.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne des prestations d'assistance au maître d'ouvrage pour la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les phases de conception et de réalisation des travaux d'extension et de réaménagement du Point Propreté de CASTELNAU LE LEZ,

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification . Sa durée prévisionnelle est de 6 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 1267,50 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice Présidente ou Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-201
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179081_AU

Fait à Montpellier, le

03 AVR. 2014

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3490 MG 13, fourniture et livraison sur site de Fioul**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur P. MAUREL dans le domaine «Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passé un marché pour la fourniture et livraison de fioul sur sites,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société Ramond et Cie.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la fourniture et livraison de fioul sur sites.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Le montant minimum du marché s'élève à 20 000€ H.T et le montant maximum du marché s'élève à 160 000€ H.T.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.




Décision n°	D2014-202
Reçue en Préfecture le	07 AVR. 2014
Affichée le	07 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179078 - AV

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Fait à Montpellier, le

07 AVR. 2014

M. P. MAUREL




Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- 
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 déposée en Préfecture le 6 octobre 2011, et le marché complémentaire n°2763 confiant à la SERM un mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation,

**CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST.**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°2127T14 de travaux concernant les travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST est constitué de 3 lots, faisant l'objet de marchés séparés.

**ARTICLE 2 :** Les marchés sont conclus respectivement avec la société COFELY AXIMA sise 1, Rond-point du Général Eisenhower – BP 1061 – 31035 TOULOUSE CEDEX 1 pour le lot 1 - Sprinklage /RIA/ Canon à mousse et avec la société CFM sise 410 avenue Ampère 34170 Castelnau le Lez pour le lot 3 - Serrurerie/ Vitrage coupe feu. Le lot 2 (Serrurerie / Vitrage CF) est déclaré infructueux, la seule offre reçue étant considérée comme inacceptable au sens de l'article 35 I 1° du Code des marchés publics.

**ARTICLE 3 :** Les 2 lots de ce marché prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 7 mois hors période de garantie de parfait achèvement des travaux.

**ARTICLE 4 :** Le montant du lot 1 s'élève à 1 054 200 € H.T et celui du lot 2 à 34 045,00 € H.T soit au total 1 088 245,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général de la SERM, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-203
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	ImC179085-AU

Fait à Montpellier, le

03 AVR. 2014

M. C. VALETTE



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



# LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

## Décision relative à l'achat du spectacle Oui...

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'Aide à la Diffusion Théâtrale,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Oui...* diffusé du 23 avril au 4 mai 2014 au Théâtre Pierre Tabard.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie La Traversée et le Théâtre Pierre Tabard, diffuseur.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le marché visé à l'article 2 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-204
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179095-AU

Fait à Montpellier, le

04 AVR. 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n°12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 21 avril 2009, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société IMAIOS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants en date du 5 janvier 2010, du 19 janvier 2012, du 27 avril 2012, 20 mars 2013, 18 juillet 2013 et du 9 octobre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2014 et que la société IMAIOS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2014.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société IMAIOS pour la surface de 122,74 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 776,05 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Le Vice Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-205
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179113_AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

01 AVR. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SCI ABR INVEST dans le lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le Lotissement Marcel Dassault à Saint Jean de Védas : la Société SCI ABR INVEST représentée par Monsieur Ahmed MACHANE est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot N°19-20 de 3 795 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et d'activités de 1 200 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 897 m². L'utilisateur final est la société TTPM – Transport et Travaux Publics du Midi (Société de travaux publics - Location camions et engins - Terrassements). Elle projette un effectif de 45 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La candidature de la SCI ABR INVEST ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2 :** Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-206
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	SMC179122-AU

Fait à Montpellier, le 01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier





Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération n° 12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 13 avril 2010 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société QUALTERA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2010, du 21 juillet 2011, du 17 octobre 2011, du 23 janvier 2012 et du 21 mars 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2014, que la société QUALTERA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALTERA pour la surface de 220,64 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 3 192,66 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

**ARTICLE 4** : Le Vice - Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-207
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179215-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

01 AVR. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3508RI14 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU les projets structurants et les besoins de développements du parc applicatif actuel identifiés dans le schéma directeur informatique 2013-2015,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 03 février 2014,
- **CONSIDERANT** la nécessité de passer un marché d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3508RI14 d'assistance technique pour des développements informatiques et des prestations d'intégration continue est conclu avec la société BULL, Parc Eurêka, Bâtiment Archimède, 396 rue du Mas de Verchant, 34000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2** : Le présent marché concerne les prestations suivantes :

- assistance technique pour des développements informatiques et de l'intégration continue,
- assistance technique pour la spécification et la réalisation de développements spécifiques en langages JAVA et PHP5,
- participation aux travaux d'intégration continue du Système d'Information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa notification.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché à bons de commande est compris entre un minimum de vingt-deux mille euros H.T. (22 000,00 € H.T.) et un maximum de quatre-vingt-neuf mille euros H.T. (89 000,00 H.T.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitres 900 et 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Président(e) / Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le marché visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-209
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	ImcA79155-AU

Fait à Montpellier, le

03 AVR. 2014

M. P. MAUREL



Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CB 9 - Commune de Lattes

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la promesse unilatérale de vente en date du 12 février 2014 par laquelle l'Indivision NAZON accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée CB n° 9, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, pour une contenance totale de 1 024 m², supportant un bâti, libre d'occupation, au prix de 410 200 euros toutes indemnités confondues,
- VU l'avis de France domaine en date du 20 mars 2013,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire de la commune de Lattes »,

### DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision NAZON, de la parcelle cadastrée CB n° 9, située lieudit Font de la Banquière à Lattes, pour une contenance totale de 1 024 m², supportant un bâti, libre d'occupation.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de quatre cent dix mille deux cents euros (410 200 euros) toutes indemnités confondues, dont trente-huit mille deux cents euros (38 200 euros) d'indemnité de remploi.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-210
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc 179159-AV

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SCI PRO  
IMMOBILIER dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier : la SCI PRO IMMOBILIER représentée par Monsieur Rabhi HASSAN est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot N°G1 de 822 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux et d'activités de 410 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 411 m<sup>2</sup>. Les utilisateurs finaux seront la société H2T CONCEPT (maçonnerie générale) et la SCI BARCELONE (gestion – acquisition – location d'immeuble). Ils projettent un effectif de 11 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI PRO IMMOBILIER ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

550



Décision n°	D2014-211
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179/96-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ERNEO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU les articles L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> mai 2009 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société ERNEO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 1<sup>er</sup> juin 2012 et 28 mai 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 30 avril 2014, que la société ERNEO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ERNEO pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société ERNEO pour la surface de 111 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 797,25 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

**ARTICLE 4 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-212
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179201- AV

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2685 EA  
11 - Etude hydraulique du bassin versant de la Lironde**

- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché n°2685EA11 - Etude hydraulique du bassin versant de la Lironde, avec l'entreprise CEREG Ingénierie pour la réalisation de prestations supplémentaires non prévues au marché initial.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°2685EA11 est passé avec l'entreprise CEREG Ingénierie domiciliée 589, rue Favre de Saint Castor - 34080 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Cet avenant a pour objet d'augmenter le montant initial du marché et le délai contractuel pour répondre aux demandes du maître d'ouvrage d'exécuter des prestations supplémentaires non prévues au marché initial.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 8 000 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché est porté à 38 670 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-213
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179190-AU

Fait à Montpellier, le

07 AVR. 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Lutte contre les inondations



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3593DC14 de fourniture et fabrication de repas « BIO » en liaison froide pour l'écolothèque**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-34 du 17/04/2012 portant délégation de signature à Madame TROADEC-ROBERT dans le domaine « Ecolothèque »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de fournir à l'Ecolothèque des repas « BIO » en liaison froide dans le cadre de ses activités de l'Accueil de loisirs les mercredis et pendant les vacances scolaires,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3593DC14 est passé avec la société ELIOR, domiciliée Immeuble le nobel-770 Avenue Alfred Nobel 34000 Montpellier

**ARTICLE 2** : Ce marché à bons de commande, sans minimum et d'un maximum de 89 000 € H.T., concerne la fourniture de repas « BIO » à l'écolothèque tous les mercredis de l'année, et des repas avec tous les fruits et légumes « BIO » les lundis, mardis, jeudis, et vendredis ainsi que les repas du soir lorsqu'il y a hébergement lors des vacances scolaires.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter du 17 avril 2014 Sa durée est d'un an.

**ARTICLE 4** : Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente / Monsieur le Vice Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation. .

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-214
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Lmc 179211-CC

Fait à Montpellier, le

10/04/2014

Mme C. TROADEC-ROBERT

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à l'Ecolothèque



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SILKAN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération n°12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 19 mars 2008, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SILKAN pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants en date du 14 avril 2009, du 19 avril 2011, 14 mai 2012, 29 juin 2012, 12 novembre 2012, 29 mars 2013, 20 novembre 2013 et du 3 février 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2014 et que la société SILKAN n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SILKAN pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 septembre 2014.

**ARTICLE 2** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SILKAN pour la surface de 114,98 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 663,76 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.



**ARTICLE 4** :Le Vice Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-217
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179218-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SEMLEADS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération n°12044 en date du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 14 mars 2011, passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société SEMLEADS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, modifiée par avenants en date du 21 juillet 2011 et du 12 novembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 31 mars 2014 et que la société SEMLEADS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SEMLEADS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 mars 2015.

**ARTICLE 2 :** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SEMLEADS pour la surface de 14,48 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 194,62 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier, chapitre 929.

540

**ARTICLE 4** : Le Vice Président compétent est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-218
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc179221-AV

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la mise à disposition du parking de la médiathèque Shakespeare le 14 avril 2014 pour la matinée**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés constituant une servitude,
- **CONSIDERANT** que la médiathèque Shakespeare, à Montpellier, est un équipement du réseau des médiathèques de l'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la démolition de la tour H au Petit Bard prévue le 14 avril prochain constitue une étape importante du processus de rénovation urbaine du quartier et que cette opération exceptionnelle s'effectuera par implosion du bâtiment,
- **CONSIDERANT** que le parking de la médiathèque Shakespeare est nécessaire pour accueillir les habitants évacués du quartier du Petit Bard le 14 Avril 2014 dans la matinée à l'occasion de la démolition de la tour H,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier met à la disposition de la Ville de Montpellier :

- le parking de la médiathèque Shakespeare, et autorise ainsi l'occupation temporaire dudit parking par les habitants évacués du quartier du Petit Bard le 14 Avril 2014 dans la matinée à l'occasion de la démolition de la tour H.
- le secteur multimedia de la médiathèque Shakespeare pour l'installation d'un point presse pour la matinée du 14 avril 2014.

**ARTICLE 2 :** Compte tenu des délais d'installation du matériel technique, cette mise à disposition est consentie à titre gracieux du dimanche 13 avril 2014 12h00 jusqu'au lundi 14 avril 12h00

**ARTICLE 3 :** La Ville de Montpellier engage sa responsabilité civile pendant toute la durée de la mise à disposition, et s'engage à restituer les lieux dans l'état dans lequel ils auront été constatés au moment de la mise à disposition.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-219
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179254-cc

Fait à Montpellier, le

04 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation  
d'un spectacle avec l'association Amcel Agora Diffusion**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional des prestations artistiques de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestation de service est passé avec l'association Amcel Agora Diffusion, 5 Avenue des Ribas, 13770 Venelles.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des concert et classe de maître de saxophone de Jean-Pierre Caens, prévus le 29 mars 2014 de 9h à 16h30, sur le Site de Candolle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet le 29 mars 2014 et se terminera à l'issue de la représentation.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 1 606,00 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Monsieur (Madame) le (la) Vice-Président(e) compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-220
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179261-CE

Fait à Montpellier, le 04 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguee à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché n°3598DS14 concernant  
l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU le rapport d'analyse des offres du 20 mars 2014,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée pour effectuer l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3598DS14 de prestations de services est passé avec la société POLE AIR, Agence Sud, 21 rue de Sauvielle à Prades-le-Lez.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'analyse de l'air des piscines de l'Agglomération.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible deux fois de manière expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché est assorti d'un minimum de 5 000 € H.T. et d'un maximum de 15 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5** : Monsieur/Madame le(la) Vice-Président(e) compétent(e), est autorisé(e) à signer le marché visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-221
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc179266-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

P/b M. J. MARTIN

G. PASTOR  
Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.)**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 23 octobre 2013,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose actuellement d'un schéma directeur informatique 2013-2015 qui identifie la nécessité de mettre en œuvre une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.), que les notions de continuité de service et d'intégrité des données du système d'information sont, en particulier, une composante majeure de ce besoin et qu'elle est confrontée à une évolution importante de ses missions, la Collectivité souhaite réaliser un état des lieux organisationnel et technique de la sécurité de son système d'information,
- **CONSIDERANT** la nécessité de recourir à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.),
- **CONSIDERANT** que la décision n°D2014-9 relative à un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) comporte une erreur au niveau du montant de la partie forfaitaire du marché,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°D2014-9 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Un marché n°3500RI13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition d'une Politique Générale de Sécurité des Systèmes d'Information (P.G.S.S.I.) est conclu avec la société SOGETI, Parc Cézanne 1, bâtiment A, 380 avenue Archimède, 13857 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3.

**ARTICLE 3** : Le présent marché comprend les domaines de prestations suivants :

- assister la Direction des Ressources Informatiques dans l'identification et l'analyse de ses enjeux sécurité,
- donner à la Direction Générale et à la Direction des Ressources Informatiques une vision exhaustive de la sécurité sur le périmètre choisi en établissant :

- une analyse des enjeux et des risques encourus,
- un classement des risques encourus en fonction de leur impact et de leur probabilité,
- la mise en évidence des vulnérabilités et des lacunes organisationnelles et techniques de l'existant,
- prendre en compte les obligations légales en relation avec la sécurité des données et des systèmes et l'utilisation des ressources informatiques (confidentialité des données, traçabilité, authentification etc...),
- proposer un document cadre définissant des objectifs organisationnels et techniques, cohérents avec les enjeux et le contexte de la Collectivité pour poser les bases d'un système de management de la sécurité,
- proposer un plan d'actions sécurité sur trois ans pour la mise en place d'un système de management de la sécurité.

**ARTICLE 4** : Ce marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 5** : Le montant du marché comprend :

- une partie forfaitaire d'un montant de vingt-cinq mille euros H.T. (25 000,00 € H.T., soit 30 000,00 € T.T.C. – TVA à 20%),
- une partie à bons de commande d'un montant maximum de quarante mille euros H.T. (40 000,00 € H.T., soit 48 000,00 € T.T.C. – TVA à 20%).

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le marché visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-225
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179283-AV

Fait à Montpellier, le 03 AVR. 2014

M. P. MAUREL

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Hôtel de ville aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Guy COHEN, SARL ALEF"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Marseille déposée par Monsieur Guy Cohen et la Société SARL ALEG reçue à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 21 mars 2014 tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la diffusion d'un spot publicitaire dans le cadre de la campagne publicitaire de la marque « Montpellier Unlimited ».

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-226
Reçue en Préfecture le	0 3 AVR. 2014
Affichée le	0 3 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179285-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à la constitution d'une servitude de réseaux publics - Parcelle BD n° 75 - Commune de Montpellier**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de M. Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 10704 du 29 février 2012 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de d'un réseau de refoulement des eaux usées, consenti par Monsieur Raymond GROUSSET, domicilié 2126, rue de l'Aiguelongue à Montpellier (34090), sur la parcelle sise Commune de Montpellier, cadastrée section BD n° 75,
- **CONSIDERANT** que le raccordement à la station d'épuration de Maera des communes de Montferrier sur Lez, Prades le Lez, Clapiers, Saint Clément de Rivière ainsi que les secteurs Nord de Montpellier, nécessite la pose d'un réseau de refoulement des eaux usées,
- **CONSIDERANT** que ce réseau doit être implanté sur la parcelle sise commune de Montpellier, cadastrée section BD n° 75 et que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 4 mètres de largeur et d'une longueur de 110 mètres environ, tel que reporté sur le plan joint,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en en tréfonds de d'un réseau de refoulement des eaux usées, consenti par Monsieur Raymond GROUSSET, domicilié 2126, rue de l'Aiguelongue à Montpellier (34090), sur la parcelle sise Commune de Montpellier, cadastrée section BD n° 75.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de deux mille quatre cent soixante deux euros (2 462€),

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-227
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jm c 179298-AU

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise d'un Plat ovale datant du XVIII<sup>e</sup> siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **CONSIDERANT** que la Fondation d'Entreprise, représentée par Monsieur Gérard Maurice, domicilié au 381, rue du Mas d'Argeliers BP 90005 34075 Montpellier propose de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un *Plat ovale* datant du XVIII<sup>e</sup> siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'un *Plat ovale* datant du XVIII<sup>e</sup> siècle de Montpellier, Manufacture royale Ollivier.

**ARTICLE 2 :** Cette faïence sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Vice-Président compétent, est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-228
Reçue en Préfecture le	0 7 AVR. 2014
Affichée le	0 7 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179306-AU

Fait à Montpellier, le

0 7 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Terrain cadastré BD n° 75 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'occuper temporairement une emprise de 7 206m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BD n° 75, d'une contenance totale de 18 545m<sup>2</sup>, sise Rue de Ferran, commune de Montpellier afin de réaliser les travaux de l'intercepteur Est, dont la finalité est de permettre le raccordement à la station d'épuration de Maera des communes de Montferrier sur Lez, Clapiers, Prades le Lez, Saint Clément de Rivière ainsi que les secteurs Nord de Montpellier,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Raymond GROUSSET concernant une emprise de 7 206m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée section BD n° 75 sise Rue de Ferran, commune de Montpellier

**ARTICLE 2 :** Cette convention est passée pour une durée de VINGT ET UN mois à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 jusqu'au 30 octobre 2015.

**ARTICLE 3 :** Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de dix mille six cent quatre vingt huit euros (10 688€).

**ARTICLE 4 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention, visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-229
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179302-AU

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°2 au marché 3074GD12 d'étude sur la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de signer un avenant au marché d'étude sur la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés, ayant pour objet de prolonger de 5 mois la durée de la tranche conditionnelle n°1 et d'ajouter de nouvelles prestations de prospective relative à la redevance spéciale.,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°3074GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec le groupement conjoint solidaire : **ABBD**- 21 rue Bergère- 75 009 PARIS- **CITEXIA**- 21 rue Bergère- 75 009 PARIS-. **Cabinet LANDOT et associés**- 137 rue de l'Université- 75007 PARIS.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la prolongation de 5 mois de la durée de la tranche conditionnelle n°1 et l'ajout de nouvelles prestations de prospective relative à la redevance spéciale.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 5 545,00 € H.T et représente une évolution de 14,7% du montant initial du marché.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 43 270,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente / Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer l'avenant visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-230
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc A9312-AV

Fait à Montpellier, le

M. C. VALETTE

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une donation des Amis du Musée Fabre  
de quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **CONSIDERANT** que les Amis du Musée Fabre, représentés par Monsieur Aujaleu, domicilié au 2 B, rue Montpelliéret 34000 Montpellier proposent de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche : *La lumière de l'atelier*, *Ferme n°1*, *Les grands arbres*, *Les abords*,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don des Amis du Musée Fabre, de quatre œuvres d'Art graphique de Jean-Pierre Blanche : *La lumière de l'atelier*, *Ferme n°1*, *Les grands arbres*, *Les abords*.

**ARTICLE 2** : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent, est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-232
Reçue en Préfecture le	07 AVR. 2014
Affichée le	07 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179310-AU

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

07 AVR. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une donation de Jean-Pierre  
Blanche d'une de ses œuvres : Les grandes Salines.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jean-Pierre Blanche domicilié domaine du Pont Rout au 1475 chemin du Pont Rout 13090 Aix-en-Provence propose de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une de ses œuvres : *Les grandes Salines*,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de monsieur Jean-Pierre Blanche d'une de ses œuvres : *Les grandes Salines*,

**ARTICLE 2** : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent, est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-233
Reçue en Préfecture le	0 7 AVR. 2014
Affichée le	0 7 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179314-AU

Fait à Montpellier, le

0 7 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "MOUSSA Ismael requête 1303929-5 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1303929-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 août 2013 par Monsieur Ismael Moussa sollicitant une concertation amiable et logique consécutivement à la notification le 8 juillet 2013 de l'arrêté préfectoral n°2013-659 du 3 avril 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Lavérune.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-234
Reçue en Préfecture le	31.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	INC179324-A

Fait à Montpellier, le 28/03/2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant de transfert du marché n° 3131DC13  
de "travaux de construction pour le Musée de l'Histoire de  
la France en Algérie - Lot 1 : gros oeuvre façades réseaux"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU le marché n° 3131DC13 concernant « les travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France en Algérie – lot 1 : gros oeuvre – façades – réseaux »
- VU la cession, avec effet au 16 décembre 2013, du marché n° 3131DC13 de « Travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France en Algérie – lot 1 : gros oeuvre – façades – réseaux » à la société A. GIRARD immatriculée sous le n° RCS 572 621 712 dans le cadre de la fusion entre la société L.C.R.I. et l'entreprise A. GIRARD.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°3131DC13 doit être passé en vue du transfert à la société A. GIRARD des prestations exercées jusqu'alors par L.C.R.I.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice présidente / Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-235
Reçue en Préfecture le	31.03.14
Affichée le	01.04.14
Notifiée le	
Identifiant	UC 179330-AU

Fait à Montpellier, le 31/03/2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une donation d'André Castagné de quatre de ses œuvres d'Art graphiques : Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **CONSIDERANT** que Monsieur André Castagné, domicilié 10, rue de la Vieille 34000 Montpellier propose de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, quatre de ses œuvres d'Art graphique : *Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon*.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du muse Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier, accepte le don de Monsieur André Castagné de quatre de ses œuvres d'Art graphique : *Le Capitole, Place du Capitole, Sur les flancs du Capitole, Plage de Carnon*

**ARTICLE 2** : Ces œuvres d'Art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président compétent, est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-236
Reçue en Préfecture le	0 7 AVR. 2014
Affichée le	0 7 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179340-AV

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

0 7 AVR. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3530MG14 de rénovation des joints  
d'étanchéité du pavillon Junon de l'Hôtel d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de rénover les joints de façades du pavillon Junon de l'Hôtel d'agglomération, 50 place Zeus à Montpellier.,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3530MG14 de travaux de rénovation des joints d'étanchéité est passé avec l'entreprise SUD VERTICAL sise au 117 place de Thessalie, 34000 MONTPELLIER.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne les travaux consistant à retirer le joint existant, à préparer le support, placer un fond de joint et réaliser l'étanchéité avec un mastic adapté sur les ouvrages suivants :

- Joints menuiseries/maçonnerie ;
- Joints entre les parements préfabriqués ;
- Joints de dilatation ;
- Joints extérieurs des vitrages.

Les travaux seront répartis en deux tranches :

- Tranche ferme : Trois types de joints seront traités sur les façades Nord, Ouest et Est selon le plan n°1 ;
- Tranche conditionnelle : Joints de vitrages des façades Nord et Est.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2014 pour la tranche ferme. La tranche conditionnelle pourra être affermie au plus tard le 31 décembre 2014 et conclue pour une période initiale allant de sa notification au 31 décembre 2015.

**ARTICLE 4 :** Le montant estimatif du marché s'élève à 83 102,88 € H.T : 34 710,88 € HT pour la tranche ferme et 48 392,00€ HT pour la tranche conditionnelle. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice Présidente ou Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-237
Reçue en Préfecture le	11 AVR. 2014
Affichée le	11 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179396-BF

Fait à Montpellier, le

11 AVR. 2014

M. P. MAUREL

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché pour un contrat de prestation de service  
avec l'association Allons'z'Enfants - Compagnie Didier Théron**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves des classes de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional des collaborations avec des artistes chorégraphiques reconnus et de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association Allons'z'Enfants - Compagnie Didier Théron, sise 155 Rue de Bologne, 34080 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'intervention du chorégraphe Didier Théron auprès des élèves des classes des cycles I et II de danse classique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, pour la création d'une performance chorégraphique prévue le 24 mai 2014 à 19h à l'Opéra Comédie de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à la signature de la présente convention et se terminera à l'issue de la représentation du 24 mai 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 2 300,00 € HT, soit 2 760,00 € T.T.C.. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur (Madame) le (la) Vice-Président(e) compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-238
Reçue en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affichée le	04 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179342-cc

Fait à Montpellier, le

Mme N. BIGAS

04 AVR. 2014



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une donation de Madame Sue Hood d'ouvrages illustrés de Jean Hugo.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges,
- **CONSIDERANT** que Madame Sue Hood, domiciliée au 110 E Chestnut Hill Avenue, Philadelphia, PA 19118 USA propose de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des ouvrages illustrés par Jean Hugo (liste jointe en annexe).
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Madame Sue Hood d'ouvrages illustrés par Jean Hugo (liste jointe en annexe).

**ARTICLE 2** : Ces ouvrages illustrés seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-239
Reçue en Préfecture le	0 7 AVR. 2014
Affichée le	0 7 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179343-AU

Fait à Montpellier, le

0 7 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'attribution de la mission « Prestations topographiques » pour l'extension de la ligne 1 du tramway dans le cadre de l'opération OZ Nature urbaine**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des marchés publics et notamment son article 146,
- VU la délibération n°11197 du 30 octobre 2012, relative à l'approbation du mandat confié à la SAAM pour les études concernant l'aménagement du futur pôle urbain du quartier de la gare TGV, comprenant notamment la conclusion et le suivi du contrat de maîtrise d'œuvre et la réalisation des études de conception relative à l'intégration de la prolongation de la ligne 1 dans le projet urbain, et ce jusqu'à obtention de la déclaration de projet ou de la DUP relative à cet équipement. La réalisation du prolongement ayant vocation à être suivie dans le cadre d'un autre mandat.
- VU la délibération n°11195 du 30 octobre 2012 relative à l'approbation du programme, du planning prévisionnel de réalisation et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare TGV,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du CMP, quand les crédits sont inscrits au budget, que la CAM agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDERANT** le marché à procédure adaptée passé pour l'attribution de la mission « Prestations topographiques », pour les études et la réalisation de la prolongation de la ligne 1 de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France »,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Un marché est attribué au groupement Cabinet SIRAGUSA SELARL (mandataire) / SCP BILICKI DHOMBRES OSMO (co-traitant), pour assurer la mission de « Prestations topographiques », relative à l'extension de la ligne 1 de tramway.

**ARTICLE 2 :** Le marché est un marché à bons de commande, avec un minimum de 50 K€ HT et un maximum de 200 K€ HT.

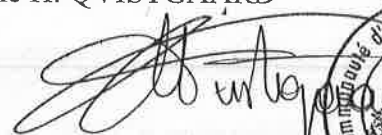
**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de quarante-huit (48) mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SAAM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

Décision n°	D2014-240
Reçue en Préfecture le	02/04/14
Affichée le	02/04/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc179347-AU

Fait à Montpellier, le 01.04.2014

Mme H. QVISTGAARD

  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Voirie, Jalonnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP 39, 45, 48 et 49, SV 9 et 10  
- Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU l'avis de France Domaine,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'acquérir les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une surface de 4 622 m<sup>2</sup>, SP 48p d'une superficie de 3 424 m<sup>2</sup>, SV 9 d'une superficie de 1 058 m<sup>2</sup>, SV 10p d'une superficie de 4 189 m<sup>2</sup> situées dans le périmètre de la réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire de la commune de Montpellier, déclarée d'utilité publique au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'acquérir les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une surface de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une surface de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une surface de 2 910 m<sup>2</sup>, SP n° 49 d'une surface de 33 m<sup>2</sup> et SV n° 10p d'une surface de 526 m<sup>2</sup> situées hors périmètre de la DUP réserve foncière mais nécessaire à la réalisation du quartier Oz Montpellier - Nature Urbaine.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à acquérir auprès de l'Indivision DE SAPORTA :

- Les parcelles cadastrées SV n° 9 d'une superficie de 1 058 m<sup>2</sup>, SV n° 10 d'une superficie totale de 4 715 m<sup>2</sup> situées lieudit La Mogère à Montpellier ;
- Les parcelles cadastrées SP n° 39 d'une superficie totale de 10 583 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48 d'une superficie totale de 6 334 m<sup>2</sup>, SP n° 49 d'une superficie de 33 m<sup>2</sup> situées lieudit Font de la Banquière à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition s'élève à la somme de 1 114 579 euros toutes indemnités confondues se décomposant comme suit :

- Indemnité principale d'un montant de 1 073 880 euros avec faculté de substitution partielle de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon sur les parties de ces parcelles situées dans la DUP réserve foncière Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV et pour un montant de 398 790 euros ;
- Indemnité de remploi d'un montant de 40 879 euros.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le compromis de vente et l'acte d'acquisition conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-241
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179356-AV

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de MontpellierLUG



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de cession des droits d'exploitation  
d'un spectacle avec le United Strings of Europe Orchestra**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 35 II 8°,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional des prestations artistiques de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de prestation de service est passé avec le United Strings of Europe Orchestra, sis 11B Exeter Mansions, Exeter Road, NW2 3UG, London, Royaume-Uni.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation des concerts et classes de maître de direction d'orchestre du United Strings Orchestra, prévus du 19 au 22 avril 2014 dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet le 19 avril 2014 et se terminera à l'issue des représentations du 22 avril 2014.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 5 000,00 € T.T.C.. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : La Vice-Présidente compétente / le Vice-Président compétent est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à un arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-242
Reçue en Préfecture le	11 AVR. 2014
Affichée le	11 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179355-CC

Fait à Montpellier, le

11 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une prise de possession anticipée - Parcelles  
n° SP 39p, 45, 48p, 49 et SV 10p - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation temporaire de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux nécessaires à l'aménagement du quartier OZ, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit prendre possession des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une surface de 5 961 m², SP n° 45 d'une surface de 13 073 m², SP 48p d'une surface de 2 910 m², SP 49 d'une surface de 33 m² et SV 10p d'une surface de 526 m² afin d'en assurer l'entretien et le gardiennage d'ici la date de signature de l'acte authentique.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession anticipée sur les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une surface de 5 961 m², SP n° 45 d'une surface de 13 076 m², SP n° 48p d'une surface de 2 910 m², SP n° 49 d'une surface de 33 m² et SV n° 10p d'une surface de 526 m², est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Indivision De SAPORTA.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnité de 68 509 euros.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le compromis de vente et l'acte d'acquisition conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-243
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179366-AU

Fait à Montpellier, le 01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une autorisation temporaire d'occupation  
du domaine public avec l'association Champ libre**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> édition du Festival des Architectures Vives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par l'Association Champ Libre, organisatrice du festival, afin d'occuper des locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise, par convention ci-jointe, l'occupation temporaire par l'Association Champ Libre de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de relations de partenariat entre ces deux structures culturelles.

**ARTICLE 2** : Les locaux dont l'occupation est autorisée sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, Hôtel d'Aurès, 14, rue Eugène Lisbonne, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'occupation est autorisée du 5 au 16 juin 2014.

**ARTICLE 4** : Compte tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à un arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-244
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179363cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de Védas: étude trafic**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-27 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « MMT : Développement Economique et Emploi »,

**CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confier par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de védas,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°S 14.04 est passé avec la société EGIS France.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation des études de trafic.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 9 500,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat signée en date du 14 août 2013.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-245
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179375_cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à Montpellier Méditerranée Technopole :  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat d'études confié à la SAAM pour l'aménagement du secteur de la Lauze Est à Saint Jean de védas: étude géomètre**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** que la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) s'est vue confier par décision n°D2013-496 du 18 juillet 2013 un mandat d'études préalables destinées à l'aménagement du secteur de la Lauze Est sur la commune de Saint Jean de Védas,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° S 14.05 est passé avec la société SIRAGUSA.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la réalisation des études de géomètre.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 24 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché à bon de commande s'élève à 30 000 € H.T maximum. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire SAAM, est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément aux dispositions de la convention de mandat signée en date du 14 août 2013.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-246
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179374-cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

M. G. PASTOR



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier Méditerranée Tech  
à Montpellier Méditerranée Tech  
Développement Economique et Emploi

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au legs de Mme Alicot d'une armoire datant du XVIIème siècle du Bas Languedoc. Succession gérée par Madame Béatrice Netter-Leval.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges ;
- **CONSIDERANT** que Madame Béatrice Netter-Leval, représentante de la succession Alicot, domiciliée Fondation Marcel Bleustein-Blanchet au 104 rue de Rennes – 75006 Paris propose le legs à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une *Armoire* datant du XVIIème siècle du Bas-Languedoc.
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le legs d'une *Armoire* datant du XVIIème siècle du Bas-Languedoc, de Madame Béatrice Netter-Leval, représentante de la succession Alicot,

**ARTICLE 2 :** Cette Armoire sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** Le Vice-Président compétent est autorisé à signer tout document découlant du legs visé à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-247
Reçue en Préfecture le	0 7 AVR. 2014
Affichée le	0 7 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179384AU

Fait à Montpellier, le

0 7 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la donation de Monsieur Alexandre Hollan d'une série de ses douze fusains datant de 2012 et d'un fusain de 2013.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant l'acceptation de dons et de legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges ;
- **CONSIDERANT** que monsieur Alexandre Hollan, domicilié au 89 rue Mouffetard, 75005 Paris propose de donner à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une série de ses douze fusains datant de 2012 et un fusain de 2013.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de monsieur Hollan d'une série de ses douze fusains datant de 2012 et un fusain de 2013.

**ARTICLE 2 :** Ces fusains seront conservés au sein des collections du musée Fabre.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer tout document découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-248
Reçue en Préfecture le	0 7 AVR. 2014
Affichée le	0 7 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179388_AU

Fait à Montpellier, le

0 7 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'une convention de mise à disposition du Stade Jules Rimet de Sussargues à l'association "les Barbarians du Bérange"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de cette manifestation contribue à promouvoir les actions et le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec l'association « les Barbarians du Bérange » pour la mise à disposition ponctuelle du stade Jules Rimet à Sussargues,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de mise à disposition est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association « les Barbarians du Bérange ».

**ARTICLE 2** : Cette convention précise d'une part, que la maintenance du stade Jules Rimet de Sussargues est assurée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et que, d'autre part, l'association « les Barbarians du Bérange » assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et prendra à sa charge la communication de l'évènement.

**ARTICLE 3** : Cette manifestation se déroulera le samedi 10 mai 2014 au stade Jules Rimet de Sussargues.

**ARTICLE 4** : La mise à disposition du stade Jules Rimet de Sussargues se fera à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-250
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Snc 179399-AU

Fait à Montpellier, le

01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'une convention pour la mise à disposition du Palais des Sports René Bognol au Montpellier Agglomération Tae Kwon Do**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **CONSIDERANT** que l'organisation de cette manifestation contribue à promouvoir les actions et le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer une convention avec l'association « Montpellier Agglomération Tae Kwon Do » pour la mise à disposition ponctuelle du Palais des Sports René Bognol,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de mise à disposition est établie entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association « Montpellier Agglomération Tae Kwon Do ».

**ARTICLE 2** : Cette convention précise d'une part, que la maintenance du Palais des Sports René Bognol est assurée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et que, d'autre part, l'association « Montpellier Agglomération Tae Kwon Do » assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation et prendra à sa charge la communication de l'évènement.

**ARTICLE 3** : Cette manifestation se déroulera le 25 mai 2014 au Palais des Sports René Bognol.

**ARTICLE 4** : La mise à disposition du Palais des Sports René Bognol se fera à titre gratuit.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président compétent est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-251
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Inc 179402 - Au

Fait à Montpellier, le

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SCIA  
SJF dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 02 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier : la SCIA SJF représentée par Monsieur Jean-François PEREZ et Monsieur Serge MARTIN est une SCIA. Elle est candidate à l'acquisition du lot N°F1 de 1 414 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 609,70 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 670 m². Les utilisateurs finaux seront la société ACT (Cabinet d'architectes), la société JFP CONSTRUCTIONS (Entreprise de gros œuvre) et la SCP PERROT AUDRIN POUJOL DUNIE-MERIGOT (Clinique vétérinaire généraliste). Ils projettent un effectif de 47 emplois sur site dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCIA SJF ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier compétent, est autorisé à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-252
Reçue en Préfecture le	10 AVR. 2014
Affichée le	10 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179406-AU

Fait à Montpellier, le

10 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de prestation de service avec l'association Collectif Koa**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 35 II 8°,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de proposer aux élèves du Conservatoire à Rayonnement Régional des prestations artistiques de grande qualité, témoignant du haut niveau d'excellence requis au sein de l'établissement,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association Collectif Koa, 53 avenue du Pont Juvénal, 34 000 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la cession des droits d'exploitation de la classe de maître de soundpainting de Walter Thompson, prévue le 25 avril 2014 de 9h30 à 20h30, en Salle Molière à Montpellier, dans le cadre de la saison culturelle du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet le 25 avril 2014 et se terminera à l'issue de la représentation.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 1202,02 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur (Madame) le (la) Vice-Président(e) compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1, et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-253
Reçue en Préfecture le	11 AVR. 2014
Affichée le	11 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179409-cc

Fait à Montpellier, le

11 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SCI CHAPTAL - Pourvoi en cassation"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération n°9866 du Conseil de Communauté du 2 décembre 2010 relative à l'élection du Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat contre l'ordonnance de référé du Tribunal Administratif de Montpellier n°1400774 du 25 mars 2014 suspendant l'exécution de la décision du 6 février 2014 par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de préempter la parcelle cadastrée section AX n°59 sise à Saint Jean de Védas.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Lyon-Caen et Thiriez.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-254
Reçue en Préfecture le	03 AVR. 2014
Affichée le	03 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179414-AU

Fait à Montpellier, le 01 AVR. 2014

M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un accord-cadre n°3561DC14 pour le transport  
des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire  
à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer en toute sécurité les transports des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un accord-cadre n°3561DC14 est passé avec les sociétés OMC Déménagements domiciliée 3 rue des Escalettes - 34660 à CURNONTERRAL et RIVES DI COSTANZO domiciliée 37 chemin du Prat Long - 31200 à TOULOUSE.

**ARTICLE 2** : Cet accord-cadre concerne les transports des matériels et instruments d'orchestre du Conservatoire à rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il peut être reconduit 2 fois de manière expresse, par période d'un an.

**ARTICLE 4** : Le montant des marchés subséquents conclus avec les entreprises nommées à l'article 1 sera compris entre 0 et un maximum de 14 000€ H.T. / an. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5** : Le(a) Vice-Président(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-256
Reçue en Préfecture le	1 1 AVR. 2014
Affichée le	1 1 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 179423-AV

Fait à Montpellier, le 1 1 AVR. 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3465 RI 13, accès Internet du  
siège, hébergement et maintenance des sites et applications Internet**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2012-18 du 10/04/2012 portant délégation de signature à Monsieur P. MAUREL dans le domaine « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens internes »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour l'accès internet, hébergement et maintenance des sites et applications internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société OVEA sis 34070 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'accès internet, hébergement et maintenance des sites et applications internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la notification pour une période initiale de 1 an. Le marché peut être reconduit pour 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant minimum annuel du marché s'élève à 50 000 € H.T pour un montant maximum annuel de 99 999 € H.T.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice Présidente ou Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-257
Reçue en Préfecture le	0 8 AVR. 2014
Affichée le	0 8 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179429-AU

Fait à Montpellier, le

0 8 AVR. 2014

M. P. MAUREL

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Contentieux, Affaires Juridiques,  
Assurances, Archives et Moyens Internes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3132bisDC13 de "Travaux de scénographie et muséographie du Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Relance du lot n° 16 : médiations et soclage"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux de scénographie et muséographie du Musée de l'Histoire de la France en Algérie - Relance du lot n° 16 : médiations et soclage",

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3132bisDC13 de travaux est passé avec la société AE3, 1022 rue Max Chabaud, 30 000 NIMES.

**ARTICLE 2 :** Le délai d'exécution du marché s'intègre dans un délai global pour tous les lots de 13 mois, avec démarrage de la période de préparation et des travaux par ordre de service.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 110 650 € H.T. soit 132 780 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice Présidente ou Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-258
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc179444 AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014



Mme Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'attribution de la mission « Reconnaissances géotechniques » pour l'extension de la ligne 1 du tramway dans le cadre de l'opération OZ Nature urbaine**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des marchés publics et notamment son article 146,
- VU la délibération n°11197 du 30 octobre 2012, relative à l'approbation du mandat confié à la SAAM pour les études concernant l'aménagement du futur pôle urbain du quartier de la gare TGV, comprenant notamment la conclusion et le suivi du contrat de maîtrise d'œuvre et la réalisation des études de conception relative à l'intégration de la prolongation de la ligne 1 dans le projet urbain, et ce jusqu'à obtention de la déclaration de projet ou de la DUP relative à cet équipement. La réalisation du prolongement ayant vocation à être suivie dans le cadre d'un autre mandat.
- VU la délibération n°11195 du 30 octobre 2012 relative à l'approbation du programme, du planning prévisionnel de réalisation et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare TGV,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°11895 du 24 septembre 2013 relative aux délégations du Conseil au Président du Conseil de Communauté, et notamment la délégation de la prise de décision dans le domaine concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du CMP, quand les crédits sont inscrits au budget, que la CAM agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDERANT** le marché à procédure adaptée passé pour l'attribution de la mission « Reconnaissances géotechniques », pour les études et la réalisation de la prolongation de la ligne 1 de tramway jusqu'à la nouvelle gare TGV « Montpellier Sud de France »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché est attribué à la Société HYDROGEOTECHNIQUE, pour assurer la mission de « Reconnaissances géotechniques », relative à l'extension de la ligne 1 de tramway jusqu'à la gare TGV Montpellier Sud de France.

**ARTICLE 2 :** Le marché est un marché à bons de commande, avec un minimum de 30 K€ H.T. et un maximum de 180 K€ H.T.

**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de quarante-huit (48) mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SAAM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

Décision n°	D2014-259
Reçue en Préfecture le	0 8 AVR. 2014
Affichée le	0 8 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc179521_AU

Fait à Montpellier, le

0 8 AVR. 2014

M. R. SUBRA

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
au Tramway, Transports, Déplacements



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3478DC13 de "Travaux pour l'approvisionnement en eau de mer de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot 1: voirie et réseau humides avec option et lot 2 : réseaux secs"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de « travaux pour l'approvisionnement en eau de mer de l'Aquarium Mare Nostrum à Montpellier - lot 1: voirie et réseau humides et lot 2 : réseaux secs »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 3478DC13 de travaux est passé, pour le lot n° 1 "voirie et réseaux humides", avec la société Brault M.T.P., 720, avenue de Bigos, 34 740 Vendargues et pour le lot 2 "réseaux secs" avec la société Allez et Cie, BP 136, 34 400 Lunel.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet, pour les lots n° 1 et 2, à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de, pour chaque lot, un mois et deux semaines.

**ARTICLE 3 :** le montant global du lot n° 1 est de 75 720,30 € H.T. soit 90 864,36 € T.T.C. décomposés comme suit : le montant de la solution de base est de 71 509, 50 € H.T. et la prestation supplémentaire ou alternative n° 1 est de 4 210,80 € H.T.  
Le montant du lot n° 2 est de 29 960,06 € H.T. soit 35 952, 07 € T.T.C.  
Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente ou Monsieur le Vice Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à son arrêté de délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-260
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179524-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n° 3341bisDC13 de maîtrise  
d'oeuvre pour la rénovation du Planétarium Galilée**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9868 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Madame Nicole BIGAS en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de réaliser des travaux de rénovation du planétarium Galilée,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3341bis DC 13 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation du planétarium Galilée est passé avec l'agence ARSCENES.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne une mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation du planétarium Galilée.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 25 068,98 € H.T. pour la tranche ferme, et 26 939,80 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : La Vice-Président(e) compétente / Le Vice-Président compétent est autorisé(e) à signer le contrat visé à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-261
Reçue en Préfecture le	11 AVR. 2014
Affichée le	11 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 179533-CC

Fait à Montpellier, le

11 AVR. 2014

Mme N. BIGAS



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3547DC14 de contrôle technique et CSPS  
relatifs à la dernière phase des travaux de rénovation de l'Agora de la Danse**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de recourir à des prestations de contrôle technique et de coordination, sécurité et protection de la santé (CSPS) relatives aux travaux de la dernière phase de rénovation de l'Agora de la Danse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3547DC14 est passé avec :

- lot n°1 : Contrôle technique : société APAVE,
- lot n°2 : CSPS : société QUALICONSLT.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne pour le lot n°1 à des prestations de contrôle technique des travaux de la dernière phase de rénovation de l'Agora de la Danse, et pour le lot n°2 à des prestations relatives à la coordination, sécurité et protection de la santé liées aux travaux de la dernière phase de rénovation de l'Agora de la Danse.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à :

- lot n°1 : 8 240 € H.T. pour la tranche ferme, et 4 300 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1.
- Lot n°2 : 1 940 € H.T. pour la tranche ferme, et 1 240 € H.T. pour la tranche conditionnelle n°1.

Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente / Monsieur le Vice-Président compétent(e) est autorisé(e) à signer le marché visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.


**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-262
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc179536-cc

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

  
Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature de l'avenant de transfert relatif  
au marché n°2363DC10 lots n° 17 et 18 : Achat de livres,  
partitions et éditions adaptées pour le réseau des médiathèques**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics, notamment l'article 20,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°10001 du 26 janvier 2011 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU le marché n° 2363DC10 lots 17 et 18 concernant l'achat de livres, partitions et éditions adaptées pour le réseau des médiathèques
- VU l'ordonnance du 10 février 2014, Monsieur le Juge commissaire à la liquidation judiciaire du Gie LIBRAIRIES PRIVAT a autorisé, la vente du fonds de commerce dépendant de la liquidation judiciaire dudit groupement exploité sous l'enseigne BIBLIOTECA, sis au 14 rue Serpente 75006 Paris, au profit de la société CESAM, société anonyme au capital de 495 451.60 € ayant son siège social 2 ter rue des Chantiers 75005 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 413 511 700, représentée par son Président, Monsieur Philippe SYLVESTRE, ou de toute autre personne physique ou morale qui s'y substituerait.
- VU l'application de cette ordonnance, la société CASAM et son Président, Monsieur Philippe SYLVESTRE ont constitué la SAS BIBLIOTECA au capital de 10 000€, immatriculée le 18 février 2014 au RCS de Paris sous le numéro 800 482 200, qui se substitue dans les engagements de la société CASAM. Madame Anne STEVE a été investie des fonctions de Présidente de la société BIBLIOTECA, dont le siège est également 2 ter rue des Chantiers 75005 PARIS.
- VU l'entrée en jouissance du fonds de commerce BIBLIOTECA, fixée judiciairement au 11 février 2014, la SAS éponyme assure la continuité des marchés publics ordonnés antérieurement par les collectivités publiques, et les établissements publics.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant au marché n°2363DC10 pour les lots 17 et 18 est passé en vue du transfert à la société Biblioteka des prestations exercées jusqu'alors par Gie Librairies Privat.

**ARTICLE 2 :** Madame la Vice Présidente compétente / Monsieur le Vice-Président compétent, est autorisé(e) à signer cet avenant de transfert du marché et tout document relatif à cette affaire conformément à son arrêté de délégation.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-264
Reçue en Préfecture le	09 AVR. 2014
Affichée le	09 AVR. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Enc 180264-AU

Fait à Montpellier, le

09 AVR. 2014

Mme N. BIGAS

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée à la Culture, Enseignements  
Artistiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**

	<i>Pages</i>
<b>Arrêté n°2014-1 du 06 février 2014 :</b> Délégation de fonction attribuée à Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président au personnel pour siéger au sein de la Commission de sélection professionnelle en tant que représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	609
<b>Arrêté n°2014-2 du 07 février 2014 :</b> Modification de l'arrêté n°A2013-76 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de Technicien, Technicien principal 2 <sup>ème</sup> Classe et Assistant d'Enseignement artistique 2 <sup>ème</sup> Classe	611
<b>Arrêté n°2014-3 du 07 février 2014 :</b> Modification de l'arrêté n°A2013-78 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Ingénieur et d'Attaché de Conservation du Patrimoine	613
<b>Arrêté n°2014-4 du 07 février 2014 :</b> Modification de l'arrêté n°A2013-77 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Educateur des Activités Physiques et Sportives	615
<b>Arrêté n°2014-5 du 07 février 2014 :</b> Modification de l'arrêté n°A2013-75 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché Territorial	617
<b>Arrêté n°2014-10 du 04 avril 2014 :</b> Approbation du Programme d'Actions Local 2014 en faveur de la réhabilitation du parc privé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	619
<b>Arrêté n°2014-13 du 04 avril 2014 :</b> Délégation de signature relative aux attestations de services faits –Pôle Culture, Sport et Solidarité	620
<b>Arrêté n°2014-14 du 04 avril 2014 :</b> Délégation de signature relative aux bons de commande émanant du Pôle Culture, Sport et Solidarité	623
<b>Arrêté n°2014-15 du 04 avril 2014 :</b> Délégation de signature relative aux formalités de publicité entre 50 000 € et 90 000€ –Pôle Culture, Sport et Solidarité	625
<b>Arrêté n°2014-16 du 04 avril 2014 :</b> Délégation de signature relative aux ordres de service –Pôle Culture, Sport et Solidarité	627
<b>Arrêté n°2014-17 du 04 avril 2014 :</b> Délégation de signature des conventions obsèques à Monsieur Marc DANIEL	629
<b>Arrêté n°2014-18 du 04 avril 2014 :</b> Délégation de fonction relative à la CDAC en date du 28 mars 2014	631



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Commission de sélection professionnelle

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier organise une série de sélections professionnelles,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, membre de droit de la Commission de sélection professionnelle, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre BONNAL , Vice-Président délégué au Personnel, pour siéger au sein de la Commission de sélection professionnelle en tant que représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Dans ce cadre, Monsieur Pierre BONNAL est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BONNAL, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Pierre BONNAL et de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, la délégation visée à l'article 1 est donnée dans les mêmes

conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services et Directeur du Pôle Développement Territorial.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Pierre BONNAL, de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 1 est donnée à Madame Christel CÉLIÉ, Directrice du Pôle Ressources et Moyens.

**ARTICLE 5** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Pierre BONNAL, de Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, de Monsieur Yves NURIT et de Madame Christel CÉLIÉ, la délégation visée à l'article 1 est donnée à Monsieur Vinh PHAM, Directeur des Ressources Humaines.

**ARTICLE 6** : Ces délégations s'exerceront sous la responsabilité et la surveillance du Président et courent du 10 février 2014 au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 7** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-1
Transmis en Préfecture le	07/02/14
Affiché le	07/02/14
Notifié le	
Identifiant	UNC 177696

Fait à Montpellier, le 06.02.2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Numéro de l'acte : A2014-2

Date de décision : 07.02.14

Id : LNC 178153-AR

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté modificatif de l'arrêté n° A2013-76 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de Technicien, Technicien principal 2<sup>ème</sup> Classe et Assistant d'Enseignement artistique 2<sup>ème</sup> Classe

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
- Vu le décret n°2012-437 du 29 mars 2012, portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,
- Vu l'arrêté n° A2013-76 du 27 décembre 2013 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration aux grades de Technicien, Technicien principal 2ème Classe et Assistant d'Enseignement artistique 2ème Classe.

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 4 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit concernant la composition de la commission de sélection professionnelle :

### **Composition de la commission de la sélection professionnelle**

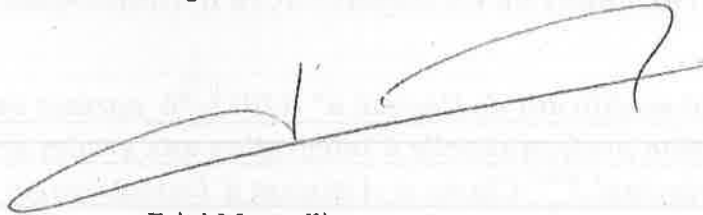
La commission qui se réunira **jeudi 27 février 2014 à partir de 9 h 00** sera composée de :

- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Vinh PHAM, Directeur des Ressources Humaines, en qualité de représentant de l'autorité territoriale.
- Madame Cécile MATTERA, fonctionnaire au grade d'Attaché territorial.

**ARTICLE 2 :** Toutes les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 3 :** Exécution du présent arrêté.

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.



Fait à Montpellier  
Le Vice-Président délégué au personnel

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A2014-3  
Date de décision : 07-02-2014  
Id : UNC 178188-AR

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté modificatif de l'arrêté n° A2013-78 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration aux grades d'Ingénieur et d'Attaché de Conservation du Patrimoine

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n° 90-126 du 9 février 1990 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- Vu le décret n° 91-843 du 2 septembre 1991 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés de conservation du patrimoine,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,
- Vu l'arrêté n° A2013-78 du 27 décembre 2013 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration pour les grades d'ingénieur et d'attachés de conservation du patrimoine.

## ARRETE

**ARTICLE 1** : L'article 4 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit concernant la composition de la commission de sélection professionnelle :

### **Composition de la commission de la sélection professionnelle**

La commission qui se réunira **jeudi 27 février 2014 à partir de 14 h 00** sera composée de :

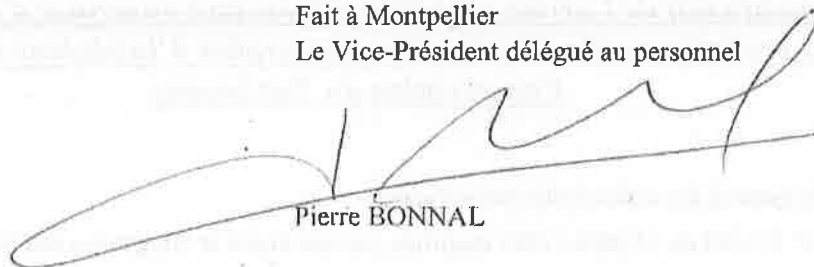
- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services, en qualité de représentant de l'autorité territoriale.
- Monsieur Vinh PHAM, fonctionnaire au grade d'Attaché principal ou Madame Cécile MATTERA, fonctionnaire au grade d'Attaché territorial, en cas d'absence ou d'empêchement.

**ARTICLE 2** : Toutes les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 3** : Exécution du présent arrêté.

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier  
Le Vice-Président délégué au personnel

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A2014-4

Date de décision : 09.02.2014

Id: LNC178190.AR

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté modificatif de l'arrêté n° A2013-77 portant ouverture d'une session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Educateur des Activités Physiques et Sportives**

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°2011-605 du 30 mai 2011, portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs des activités physiques et sportives,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,
- Vu l'arrêté n° A2013-77 du 27 décembre 2013 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'éducateur des activités physiques et sportives.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** L'article 4 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit concernant la composition de la commission de sélection professionnelle :

**Composition de la commission de la sélection professionnelle**

La commission qui se réunira **jeudi 20 février 2014 à partir de 9 h 00** sera composée de :

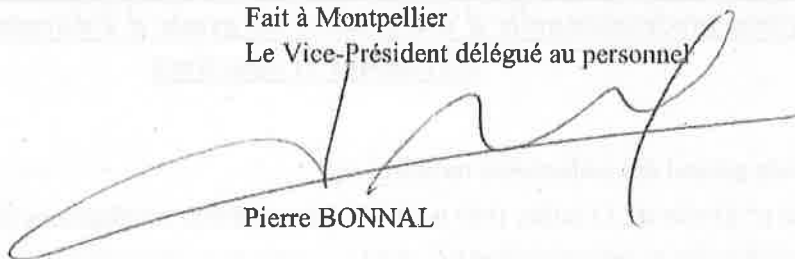
- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Jean-Jacques DOMEQ, Directeur du Pôle CSS, en qualité de représentant de l'autorité territoriale.
- Madame Cécile MATTERA, fonctionnaire au grade d'Attaché territorial ou Monsieur Vinh PHAM, fonctionnaire au grade d'Attaché principal, en cas d'absence ou d'empêchement.

**ARTICLE 2** : Toutes les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 3** : Exécution du présent arrêté.

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier  
Le Vice-Président délégué au personnel

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Pierre BONNAL', written over a horizontal line.

Pierre BONNAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Numéro de l'acte : A2014-S

Date de décision : 07.02.2014

Id : LNC 178192-AR

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté modificatif de l'arrêté n° A2013-75 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché territorial

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attaché territoriaux,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 29 octobre 2013,
- Vu l'arrêté n° A2013-75 du 24 décembre 2013 portant ouverture de la session de sélection professionnelle d'intégration au grade d'Attaché territorial.

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'article 1 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Ouverture de la sélection professionnelle :** le nombre d'emplois ouverts au grade d'attaché est fixé à 11.

**ARTICLE 2 :** L'article 4 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit concernant la composition de la commission de sélection professionnelle :

### **Composition de la commission de la sélection professionnelle**

La commission qui se réunira **lundi 10 février 2014 à partir de 9 h 00** sera composée de :

- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué au Personnel ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Madame Cécile MATTERA, fonctionnaire au grade d'Attaché territorial ou Monsieur Vinh PHAM, fonctionnaire au grade d'Attaché principal, en cas d'absence ou d'empêchement.

La commission qui se réunira **jeudi 13 février 2014 à partir de 9 h 00** sera composée de :

- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué au Personnel ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Madame Cécile MATTERA, fonctionnaire au grade d'Attaché territorial ou Monsieur Vinh PHAM, fonctionnaire au grade d'Attaché principal, en cas d'absence ou d'empêchement.

La commission qui se réunira **lundi 24 février 2014 à partir de 9 h 00** sera composée de :

- Monsieur Daniel BESSAT, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué au Personnel ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Monsieur Vinh PHAM, fonctionnaire au grade d'Attaché principal.

**ARTICLE 3** : L'article 5 de l'arrêté susvisé est modifié comme suit :

**Date des sessions et intitulés des emplois ouverts.**

Les auditions se dérouleront au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

**Lundi 10 février 2014 à partir de 9 h 00** pour les emplois suivants :

- Directrice administrative et financière du Musée H. Prades – site archéologique Lattara
- Responsable de la communication interne
- Responsable du pôle événementiel
- Chef du service gestion budgétaire et financière et Directeur Adjoint
- Chef du service relations sociales et conditions de travail

**Jeudi 13 février 2014 à partir de 14 h 00** pour les emplois suivants :

- Responsable du service presse
- Rédacteur en chef / journaliste
- Conseiller en création d'entreprise innovante au sein du BIC : 1 emploi

**Lundi 24 février 2014 à partir de 9 h 00** pour les emplois suivants :

- Chargé de mission d'insertion par l'activité économique
- Chargé de mission filières environnement, gestion de l'eau et artisanat
- Responsable animation du Planétarium

**ARTICLE 4** : Toutes les autres dispositions restent inchangées.

**ARTICLE 5** : Exécution du présent arrêté.

L'autorité territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

Fait à Montpellier  
Le Vice-Président délégué au personnel

Pierre BONNAL





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Programme d'actions local 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de la réhabilitation du parc privé

- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 26 mai 2009 autorisant le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 2 décembre 2010, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en tant que Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 29 mars 2012 autorisant le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à conclure avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- Vu la convention de délégation de compétence des aides à la pierre du 29 juin 2009 conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat, et ses avenants,
- Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 30 avril 2012 conclue entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Le Programme d'Actions Local 2014 en faveur de la réhabilitation du parc privé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-10
Transmis en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affiché le	04 AVR. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 179164-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature relative aux attestations de services faits - Pôle CSS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU l'arrêté A2013-36 du 24 mai 2013 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Département d'Art Dramatique, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports, au Service Funéraire et au Service Téléalarme ,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2013-36 du 24 mai 2013 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Nadine BEAUSOLEIL. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Nadine BEAUSOLEIL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Karine ESCAFFIT.

**ARTICLE 3 :** Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

**ARTICLE 4 :** Délégation est accordée à Monsieur Olivier PERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Elisabeth NINGRES.

**ARTICLE 5 :** Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 6** : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 7** : Délégation est accordée à Monsieur Lionel PERNET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel PERNET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 8** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

**ARTICLE 9** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

**ARTICLE 10** : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur René GUY.

**ARTICLE 11** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

**ARTICLE 12** : Délégation est accordée à Monsieur Alain CANAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Funéraire. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain CANAUD, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 13** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Funéraire. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Alain CANAUD.

**ARTICLE 14** : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 15** : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard LASSUS.

**ARTICLE 16** : Cette délégation court à compter du 8 avril 2014.

**ARTICLE 17** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2014-13
<b>Transmis en Préfecture le</b>	04 AVR. 2014
<b>Affiché le</b>	04 AVR. 2014
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Imc179269_AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

### **Délégation de signature relative aux bons de commande émanant du pôle CSS**

- **VU** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°2011-2329 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature pour les bons de commande du Pôle Culture Sports Solidarité à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-2329 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les bons de commandes dont le montant hors taxe est inférieur ou égal à 50 000 euros émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité à l'exception de ceux relatifs aux Maisons d'Agglomération.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS pour les bons de commande d'un même montant émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports, des Services Funéraires et du Service de Téléalarme.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Monsieur Marc DANIEL, et de Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET,

Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6 :** Cette délégation court à compter du 8 avril 2014.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2014-14
<b>Transmis en Préfecture le</b>	04 AVR. 2014
<b>Affiché le</b>	04 AVR. 2014
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	Jmc179271-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature relative aux formalités  
de publicité entre 50 000 et 90 000 € pôle CSS**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n° A2012-37 du 10 avril 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°A2012-37 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Pour les marchés, relevant de son Pôle, relatifs aux domaines de la Culture, du Sport et de la solidarité (téléalarme et services funéraires) d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieur à 90 000 € HT délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer tout document relatif :

2.1/ aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures pour les marchés compris entre 50 000 € HT et 90 000 € HT ;

2.2/ aux demandes de précisions et de compléments à l'issue de l'enregistrement des offres, à la négociation des offres ainsi qu'à la gestion des avances, cession de créances, mise en demeure et application des pénalités pour les procédures d'un montant supérieur à 50 000 € HT et inférieurs :  
- aux seuils des procédures formalisées tels que définis aux articles 26.II et 144.III du code des marchés publics pour les marchés de fourniture et services ;  
- à 1 500 000 HT en travaux, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Yves NURIT, la délégation de signature visée à l'article 2 est donnée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 5** : Cette délégation court à compter du 8 avril 2014.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-15
Transmis en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affiché le	04 AVR. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc179294-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURIE

04 AVR. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Montpellier  
Agglomération

## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté de délégation de signature relatif aux ordres de service - Pôle CSS

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2011-2331 du 26 septembre 2011 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ relatif aux ordres de services,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur du Pôle Développement Territorial,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2011-2331 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les ordres de services émanant du pôle Culture, Sports et Solidarité à l'exception de ceux relatifs aux Maisons d'Agglomération.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Julien FOURNEL, Monsieur Thierry GUITTET, Monsieur Alain CANAUD, Monsieur Gérard LASSUS pour les ordres de services émanant respectivement de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports, des Services Funéraires et du Service de Téléalarme.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de l'une des personnes visées à l'article 3 dans son domaine de compétence, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de l'une des personnes visées à l'article 3 dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 6 :** Cette délégation court à compter du 8 avril 2014.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-16
Transmis en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affiché le	04 AVR. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 179296-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

### **Délégation de signature des conventions obsèques à Monsieur Marc DANIEL**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9866 du 2 décembre 2010 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre MOURE en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2012-133 du 20 décembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques DOMEQ relatif aux ordres de services,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2012-133 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de signature est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les conventions obsèques.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, la délégation définie à l'article 2 est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL et de Monsieur Christian FINA, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

**ARTICLE 5** : Cette délégation court à compter du 8 avril 2014.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-17
Transmis en Préfecture le	04 AVR. 2014
Affiché le	04 AVR. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 179 305-AR

Fait à Montpellier, le  
M. J.-P. MOURE

04 AVR. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Montpellier  
Agglomération

## LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

Arrêté relatif à la CDAC en date du 28 mars 2014

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération n°9868 du 2 décembre 2010 portant élection des membres du Bureau ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le vendredi 28 mars 2014 à 14h30.

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est accordée à Monsieur Alain ZYLBERMAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour siéger et voter le vendredi 28 mars 2014 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Président, pour l'examen d'un projet d'extension de 415 m<sup>2</sup> de surface de vente d'un maxidiscompte à prédominance alimentaire à l'enseigne "LIDL" portant à 1400 m<sup>2</sup> la surface vente totale, située à St Jean de Védas, ZAC de Rieucoulon, rue Alexander Fleming. La Commission Départementale d'Aménagement Commercial aura lieu le 28 mars 2014 à 14h30 Salle Philippe Lamour ;

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Arrêté n°	A2014-18
Transmis en Préfecture le	27 MARS 2014
Affiché le	27 MARS 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 179 333-AR

Fait à Montpellier, le 27 MARS 2014  
M. J.-P. MOURE

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

